



**UNIVERSITÉ
DE GENÈVE**

FACULTÉ DES SCIENCES
ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

‘Ensemble jusqu’à ce que la mort nous sépare’

La révélation par le fait divers du problème du féminicide en
Italie

Ilaria Scolaro

Mémoire de Bachelor en Sociologie

Genève, juin 2014

Sous la direction de la Professeure Annik Dubied Losa

Université de Genève
Département de Sociologie
UNI MAIL, 40 bd du Pont d'Arve
CH - 1211 Genève 4

www.unige.ch/ses/socio

Table des matières

INTRODUCTION.....	3
1. QUE DIT-ON DU FEMINICIDE DANS LA PRESSE ITALIENNE?.....	5
1.1 PRESENTATION DE L'ETUDE DE CAS.....	5
1.2 RESULTATS ISSUS DE L'ANALYSE DE DISCOURS	8
1.2.1 CECI EST UN FEMINICIDE	8
1.2.2 UNE HISTOIRE QUI SE REPETE, MAIS... ..	10
1.2.3 LA FEMME: L'ETERNELLE FAUTIVE?.....	14
1.2.4 L'HOMME: IRRESPONSABLE OU COUPABLE?	18
1.2.5 UNE PLACE CENTRALE AUX INSTITUTIONS	22
2. LA MEDIATISATION DU FEMINICIDE.....	29
2.1 UN PHENOMENE NOUVEAU DANS LES MEDIAS?	29
2.2 LE FEMINICIDE: UN FAIT DE SOCIETE?	33
2.3 LE FEMINICIDE: UNE REMISE EN QUESTION DE LA FRONTIERE ENTRE PUBLIC ET PRIVE?	35
3. LES DIFFERENTES FACETTES DU FAIT DIVERS EN MATIERE DE FEMINICIDE.....	37
3.1 LE FAIT DIVERS COMME "REVELATEUR SOCIAL"	37
3.2 LE FAIT DIVERS COMME "STATISTIQUE"	39
3.3 LE FAIT DIVERS COMME "MOBILISATEUR" D'ACTION POLITIQUE	44
CONCLUSION.....	48
BIBLIOGRAPHIE.....	50
ANNEXES.....	53

Introduction

« *Féminicide, 65 victimes depuis janvier : une [femme tuée] tous les deux jours et demi* »¹ (La Repubblica, 03/07/2013).

Il s'agit du constat alarmant que font les médias italiens début juillet 2013 et que résume « La Repubblica » dans un titre-choc. Un décompte qui s'alourdira par la suite pour rejoindre à la fin de cette même année le nombre de 134 féminicides rapportés dans les médias². En Italie, c'est la thématique du moment. Des faits divers relatant ce type d'homicides se succèdent jour après jour dans les quotidiens et les téléjournaux. Des pages réservées à cette thématique, regroupant tous les cas traités médiatiquement, apparaissent sur les sites web de deux célèbres quotidiens comme « La Repubblica »³ et « Il Corriere della Sera », ce dernier consacrant même une page intitulée « Le massacre des femmes » aux photos des victimes ainsi qu'à leurs histoires⁴. Des talk shows vont également se saisir de ce problème social et vont jusqu'à donner des conseils aux femmes sur comment se défendre. En effet, lors de plusieurs épisodes du talk show « La Vita in Diretta » de la chaîne principale Rai1, la présentatrice est devenue le sujet de reportages dans lesquels elle montrait des prises de « self-defense » pour neutraliser et empêcher à un homme de la poignarder, ou encore de l'étrangler. Cette multiplication des supports abordant ces cas de féminicides, se transformant en une « poussée de fièvre » médiatique, comme la nomme Annik Dubied (2004a, p.19), contribue à donner l'impression d'être face à un problème social urgent et incontrôlable.

Qu'est-ce que le « femminicidio » (traduisible par féminicide en français), ce terme qui semble si populaire dans les médias italiens ? Cette notion qui se réfère littéralement au meurtre d'une femme introduit une dimension genrée de l'homicide.

¹ Traduction du titre de l'article de « La Repubblica » du 3 juillet 2013 : http://www.repubblica.it/cronaca/2013/07/03/news/violenza_sulle_donne_una_vittima_ogni_due_giorni_e_mezzo-62323172/, consulté le 2 mai 2014.

² Données de « Casa delle Donne » sur le site : http://femicidiocasadonne.files.wordpress.com/2014/03/scheda-femicidio_sintetica_2013.pdf, consulté le 2 mai 2014.

³ La page de « La Repubblica » sur le féminicide : <http://www.repubblica.it/topics/news/femminicidio-34615720/>, consultée le 2 mai 2014.

⁴ La page de « Il Corriere della Sera » avec les photos et histoires des victimes de 2013 : <http://www.corriere.it/cronache/speciali/2013/la-strage-delle-donne/>, consultée le 2 mai 2014.

En effet, la femme victime d'un féminicide est tuée par un homme parce qu'elle est une femme, ce qui distingue ce type de crime d'un homicide quelconque dont pourrait être victime une femme (Karadole, 2012, p.20). Au niveau des comportements individuels, ce genre de meurtre s'inscrit dans une logique de domination masculine, de contrôle et de possession de la femme (Russell et Radford, 1992, pp.85-89). D'un point de vue macrosociologique, les sociétés patriarcales contribuent à expliquer la prévalence de ce phénomène : dans ces structures sociales où les hommes possèdent le pouvoir, la division traditionnelle des rôles masculins et féminins est prégnante, tout comme le déséquilibre entre homme et femme en matière de pouvoir économique et décisionnel (Romito, 2006, p.62). Le contexte social est donc un élément important pour caractériser le phénomène du féminicide. Une autre dimension particulière à ce type de crime est la relation entre victime et auteur. Dans la majorité des cas, il existe un lien d'intimité ou du moins de connaissance. Cela permet de différencier différents types de féminicides : ceux commis par le « partner » (mari, ex-mari, compagnon, ex-compagnon,...) et qui correspondent à la définition adoptée pour ce travail, par un membre de la famille (père, frère, ...)⁵, par une connaissance (ami, voisin, ...) et par un inconnu (Karadole, 2012, pp.21-22).

Dans ce travail, nous nous intéresserons à la couverture médiatique en Italie du féminicide au sens restreint évoqué ci-dessus en nous interrogeant en particulier sur comment le genre journalistique du fait divers a participé à la révélation de ce problème social. Une première partie proposera une analyse de discours d'articles relatant des cas de féminicides, issus de trois quotidiens italiens. S'agissant d'une étude exploratoire, les quelques résultats évoqués ne se prêtent pas à une généralisation,⁵ mais ils permettent d'avoir un aperçu du traitement médiatique du féminicide avant de pouvoir aborder la partie théorique concernant ce phénomène. Dans une seconde partie, nous viserons à établir le lien entre le féminicide et les médias, et en particulier la presse, à travers la question de la médiatisation de ce phénomène. Finalement, la dernière et troisième partie s'attachera à développer les différentes interactions entre féminicide et fait divers où ce dernier devient à la fois un « révélateur social », une « statistique » et un « mobilisateur » d'action politique.

⁵ Ces crimes portent des noms spécifiques comme filicide (lorsque l'auteur est le père) ou encore fraticide (quand le frère est l'auteur), mais ils sont retenus comme féminicides dans la mesure où la victime est une femme.

1. Que dit-on du féminicide dans la presse italienne ?

Comment les journalistes de presse italiens traitent-ils du problème du féminicide ? C'est cette question qui va servir de fil rouge dans cette première partie qui propose une analyse de discours d'articles évoquant des cas de féminicides dans des quotidiens italiens. Après une brève présentation de l'étude de cas, les résultats de l'analyse seront détaillés afin d'offrir une sommaire vue d'ensemble de la couverture médiatique de ce phénomène qui sera par la suite approfondi en lumière avec la théorie disponible sur le sujet.

1.1 Présentation de l'étude de cas

Cette étude exploratoire s'intéresse au traitement médiatique du féminicide dans la presse italienne. Le choix de me baser sur la presse bien que les quotidiens italiens continuent à perdre de leur lectorat repose sur deux considérations. Premièrement, la presse reste tout de même un outil de référence parmi l'ensemble des médias. En effet, selon le 11^{ème} rapport de l'institut italien de recherche socioéconomique Censis de 2013 sur la communication, lorsque les Italiens souhaitent s'informer, les quotidiens se placent en quatrième position (à 39,2%) derrière les moteurs de recherche sur internet (46,4%), la radio (55,7%) et les téléjournaux (86,4%)⁶. Deuxièmement, la presse italienne propose un large éventail de quotidiens nationaux, régionaux ou locaux, chacun avec une orientation politique plus ou moins déterminée, ce qui pourrait influencer sur la manière dont un événement est traité médiatiquement.

Les quotidiens qui ont fait l'objet de l'analyse ont été sélectionnés en fonction du nombre de copies vendues. Grâce aux données fournies par ADS (acronyme signifiant « contrôle de la diffusion de la presse »), un classement des dix journaux les plus vendus en Italie a été établi⁷ :

⁶ Le 11^{ème} rapport du Censis sur la communication (2013) : http://www.primaonline.it/wp-content/uploads/2013/10/Sintesi_11_Rapporto.pdf, consulté le 30 avril 2014.

⁷ Données sur la diffusion des quotidiens italiens pour mars 2013 : <http://www.primaonline.it/2013/05/08/117517/quotidiani-marzo-2013/>, consulté le 30 avril 2014.

#	Quotidiens	Nombre de copies vendues
1	Il Corriere della Sera	387'950
2	La Repubblica	341'118
3	La Gazzetta dello Sport	207'939
4	La Stampa	202'424
5	Il Sole 24 Ore	150'435
6	Il Messaggero	143'074
7	Il Resto del Carlino	126'413
8	Il Giornale	125'611
9	Il Corriere Sport	120'880
10	La Nazione	103'945

Tableau 2 : Classification des dix premiers quotidiens italiens en fonction du nombre de copies vendues en mars 2013.

La sélection s'est affinée en excluant les quotidiens sportifs (« La Gazzetta dello Sport » et « Il Corriere Sport »), économiques (« Il Sole 24 Ore »), ainsi que ceux locaux (« Il Resto del Carlino » et « La Nazione »). Seuls les journaux nationaux généralistes ont été retenus : les quotidiens spécialisés (économiques et sportifs) ne comportent pas de faits divers tandis que ceux locaux atteignent du point de vue géographique une part plus limitée de lectorat par rapport aux journaux nationaux. L'échantillon s'est par la suite restreint davantage, dans la mesure où certains de ces quotidiens n'étaient pas ou rarement disponibles. Le corpus pour l'analyse est donc composé d'articles provenant des quotidiens suivants : « La Repubblica », « Il Corriere della Sera » et « Il Giornale ». Parmi les deux journaux en tête des ventes, nous retrouvons « Il Corriere della Sera » qui a été créé en 1876 par le journaliste Eugenio Torelli Viollier et est orienté vers le centre-gauche, et « La Repubblica », fondée en 1976 par le journaliste et politicien Eugenio Scalfari, qui est plutôt de la gauche modérée et laïque (Ciula, 2006, pp.125-126). « Il Giornale », quant à lui, a été créé en 1974 par le journaliste Indro Montanelli. Racheté en 1987 par Silvio Berlusconi puis revendu à son frère sept ans plus tard, ce journal est orienté vers le

centre-droit et affiche un soutien inconditionnel à Silvio Berlusconi⁸. Ces trois quotidiens intègrent, d'ailleurs, à l'intérieur de leurs pages une édition locale concernant les principales grandes villes. A titre d'exemple, les copies du quotidien « Il Giornale » distribuées à Genève comprennent l'édition locale de Milan. Il faut également mentionner que « Il Corriere della Sera » et « La Repubblica » possèdent des sites très complets avec des archives de tous les articles publiés pouvant remonter jusqu'à 1992 et 1984 respectivement. Les autres quotidiens ont également des sites, mais ils sont loin d'être aussi développés. J'ai choisi de me baser sur des articles en version papier bien que cela implique que la récolte du matériel soit plus difficile, moins systématique et ait un coût. Cette décision traduit surtout la volonté de vouloir inclure dans l'analyse l'iconographie et la structure des articles. En effet, sur les sites des quotidiens, seul le texte est retranscrit. Dans certains cas, l'article de la version papier n'est pas publié sur le site ou alors devient qu'un simple résumé. Il s'avère donc difficile d'effectuer une analyse sur des contenus restreints et qui ne correspondent pas à ceux de la presse.

Le corpus de documents est composé de 17 articles traitant de 13 cas de féminicides différents ayant eu lieu en Italie du 4 mai 2013 au 13 février 2014. Ces articles sont de longueur variable – de la brève à une page entière – et sont tirés des trois quotidiens mentionnés auparavant : « Il Corriere della Sera » (7 articles), « La Repubblica » (7) et « Il Giornale » (3). La récolte du matériel a eu lieu de la manière suivante : les cas de féminicide étaient repérés à travers des recherches sur internet ou lors des différents téléjournaux italiens, ce qui me permettait ensuite d'acheter les quotidiens le lendemain. La plupart du temps, j'achetais les trois quotidiens s'ils étaient disponibles. Lorsqu'il était possible de les feuilleter, je ne retenais que ceux qui rapportaient des féminicides. Cela explique pourquoi certains articles traitent du même homicide : j'ai décidé toutefois de les inclure dans l'échantillon afin de pouvoir constater s'il y avait des différences de traitement entre ces trois quotidiens. Les critères de sélection des articles reposaient donc sur la définition du féminicide évoquée dans l'introduction. Il fallait premièrement qu'il s'agisse d'un homicide d'une femme (les tentatives de meurtre n'ont pas été retenues, les cas d'homicide-suicide oui), et deuxièmement que l'auteur soit un homme avec lequel elle a ou avait une relation amoureuse (conjoint, compagnon, ex, ...).

⁸ Description du quotidien italien « Il Giornale » sur : <http://www.presseurop.eu/fr/content/source-profile/248-il-giornale>, consulté le 1^{er} mai 2014.

Une fois les articles sélectionnés, ils ont fait l'objet d'une analyse de discours dans le but d'observer comment les journalistes parlent du phénomène du féminicide. Une première approche des articles a été effectuée avec une grille préétablie d'analyse de contenu tirée de Tremblay (1996, *annexe 1*). Cela m'a permis non seulement de décrire et prendre connaissance des articles, mais aussi de relever des points importants pour construire ma grille d'analyse de discours (*annexe 2*). Cette dernière a été élaborée avec le souci de s'intéresser à différents aspects du discours journalistique : les indices de personne, les indices d'ostension (spatiaux et temporels), les modalités d'énonciation (les exclamations, interrogations, ...) ainsi que ceux d'énoncé (les substantifs et adjectifs subjectifs, les verbes et adverbes), les champs lexicaux récurrents, l'utilisation de vocabulaire technique et de figures de style ainsi que les types de discours rapporté. Tous ces éléments permettaient de résumer dans la partie de la grille intitulée « représentations et stéréotypes » la façon dont étaient décrits l'acte commis, l'arme utilisée, la victime, l'auteur, le couple et les forces de l'ordre. Une partie nommée « problèmes rédactionnels » soulignant les illogismes, répétitions et erreurs dans les articles a été ajoutée afin d'évaluer la qualité de la rédaction de ces faits divers.

1.2 Les résultats issus de l'analyse de discours

Les résultats qui ressortent de l'analyse de discours ont été classés en cinq catégories qui correspondent aux différents éléments caractéristiques de ce type de faits divers et qui ont trait à la question du féminicide, à la structure narrative de ces récits médiatiques ainsi qu'aux personnages principaux de ces faits divers : la femme, l'homme et les institutions policière et judiciaire.

1.2.1 Ceci est un féminicide

Suite à leur analyse des quotidiens montréalais « Le Journal de Montréal », « The Gazette » et « La Presse », Guérard et Lavender (1999, p.173) déplorent l'absence de lien entre les différents meurtres de femmes rapportés dans ces quotidiens. Ces crimes ne sont pas rattachés à un phénomène plus général et ne

font l'objet d'aucun questionnement par les journalistes. Ce traitement médiatique contribue à représenter ces homicides comme des incidents isolés et ne permet pas de mettre en évidence un problème social important. Cette tendance ne se retrouve pas dans notre corpus de documents où des liens entre les différents articles sont tissés: ces crimes sont identifiés comme des féminicides et comme appartenant au phénomène plus large de la violence contre les femmes. La différence entre le cas montréalais (Guérard et Lavender, 1999) et celui italien tient dans le fait que pour l'Italie, le terme de féminicide a été attribué à ces homicides. Désigner une réalité problématique par un nom précis permet de la reconnaître et de la mettre en évidence (Romito, 2006, p.81). Dans le corpus d'articles de quotidiens italiens, l'identification de ces homicides au problème du féminicide s'effectue à quatre niveaux : dans le texte-même de l'article, dans le rubricage, dans la structure de la page comportant les articles et dans l'iconographie.

Au niveau textuel, le mot « féminicide » est clairement mentionné pour caractériser le meurtre dans six articles. Nous retrouvons des formulations récurrentes comme « un autre féminicide » (*annexes 3 et 4*) ou « l'énième féminicide » (*annexes 6 et 15*) ainsi qu'un décompte du nombre de cas avec « le quatrième féminicide à Palerme » (*annexe 7*) ou encore « le dixième féminicide en Sicile » (*annexe 10 Antonella*). Une formulation plus maladroite est utilisée dans le surtitre d'un article qui relate les meurtres de deux femmes : « Violence contre les femmes. Amours maudits, deux autres victimes » (*annexe 14*). Le terme de « féminicide » n'est pas employé, mais ces deux crimes sont rattachés au phénomène plus large de la violence contre les femmes bien que le fait d'attribuer ces victimes à l'amour soit critiquable. Les dix articles restant ne comportent pas d'indication textuelle rendant possible la classification de ces homicides comme féminicides, mais d'autres procédés permettent de le faire. Nous pouvons mentionner le rubricage qui permet de cadrer un événement selon Amandine Kervella, doctorante en communication (2007, p.289). Ce type d'homicide est rapporté dans la rubrique « cronaca » (faits divers criminels en français), mais dans certains cas (*annexe 10*), le nom de la rubrique change et devient « la violence contre les femmes », ce qui contribue à inscrire le fait divers qui a été relaté dans un contexte plus général. Au niveau de la structure de la page, c'est l'association de plusieurs articles sur une page ou une double page qui permet de rattacher un fait divers traitant du meurtre d'une femme à un problème social plus large. Par exemple,

dans un article placé dans la rubrique « cronaca » rapportant l'adoption de la loi contre le féminicide (« Féminicide : le dernier oui arrive. "Désormais les femmes ne sont plus seules", *annexe 17*), une brève à propos de l'homicide d'une femme a été insérée avec le surtitre « le cas ». Cette dernière vient comme illustrer la nécessité de l'adoption de cette nouvelle loi. Il peut également se produire l'inverse, c'est-à-dire qu'une brève politique comme celle énonçant la ratification de la Convention d'Istanbul sur la violence contre les femmes permette de donner un ancrage plus général à un fait divers (*annexe 5*). Un autre exemple serait celui de la double page traitant, sur la page paire, de deux homicides et sur celle impaire, des leçons antiviolence « contre le féminicide » à l'école (*annexe 12*). L'illustration de la banderole alternant des figures féminines et masculines qui vient déborder sur la page impaire lie ces différents articles entre eux autour de la thématique du féminicide. Finalement, au niveau de l'iconographie, ce sont les encadrés qui rappellent les précédents homicides de même nature pour le mois de septembre par exemple (*annexe 13*), des schémas qui soulignent le nombre de féminicides et les variations de 2005 à l'année en cours (*annexe 10*), ainsi que des pourcentages qui font remarquer le caractère évitable, dans certains cas, du crime (*annexe 7*). Ces différents éléments contribuent donc à identifier ces meurtres comme appartenant à un phénomène plus général, le féminicide. Au final, seuls trois articles (*annexes 9, 11 et 18*) ne font l'objet d'aucun de ces quatre procédés.

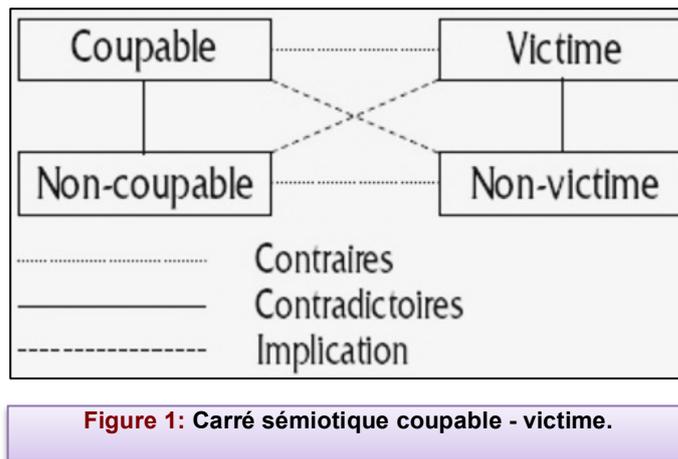
1.2.2 Une histoire qui se répète, mais...

Du point de vue de la structure narrative, les faits divers sur le féminicide laissent peu de place à la diversité : bien que chacun de ces événements ait ses particularités, les histoires se ressemblent toutes. Sans vouloir gommer les singularités des personnes concernées et de l'acte commis, Guérard et Lavender (1999, pp.162-163) constatent que ces faits divers présentent deux "scénarios" récurrents : dans le premier cas, le meurtre survient lorsque l'homme et la femme sont encore en couple, et dans le deuxième cas, il se produit à la suite de la séparation ou, du moins, il est lié à cet événement. Le premier "scénario" concerne six des treize cas de féminicide du corpus de documents (*annexes 3, 5, 12+13+14 Ilaria, 15, 17, 18*). Dans la moitié des cas, la dispute est présentée comme l'élément déclencheur du meurtre, donnant ainsi l'idée erronée qu'il s'agit d'un conflit paritaire

qui, dans un climat de forte tension, finit par dégénérer et entraîner la mort de la femme comme le souligne Cristina Karadole, spécialiste en politiques du genre (2012, p.31). Les sept articles restant du corpus sont associés au second “scénario” (annexes 4, 6, 7, 9+10 : *Lucia*, 10 : *Antonella*, 11, 12+13+14 : *Marta*). La femme quitte l'homme, ce dernier n'accepte pas la fin de la relation et l'harcèle, la persécute, la menace même de mort (Guérard et Lavender, 1999, p.163). La séparation, tout comme le divorce, semble être insuffisante pour que la femme récupère sa liberté (Mercader et al., 2003, p.138). Il faut également souligner que c'est dans les semaines qui suivent la séparation que le risque pour une femme d'être tuée est plus élevé.

Face à ces deux “scénarios” récurrents, les faits divers relatant des féminicides offrent des interprétations diverses autour du questionnement sur la culpabilité de l'auteur de l'acte. Qui est coupable ? Qui est la victime ? Il semble facile, au premier abord, de répondre à ces deux questions dans le cas d'un féminicide : est coupable celui qui commet le crime, victime celle qui le subit. Nous constatons en réalité que ces faits divers proposent des parcours narratifs différents, comme le soulignent les psychologues Patricia Mercader et Annik Houel, et la sociologue Helga Sobota (2003, pp.82-95). Bien que ces auteures appliquent cette affirmation aux articles sur des récits de procès, la même dynamique peut être identifiée dans des articles relatant seulement du meurtre d'une femme. Elles emploient le terme de « parcours narratif » dans la mesure où les positions de coupable et de victime peuvent être amenées à changer au fil du récit. Ces parcours narratifs vont en effet de la position « le crime est compréhensible » à celle « le crime est impardonnable » : entre ces deux extrêmes, nous retrouvons des situations intermédiaires et plus nuancées. Ces différents cas de figure peuvent être illustrés par le carré sémiotique suivant (outil proposé par le sémioticien et linguiste Greimas, mais repris par Mercader et al. (2003)), composé des positions contraires de coupable et de victime⁹. En nous inspirant des stratégies narratives évoquées par ces auteures et en y apportant certaines modifications, nous avons mis en évidence sept parcours narratifs qui vont être décrits brièvement de manière graduelle.

⁹ Tiré de : Mercader et al. (2003), *Crime passionnel, crime ordinaire*, Paris : Presses universitaires de France.



La première position est celle qui énonce que « le crime est compréhensible » et correspond à un seul article du corpus (*annexe 3*). Dans ce cas, les responsabilités s'inversent : le coupable, l'homme, devient la victime tandis que la victime, la femme, prend la place de coupable. La femme est tenue responsable du geste de l'homme qui suspectait une relation extra-conjugale. Les questions d'infidélité et de jalousie sont fréquentes dans ce genre de récit. En reprenant le carré sémiotique, le parcours narratif effectué est le suivant : le coupable, par des procédés énonciatifs et stylistiques, est rendu non-coupable. Cette position de non-coupable implique celle de victime. Le même raisonnement s'applique au passage du statut de victime à celui de coupable. La deuxième situation correspond à la « responsabilité esquivée » qui se retrouve dans un article également (*annexe 6*). Ici, la femme devient un objet : elle est une possession de l'homme qui peut en disposer selon ses besoins (Mercader et al., 2003, p.83). La psychologue Patrizia Romito (2006, p.88) met en évidence le fait que la question de la responsabilité de l'homme ne se pose donc pas du moment où la femme, à travers un processus de déshumanisation où elle devient un objet, n'est plus considérée comme humaine. La troisième position est celle de la « responsabilité déplacée » qui a été identifiée dans un seul article (*annexe 15*). Dans ce cas de figure, la victime reste victime, mais l'homme ne peut être retenu comme coupable de son geste. La responsabilité est en effet déplacée vers des agents abstraits comme le destin, la culture, ou encore la crise économique (Mercader et al., 2003, p.89). C'est cette dernière qui va être invoquée comme explication du passage à l'acte de l'homme. Le quatrième parcours narratif correspond à la « responsabilité partagée » qui se réfère à un article uniquement (*annexe 18*). L'homme demeure coupable et la femme le devient également : ils sont donc tous les deux fautifs. Nous retrouvons ce type de parcours

notamment dans un contexte de violence domestique : l'homme est condamné pour son geste, mais des reproches sont également faits à sa femme quant au comportement qu'elle a adopté dans une telle situation. La cinquième position est celle de la « culpabilité indécidable ». Dans un article du corpus (*annexe 9*), aucune décision n'est émise quant à la responsabilité de l'homme. La femme, elle, est clairement identifiée comme victime. Dans ce cas de figure, l'indécision du journaliste sur la culpabilité de l'homme peut s'expliquer de deux manières: soit le journaliste est dans l'impossibilité de commenter à cause du caractère abominable ou absurde du meurtre, soit il ne dispose pas des informations nécessaires pour le faire. Cette deuxième explication est celle qui semble convenir le mieux à l'article du corpus. Les deux derniers parcours narratifs s'appliquent aux articles où les positions de coupable et de victime n'évoluent pas au fil du récit. L'homme reste coupable et la femme victime (Mercader et al., 2003, p.83). Toutefois, il convient d'inclure une distinction : dans trois articles (dont deux qui traitent de la même affaire : *annexes 12, 13 et 17*), l'homme n'est pas pleinement considéré comme coupable, la jalousie ou la folie sont invoquées pour le déresponsabiliser (Guérard et Lavender, 1999, p.170). C'est pourquoi j'ai ajouté en tant que sixième parcours narratif la situation où l'homme est retenu comme « coupable avec des circonstances atténuantes ». Finalement, la septième et dernière position est celle du « crime impardonnable » (Mercader et al., 2003, p.91) et concerne les neuf articles restants (*annexes 4, 5, 7, 11, 12, 13, 14 ainsi que les deux affaires de l'annexe 10*). Aucun type de circonstances atténuantes n'est évoqué pour ces neuf homicides et certains d'entre eux sont d'autant plus condamnés, soit car le meurtre a eu lieu devant des enfants (*annexes 7 et 10 Antonella*), soit pour la brutalité de l'acte (*annexe 10 Lucia*) ou bien encore pour le jeune âge de la victime (*annexe 14 Ilaria*).

Nous pouvons finalement constater que pour les articles qui correspondent au premier scénario où le féminicide se produit dans la relation, il y a un nombre plus différencié de parcours narratifs alors que nous retrouvons majoritairement des parcours qui condamnent l'homme pour les cas qui se réfèrent au deuxième scénario, celui du meurtre après la séparation. Cette attitude plus critique tient peut-être au fait que, dans les représentations, une femme ayant mis fin à une relation ou ayant divorcé devrait pouvoir être libre de continuer à vivre sa vie comme elle le souhaite sans subir les harcèlements et persécutions de l'ex mari ou de l'ex compagnon (Mercader et al., 2003, p.138). Nous allons à présent approfondir les

différents procédés énonciatifs et stylistiques qui permettent d'identifier un parcours narratif plutôt qu'un autre et qui se situent autour des deux personnages principaux, l'homme et la femme. Dans la suite de la présentation des résultats, nous nous référerons à ces différents parcours narratifs.

1.2.3 La femme : l'éternelle fautive ?

Dans tous les articles du corpus, la place attribuée à la victime est minime. Outre son nom et prénom, son âge et sa profession (si elle en exerce une), il y a relativement peu d'information sur ce personnage pourtant principal dans ces faits divers, ce qui contribue à le faire passer en second plan (Guérard et Lavender, 1999, p.169). Cet effacement de la femme se traduit par différents procédés : la victime peut disparaître de l'histoire, être dépersonnalisée en la réifiant ou en lui ôtant son individualité, ou encore subir l'action, soulignant ainsi sa passivité (Romito, 2006, p.85 et p.88). La perte de l'individualité se constate quand l'homme et la femme sont fusionnés, notamment dans les cas d'homicide-suicide où la dimension fusionnelle est la plus forte (Mercader et al., 2003, pp.125-126). C'est le cas d'un article où la femme est associée à l'homme à travers les formulations suivantes : « Christian et Chiara », « tous les deux », « le couple », « les conjoints » (*annexe 3*). Elle n'est mentionnée dans le texte qu'à travers ce rapport de dépendance à son mari sauf au moment où ce dernier l'assassine. Dans cette même logique de dépendance, la femme est définie, dans certains articles, par rapport à une figure de sexe masculin. Ainsi le surtitre d'un des articles annonce : « Le cadavre de Samanta Fava, un fils et un ex-mari, retrouvé par un chien policier », suivi plus loin dans l'article de « le corps de Samanta Fava, 36 ans, un fils, un ex-mari, un compagnon » (*annexe 5*). Elle est donc définie par rapport à son rôle de mère, d'ex-femme et de compagne. C'est d'ailleurs parce qu'elle manque à son devoir de mère que sa disparition va être signalée (Mercader et al., 2003, p.164) : « La femme, avait expliqué l'ex-mari, avait loupé son rendez-vous hebdomadaire avec l'enfant : quelque chose de grave avait dû se passer ». L'effacement de la femme se produit également en la dépeignant comme quelqu'un subissant l'action et c'est à travers l'utilisation du passif que cela s'effectue : « elle a été tuée par deux coups de couteau » (*annexe 9*), « elle a été battue », « elle a été blessée par un coup de feu » (*annexe 13 Ilaria*). Ce recours au passif pour décrire les épisodes de violence domestique et le meurtre contribue non

seulement à déresponsabiliser le meurtrier – nous le verrons -, mais aussi à reproduire les stéréotypes genrés qui veulent que l'homme soit actif et la femme passive (Mercader et al., 2003, p.98).

Une façon plus radicale d'effacer la victime consiste simplement à la faire disparaître. Nous relevons une première manière de le faire, moins radicale, qui est de la représenter majoritairement sous l'aspect corporel avec une référence claire au genre policier : la femme n'est qu'un « corps », un « cadavre » (*annexes 5 et 9*). La seconde méthode, elle, efface la victime du récit. Par exemple, dans un article traitant du meurtre d'une femme par son ex-mari et de la tentative de meurtre du compagnon de celle-ci (*annexe 6*), l'homicide de la femme passe en arrière plan et l'article se concentre sur le conflit verbal et physique entre les deux hommes. Ce cas est d'ailleurs qualifié, entre autres, de « furieuse dispute entre deux hommes âgés ». Cette idée est renforcée également par la disparition de la femme dans l'iconographie (Mercader et al., 2003, p.99) : seulement les deux hommes, l'ex-mari et le compagnon de la victime sont représentés. Même lors de son arrestation, l'homme ne fournit aucune explication du pourquoi il a tué son ex-femme : sa colère semble être dirigée contre la figure du rival qui occupe une place importante dans ce récit comme en témoigne ses paroles : « Celui-là m'a volé ma femme – a-t-il dit presque pour se justifier – après une vie passée ensemble ». Cette citation souligne également un autre aspect : celui de la réification de la femme (Mercader et al., 2003, p.83). La disparition de cette dernière du récit est liée à sa condition d'objet : elle est définie comme « l'objet du vol » et les deux hommes se la disputent. Du moment où la victime est déshumanisée par son statut d'objet, le fait qu'elle ait été tuée devient secondaire et la question de la responsabilité de l'auteur du crime ne se pose plus (cf. parcours narratif de la responsabilité esquivée). La femme devient une possession de l'homme dont il peut disposer selon son gré (« un homme tranquille qui considérait sa femme comme "sa chose" que personne ne pouvait ou devait lui voler »). Le divorce ne peut d'ailleurs pas plaquer ce sentiment de possession : l'homme considère toujours la femme comme son épouse, et non son ex-femme (Mercader et al., 2003, p.138). Dans cette logique de possession, l'homme a le "pouvoir" de vie et de mort sur la femme : il peut la punir pour l'avoir quitté, pour l'avoir trompé. C'est le cas de Lucia, assassinée par son ex-compagnon (*annexe 10*). Elle est représentée dans l'article comme une condamnée à mort : cette analogie se retrouve dans le fait que l'homme a annoncé cette « condamnation à mort » dans

deux lettres et qu'il ait diné une dernière fois avec sa victime avant de la tuer. Le journaliste insiste sur cette dimension du « dernier repas » comme les condamnés à mort : « Lucia Bellucci s'est débattue après son dernier repas ». La faute qui justifie cette punition, au dire de son ex-compagnon, est celle de l'avoir « tué moralement » et de lui avoir manqué de respect. L'homme l'accuse en effet d'avoir eu une relation extraconjugale alors qu'ils étaient encore en couple. Nous pouvons donc constater combien la notion de crime d'honneur est encore ancrée, non seulement dans la presse, mais aussi dans les mentalités (Romito, 2006, p.95). En Italie, cet article du Code pénal n'a été abrogé qu'en 1981 et prévoyait une réduction considérable de la peine pour l'auteur d'un tel crime, et plus précisément pour :

« Quiconque cause la mort du conjoint, de la fille ou de la sœur au moment où il les découvre dans une relation charnelle illégitime et par suite d'un état de colère provoqué par l'offense infligée à son honneur ou à celui de sa famille [...], ou bien provoque la mort de la personne illégitimement liée par une relation charnelle avec son conjoint, avec sa fille ou avec sa sœur » (Article 587 du Code pénal italien dans Romito, 2006, pp.159-160).

Un autre exemple de cette prégnance de la notion de « crime d'honneur » se retrouve dans un article qui rapporte le cas d'un homicide-suicide accompli par le mari après que celui-ci ait découvert des messages suspects sur le téléphone portable de sa femme, lui faisant suspecter une relation extraconjugale (*annexe 3*). Le parcours narratif concernant la responsabilité va alors s'inverser : la femme va devenir coupable, rendant ainsi le crime compréhensible (Mercader et al., 2003, pp.84-85). Cet exemple représente une autre façon, la plus extrême, d'annuler la femme en lui attribuant le blâme. Elle est responsable de sa propre mort et du suicide de l'homme, ce qui justifie le fait qu'elle passe en second plan dans le récit. Elle est dévalorisée dans l'article : bien que le frère de l'auteur du crime témoigne du fait que les conjoints étaient tous les deux très croyants, le journaliste ne souligne que la « grande foi » de l'homme. C'est même cette foi que les photographies de l'article veulent mettre en évidence à travers la légende : « homme dévot ». La suspicion d'adultère qui plane sur la femme la disqualifie d'être considérée comme croyante. Le recours aux témoignages des voisins, reportés dans une citation, ne fait qu'augmenter cette suspicion (Lipani-Vaissade, 2007, p.65) : « Un couple très normal, elle nous la voyions ici dehors le soir au téléphone ».

Sans toutefois attribuer le blâme à la victime, nous constatons que dans certains articles, des reproches peuvent être adressés à la femme quant à son comportement (Guérard et Lavender, 1999, pp.169-170). Le journaliste ne le fait pas lui-même, il le fait à travers les citations des personnes qui témoignent dans ces articles. La citation est en effet un moyen pour le journaliste de prendre les distances d'un certain type de discours qu'il restitue, mais qu'il ne s'approprie pas (Mercader et al., 2003, p.105). Il est reproché à la victime de ne pas avoir porté plainte contre l'homme plus tôt (« Peut-être que si quelque chose avait été fait tout de suite, cette tragédie aurait pu être évitée », *annexe 13 Marta*), de ne pas avoir quitté un compagnon violent, de ne pas avoir porté plainte ou encore d'avoir dénoncé la disparition d'un homme violent au lieu de le laisser tomber comme le souligne cette citation d'une voisine du couple :

« ...Qu'il la battait ça se savait. Et je suis sûre que quelqu'un de l'immeuble récemment est allé jusqu'à lui conseiller de porter plainte contre lui, mais la femme ne voulait pas en entendre parler. Elle ne voulait pas lui créer des ennuis, vous comprenez ? Imaginez qu'après une dispute il avait disparu pour un certain temps, certains disaient qu'il était retourné en Egypte. Et tous lui disaient, soulagés pour elle : "Tu vois que tu t'en es peut-être débarrassée ?". Au lieu de le laisser tomber, elle en a dénoncé la disparition ! » (Citation de la voisine du couple, annexe 18).

Dans ces articles du corpus, comme nous avons pu le voir, la victime est souvent effacée, dévalorisée et fait l'objet d'un blâme ou du moins de reproches. Il arrive cependant que, dans de rares cas, les comportements de la femme soient justifiés soit par le journaliste, soit par un acteur dans le récit. Par exemple, le choix de Lucia de revoir son ex-compagnon qu'elle avait dénoncé plusieurs fois est expliqué par son avocate (*annexe 10*). Quand ce n'est pas par des citations d'acteurs du fait divers, c'est le journaliste qui tente d'expliquer le comportement de la victime. Il fait pour cela des hypothèses comme dans ce cas où il essaie de justifier le fait que la jeune femme n'ait pas dénoncé les actes de violence dont elle avait été victime : « Peut-être par peur de rétorsion à l'encontre de sa famille qui vit dans l'autre aile de la villa » (*annexe 13 Ilaria*).

1.2.4 L'homme : irresponsable ou coupable ?

L'homme, qui représente l'auteur du crime dans ces cas de féminicides est le deuxième personnage clé de ces faits divers. La position de ce dernier oscille, dans les différents articles du corpus, entre l'irresponsabilité et la culpabilité. La première grande tendance que nous rencontrons dans ces récits est celle de la déresponsabilisation de l'auteur du crime, qui peut être totale ou partielle (Guérard et Lavender, 1999, p.170). Trois parcours narratifs sont concernés par la déresponsabilisation totale : le plus extrême est celui du « crime compréhensible » qui, en inversant la responsabilité, rend coupable la victime et victimise l'auteur du crime (Mercader et al., 2003, p.83). Un seul article s'applique à cette constatation (*annexe 3*). Les deux autres parcours narratifs sont celui de la « responsabilité esquivée » où la femme devient un objet et la question de la culpabilité ne se pose plus (*annexe 6*), et celui de la « responsabilité déplacée » vers des agents abstraits et l'homme n'est pas retenu comme coupable (*annexe 15*). Dans ces trois cas de figure, une multitude de raisons est évoquée pour mettre en évidence l'irresponsabilité de l'homme. Nous pouvons citer l'effacement de l'intention criminelle qui s'effectue à travers différents procédés. La première méthode passe par la mise en scène de l'arme, objet viril et décrit avec un vocabulaire professionnel, notamment quand il s'agit d'armes à feu (le calibre est mentionné : « un pistolet calibre 38 », *annexe 6*). L'arme devient alors le sujet de la phrase : « un projectile lui [la victime] a transpercé la nuque » (*annexe 3*). C'est le projectile de l'arme à feu qui tue la victime, effaçant ainsi toute trace de l'auteur et de l'intention criminelle (Mercader et al., 2003, p.58). Le vocabulaire employé pour définir le meurtre participe également à présenter l'homicide comme un accident, un geste incontrôlé (Karadole, 2012, p.32). Cette deuxième façon d'effacer l'intentionnalité de l'auteur se traduit dans le recours à des termes comme « raptus » ou « jalousie ». Le « raptus » est un trouble psychiatrique qui « se définit comme une impulsion (désir soudain et impérieux d'accomplir un acte) violente et soudaine susceptible de pousser un malade à un acte violent »¹⁰. Il est largement utilisé comme justification à l'acte, ce qui dénote un certain abus dans le recours à ce terme de la part des médias italiens (Karadole, 2012, p.35). Cela conduit à une psychologisation de l'auteur du crime qui contribue à décriminaliser l'acte commis : si une personne est malade, elle ne finit

¹⁰ Définition de l'encyclopédie médicale en ligne : <http://www.vulgaris-medical.com/encyclopedie-medicale/raptus>, consultée le 5 mai 2014.

pas en prison, mais elle va être soignée (Romito, 2006, pp.122-123). Ainsi, un homme avouant le meurtre de sa compagne va expliquer son geste par « un raptus après l'énième dispute » (*annexe 15*) : cette justification va être évoquée trois fois dans l'article dont une dans le titre. L'utilisation des propos de l'homme en titre (noir sur blanc, en gras) expose de façon brute la version de l'homme, qui n'est d'ailleurs pas remise en question. La jalousie est également mentionnée comme cause du meurtre, et peut même jusqu'à être tenue comme responsable du crime (Mercader et al., 2003, p.131) : l'acte est un « drame de la jalousie » (*annexe 3*). Dans un des articles, il est annoncé que l'homme « a tué par jalousie » (*annexe 6*), une jalousie qui est présentée comme malade, car « l'âge et le divorce officiellement prononcé il y a quelques mois n'ont pas été suffisants à soigner ce sentiment malade ». Du moment où la jalousie devient malade à travers le processus de psychologisation, l'acte commis par l'homme est décriminalisé. L'homme agit « en proie à un raptus de jalousie » ou « aveuglé » par celle-ci (*annexe 3*) et ne peut être tenu comme coupable. Cette responsabilité de la jalousie dans le crime se constate également dans la personnification de ce sentiment qui devient le sujet de la phrase : « Mais la jalousie a prévalu sur le bon sens » (*annexe 3*). La jalousie a poussé au meurtre, elle est rendue responsable du passage à l'acte de l'homme, car elle l'empêche de distinguer le bien du mal. Un autre moyen de déresponsabiliser l'homme est le recours à une comparaison absurde, qui n'a pas lieu d'être, qui se rencontre dans un article du corpus où l'homme est devenu victime et la femme coupable (*annexe 3*).

*« L'homicide-suicide [...] se produit à une intervalle d'un peu plus de deux semaines d'un autre féminicide, toujours à Rome. C'était le 18 avril quand une infirmière de l'hôpital Grassi d'Ostia, poursuivie en voiture par l'ex-mari, **lui aussi un vigile**, a été criblée par six balles. Scénario de la fusillade un pont de l'autoroute d'Acilia [...]. L'ex-mari, Guglielmo Berrettini, qui l'harcelait depuis des mois car il n'avait pas accepté le divorce, avait été dénoncé pour stalking par la victime. [...] Berrettini aussi, **tout comme Agostini** [l'homme dont parle l'article] hier, après avoir déchargé le pistolet contre l'ex-femme avec laquelle il avait eu deux enfants, a tenté de se suicider avec la dernière balle qui restait. Mais la balle ne l'a pas tué ».*

L'homicide-suicide commis par Agostini est comparé à cet autre cas de féminicide. Toutefois, il y a très peu de ressemblances entre ces deux affaires. Il s'agit de deux féminicides, les deux hommes exerçaient la même profession et tous les deux ont tenté de se suicider après le crime, un y parvenant, l'autre échouant. Ce sont deux

affaires diamétralement opposées : un meurtre se produit dans la relation sans qu'il y ait des antécédents de violence (Agostini), l'autre après la séparation à la suite d'épisodes de stalking (Berrettini). L'un dans le privé (la maison), l'autre dans un lieu public. En comparant Agostini à ce cas extrême, le journaliste semble souligner le fait que cet homme n'est pas en soi un homme violent et un meurtrier, et renforce la thèse selon laquelle il aurait agi en proie à un raptus. L'homme est davantage victimisé par le fait qu'il a réussi à se suicider alors qu'un homme dangereux comme Berrettini a échoué, ce qui pourrait créer un certain sens d'injustice et amènerait le lecteur à se ranger du côté d'Agostini. La déresponsabilisation partielle, quant à elle, introduit des « circonstances atténuantes », mais l'homme est quand même retenu coupable du crime commis. Les raisons évoquées sont nombreuses et certaines ont déjà été citées auparavant : elles sont toutefois seulement mentionnées et ne sont pas approfondies. Nous trouvons la jalousie (*annexe 13 Marta*), la colère (*annexe 13 Ilaria*), la folie (*annexes 12 et 13 Marta, et 17*), l'amour (*annexe 14*), des problèmes psychiatriques (*annexes 12 et 13 Ilaria*), des problèmes économiques et la culture (*annexe 18*). Tout comme la jalousie, l'amour peut être considéré responsable du meurtre de la femme (Mercader et al., 2003, p.132). Le surtitre d'un des articles annonce : « Violence contre les femmes. Amours maudits, deux autres victimes » (*annexe 14*). Les deux victimes de féminicides sont attribuées à l'amour, déresponsabilisant ainsi l'homme. Le terme « violence contre les femmes », de plus, contribue à effacer l'auteur de ces violences : l'homme (Romito, 2006, p.82). Il faut également ajouter que les explications invoquant des pathologies psychiatriques ne sont pas toujours suffisantes pour déresponsabiliser l'auteur (Mercader et al., 2003, p.92) : c'est le cas du compagnon d'Ilaria qui serait, au dire de son avocat, bipolaire. Le juge, en revanche, tranche et dépeint l'homme comme une personne violente, dangereuse et n'ayant aucun scrupule à utiliser des armes à feu (*annexes 12 et 13 Ilaria*).

Entre le statut d'irresponsable et celui de coupable, il y a un cas particulier (*annexe 9*) où le journaliste n'établit aucune décision de culpabilité (cf. parcours de la « culpabilité indécidable ») : il exprime au contraire des réticences à retenir l'homme comme responsable de l'acte. Ces réticences s'expriment à travers différents procédés. Le premier est l'usage du passif pour décrire le meurtre : « Elle a été tuée par deux coups de couteau Lucia Bellucci ». Sans complément d'agent, cela contribue à effacer l'auteur du crime. Deuxièmement, contrairement aux autres

articles, le journaliste recourt fréquemment au conditionnel lorsqu'il reconstruit les moments qui ont précédé le meurtre : « La victime aurait eu un rendez-vous avec son ex-fiancé avec lequel elle aurait passé la soirée de vendredi ». Cet usage du conditionnel peut indiquer qu'il s'agit d'une information incertaine : toutefois, en le prenant en compte avec les autres éléments mentionnés, cela peut également souligner une certaine réticence à considérer l'homme comme coupable, réticence qui pourrait être due à son statut « d'avocat réputé ». En effet, nous constatons, troisièmement, que l'homme, contrairement aux auteurs des autres articles, n'est pas catalogué comme assassin. Il est mentionné par son nom et prénom, son statut d'ex-fiancé et d'avocat. Même la légende ne prend pas position et titre les photographies ainsi : « la victime et le prévenu ». Le journaliste reste prudent et ne l'identifie donc pas comme coupable.

La condamnation de l'homme est la deuxième grande tendance de ces récits. Divers éléments déterminent ce type de jugement : en première position, nous retrouvons la violence de l'homme, que celle-ci se rapporte à la barbarie avec laquelle la femme a été tuée, ou à des antécédents judiciaires et/ou de violence domestique à l'encontre de la victime (Mercader et al., 2003, p.91). En effet, les journalistes soulignent si l'homme est un « repris de justice » et cela concerne la majorité des cas correspondant au parcours narratif où l'homme est coupable (*annexes 4, 7, 10 Antonella, 12 et 13 Ilaria, 14*). Du point de vue du langage, ces hommes ne sont pas seulement condamnés par les témoignages d'acteurs du fait divers (comme la mère d'Ilaria qui définit l'homme comme « un animal », *annexe 12*), mais aussi par le journaliste qui emploie des termes subjectifs comme « la bête féroce avec le visage de son fiancé » (*annexe 14*), « le bourreau » (*annexe 7*) et « le killer¹¹ » (*annexe 10 Lucia*). Toute trace de comportement « non-humain » est mise en évidence et dénoncée par le journaliste comme « l'aveu sans larme » de l'ex compagnon de Lucia (*annexe 10*). Les verbes employés pour décrire ces meurtres traduisent également la brutalité de l'acte. Une grande variété de mots se rapportant à l'acte de tuer existe en italien, certains ne pouvant être traduits en français. C'est le cas du verbe « ammazzare » (*annexe 10 Antonella*) traduit en français par « tuer », mais qui introduit une dimension supplémentaire : celle de la violence avec laquelle

¹¹ Le mot « killer » en italien signifie tueur à gage. Dans le contexte de l'article, ce terme est utilisé pour décrire un homme qui tue de sang froid et qui ne laisse transparaître aucune émotion.

le meurtre a été commis. Des synonymes du verbe « massacrer » (*annexe 7 et 10 Lucia*) sont également employés dans ces articles. Un autre élément qui détermine le jugement de culpabilité est la question de la préméditation. Le journaliste souligne dans ces articles que l'homme avait « l'intention de tuer » (*annexes 4 et 10 Lucia*), et ce même lors des cas d'homicide-suicide où l'homme est généralement absous par sa propre mort (*annexe 10 Antonella*). Il faut également souligner le fait que le crime est présenté comme d'autant plus impardonnable si des enfants ont assisté au meurtre :

« Le fils de deux ans est resté à veiller sa maman, tué par son papa devant ses yeux, avec quinze coups de couteau » (*annexe 7*).

L'article commence par cette phrase qui place l'enfant sur la scène de crime. Le lecteur va alors voir la scène à travers les yeux de l'enfant comme en témoigne l'utilisation d'un vocabulaire enfantin. Il va alors s'identifier à ce dernier (Mercader et al., 2003, p.165) et l'acte commis par l'homme sera d'autant plus condamné. Finalement, un autre élément participe à la condamnation de l'homme : la mise en doute, voire la réfutation de la version avancée par l'auteur du crime :

« "C'était un raptus" a essayé de se justifier l'homme qui sera interrogé par les magistrats dans les prochaines heures. Mais la famille de Rosi a tracé un cadre de violences qui auraient duré pendant des années. "Ma fille a été violée, battue, menacée et contrainte à mendier dans la rue". » (*Annexe 7*).

En liant ces deux citations, le journaliste participe au fait que la version de l'homme affirmant qu'il s'agit d'un raptus est démentie par la mère de la victime qui souligne les violences que sa fille a subies. Dans un article, c'est le journaliste-même qui met en doute la version pleine de contradictions fournie par l'homme en commentant ainsi : « Vérité ? Fantaisies pour semer le trouble ? » (*annexe 10 Lucia*).

1.2.5 Une place centrale aux institutions

Les institutions judiciaire et notamment policière occupent une place centrale dans les faits divers traitant de féminicides. La place prépondérante de la police dans ces récits peut s'expliquer par le fait que cette dernière est la principale source

d'information pour le journaliste de faits divers (Fragon, 2007, p.260). Un article du corpus est particulièrement révélateur de la place de choix qui est réservée à cette institution (*annexe 5*) : ce fait divers se centre presque exclusivement sur le travail des forces de l'ordre. Ces derniers se retrouvent sujets de la majorité des phrases de l'article. Il s'agit d'un récit de l'enquête. Comme dans un roman policier, le lecteur est plongé dans l'action et amené à suivre leurs investigations. Les différents stades de l'enquête sont détaillés : la police lance dans un premier temps un avis de disparition concernant la femme, interroge le compagnon, effectue des recherches et découvre finalement le corps. La victime qui est surtout présente sous l'aspect corporel (« cadavre », « corps ») et l'auteur du crime passent en second plan et ne sont mentionnés que pour les besoins de l'enquête. Ce texte est un éloge à l'efficacité du travail de la police (Mercader et al., 2003, p.52). Nous constatons que ces récits présentent une forte image de la virilité : il s'agit d'un monde d'hommes, hiérarchiquement structuré aussi bien dans l'institution policière que dans celle judiciaire. Carabiniers, policiers, chiens policiers, pompiers, procureurs, préfets, juges d'instruction : ces différents acteurs sont évoqués créant toutefois des confusions pour distinguer la fonction de chacun dans l'enquête. Les acteurs les plus importants hiérarchiquement sont désignés par leur nom et prénom, ce qui est gage non seulement de professionnalisme, mais aussi d'autorité. Il peut s'agir du responsable de l'enquête (« les enquêteurs de la brigade mobile dirigés par Renato Cortese », *annexe 3* ou encore « le substitut du procureur Antonio Colonna s'occupe de l'enquête », *annexe 15*) ou de représentants de la justice (« le juge d'instruction du tribunal de Tarente, Pompeo Carriere », *annexe 12 Ilaria*). Le rôle de ces derniers dans l'enquête est d'ailleurs détaillé : il est expliqué, par exemple, que c'est le juge d'instruction qui a ordonné la détention provisoire de l'auteur du crime (*annexe 13 Ilaria*). Cela permet au lecteur de se familiariser avec ces différents acteurs et de constater, par la même occasion, le bon fonctionnement de ces institutions (Mercader et al., 2003, p.55). De plus, la localisation géographique des services s'occupant de l'enquête (« les enquêteurs de Quarto Oggiaro », *annexe 18*) renforce l'implication du lecteur dans l'histoire : il se retrouve davantage plongé dans l'action. L'aspect viril se retrouve également dans le vocabulaire utilisé : les forces de l'ordre deviennent les chasseurs comme le souligne cette phrase : « après le crime, des heures de chasse à l'homme dans les campagnes de Villacidro » (*annexe 12 Marta*). Les arguments utilisés pour valoriser le travail de la police comportent aussi cette dimension virile. Des qualités comme l'expérience, la compétence ou l'intuition sont

mises en avant : les enquêteurs n'ont pas de doute quant au mobile du crime et résolvent rapidement l'affaire (*annexe 3*), ou encore trouvent des éléments décisifs pouvant incriminer l'homme et parviennent à faire avouer le suspect (*annexe 10 Lucia*). La valorisation de l'action policière s'effectue également à travers des indices temporels qui soulignent leur rapidité pour appréhender le suspect (« Peu de temps après le délit, la Renault Scenic conduite par le roumain a été interceptée par les carabiniers », *annexe 4*), ou des adverbes indiquant leur engagement (« le couple a été activement recherché par les carabiniers », *annexe 9*). De plus, cet engagement et cette assiduité des forces de l'ordre peuvent s'observer, lors de certaines affaires, dans le déploiement de force et de techniques comme le « géoradar »¹² (*annexe 5*) ou encore la traçabilité téléphonique (*annexes 12 et 13 Marta*).

Toutefois, le rôle central et valorisé de l'institution policière ne se situe pas seulement au niveau textuel, mais aussi iconographique. En effet, qu'ils soient présents physiquement, par exemple, sur une scène de crime (*annexes 6 et 18*), en train de montrer une pièce à conviction (*annexe 18*) ou d'emporter le corps (*annexe 10*), ou qu'ils soient représentés par leur véhicule (*annexe 7*), les photographies représentant les forces de l'ordre constituent une part non négligeable des images du corpus (près de 30%) après celles qui représentent la victime et l'auteur (Mercader et al., 2003, p.59). Il faut de plus ajouter que les photographies peuvent être narratives. Par l'agencement d'images les unes à côté des autres et profitant du parcours du regard du lecteur, un récit peut se construire (Dubied, 2004b, pp.302-303). Prenons l'exemple de l'article relatant le meurtre de Lucia (*annexe 10*). En suivant la logique de la lecture en Z, la première image en haut à gauche représente un policier de dos qui semble regarder et nous invite, par la même occasion, à diriger notre regard vers une tente des pompiers, vraisemblablement installée pour sortir de la voiture le cadavre de la victime en étant à l'abri des regards indiscrets. En dirigeant notre regard vers la droite, sur une seconde photo figure la voiture de l'assassin, portières ouvertes avec des hommes de la police au travail. La tente des pompiers a disparu et le corps de la victime semble avoir été prélevé. La troisième photo, en dessous de la seconde, confirme cette hypothèse, car elle montre des hommes en train d'emmener le cadavre de la victime. S'il est vrai que l'institution

¹² Le géoradar est un appareil utilisé pour étudier la composition du sol. La police s'en sert pour rechercher un corps qui a été enterré.

policière est souvent valorisée dans ces faits divers pour son efficacité comme l'ont relevé Mercader et al. (2003), elle n'en est pas moins critiquée. Ce double discours peut se résumer de la manière suivante : l'éloge de l'efficacité des forces de l'ordre porte davantage sur l'après-crime, c'est-à-dire sur les interventions qui ont lieu une fois le délit commis, alors que les critiques se concentrent sur l'avant-crime et soulignent l'inefficacité de l'institution en matière de prévention.

Le discours critique du travail de la police vient nuancer la description que Mercader et al. (2003) font de ces faits divers comme étant une manière politique de soutenir les institutions, notamment celle policière. La critique de l'inefficacité des forces de l'ordre en matière de prévention s'organise autour de trois points : l'inactivité de la police, la lenteur de la réponse face aux demandes d'aide de la victime et l'inadéquation entre cette institution et le reste des services devant prendre en charge la victime. L'inactivité se retrouve dans le fait que, bien que certaines victimes avaient porté plainte contre leur mari ou compagnon, les forces de l'ordre n'ont pas agi. Le journaliste insiste sur le fait que souvent les plaintes déposées par les victimes sont vaines : « encore une fois la famille avait porté plainte » (*annexe 10 Antonella*). Les indices temporels qui expriment la durée ou indiquent une date précise viennent souligner les antécédents de violences ou les plaintes précédentes. La femme demandait de l'aide depuis des mois (*annexe 12 Marta*), une autre avait déjà été victime d'une tentative de meurtre des années auparavant (*annexe 10 Antonella*). Malgré tout, les institutions ne sont pas intervenues. Dans un des faits divers du corpus, le journaliste adresse un reproche à l'institution judiciaire qui avait sous-évalué la dangerosité de l'homme, en commentant le fait que la mort de la femme « pouvait peut-être être évitée » (*annexe 3*). Un autre article qualifie à deux reprises l'homicide de la femme comme étant « un crime annoncé » (*annexe 7*), deux autres dénoncent comment la femme a été livrée à elle-même. Dans le premier cas, c'est un des intertitres de l'article qui énonce : « Abandonnée – Marta Deligia avait fait appel aux autorités mais personne ne l'a protégée » (*annexe 14*). La condamnation des institutions est claire. Dans le second cas, le journaliste insiste sur les précautions vaines qu'avait prises la femme pour essayer de se protéger (*annexe 10 Antonella*). Comme le relève Patrizia Romito (2006, p.76), l'Italie est un des pays où la réponse institutionnelle en matière de violence contre les femmes est la plus lente et cette constatation se reflète dans les faits divers. En plus du nombre de plaintes déposées, les journalistes mettent également en évidence à travers des

indices temporels la longue attente pour qu'une mesure soit mise en place. La mesure contre l'ex de Marta, par exemple, avait été approuvée le 6 septembre et devait être communiquée à l'homme le 24 septembre, soit un jour après le meurtre de la jeune femme (*annexe 13 Marta*). Nous retrouvons le même cas avec Rosi qui avait dénoncé pendant une année et demie son ex compagnon. Moins d'un mois avant le crime, les services sociaux avaient demandé le placement dans un foyer de Rosi et son fils, mais cette mesure n'a pas été exécutée à temps (*annexe 7*). Ces procédures sont d'ailleurs qualifiées de « lungaggini » (*annexe 12*), un terme négativement connoté pouvant être traduit par « lenteur exaspérante ». Cette lenteur est même avouée dans un article par le Ministère public qui, après le meurtre d'Antonella, déclare : « Nous étions en train de procéder d'urgence pour protéger cette femme, nous n'en avons pas eu le temps » (*annexe 10 Antonella*). Un article souligne l'inadéquation entre les différents services qui devraient prendre en charge la victime (*annexe 7*), c'est-à-dire entre les services sociaux et les forces de l'ordre. Les services sociaux se défendent en déclarant : « Nous, nous n'avons pas sous-estimé le cas » rejetant ainsi la responsabilité sur les autres institutions. En effet, la demande de placement de la femme et l'enfant avait été demandée par les assistantes sociales.

Il faut de plus ajouter que dans ces articles, la famille de la victime a un rôle de dénonciation de l'inefficacité des institutions. Il s'agit dans un cas des filles de la victime et dans l'autre, de la mère de la victime. Elles peuvent donc être considérées des « personnes témoins » dans la mesure où elles parlent pour les victimes qui, elles, ne peuvent plus le faire (Lipani-Vaissade, 2007, p.64). Leurs paroles sont présentées dans les articles sous forme de citations. Ces dernières peuvent sembler gage d'objectivité, mais elles font en réalité l'objet d'une mise en scène : elles sont introduites par un verbe et le choix de ce dernier peut révéler une certaine subjectivité du journaliste. Il existe en effet deux types de verbes introducteurs : les verbes neutres qui servent seulement à introduire une citation (comme dire, raconter) et ceux plus subjectifs qui contribuent à guider l'interprétation et qui peuvent exprimer un sentiment, un ton, une attitude communicative (Coppola, 2007, pp.45-46). Dans le premier cas, les filles d'Antonella (*annexe 10*) racontent – c'est le verbe introducteur utilisé – les antécédents de violence subis par leur mère, les deux plaintes déposées et l'inactivité des forces de l'ordre. Le second cas est différent. Les verbes introducteurs sont plus subjectifs et la dénonciation des institutions de la

part de la mère de Rosi est plus « agressive » (*annexe 7*). Nous remarquons, de plus, qu'il y a un dialogue entre les citations : entre les paroles, d'une part, de la mère de Rosi et celles, d'autre part, du Ministère public et des services sociaux. C'est une lutte à qui parvient à avoir le dernier mot et à imposer sa version.

« *“Je le tue de mes mains, c'est un assassin. En une année et demie, six plaintes ont été déposées. Tout ça pour rien. Quelqu'un aura sur la conscience la mort de ma fille. C'est un crime annoncé, nous savions que ça se terminerait ainsi. Personne n'a rien fait pour l'éviter”, se désespère la mère de la victime* ».

« *Mais le Ministère public précise : “Ici, seulement deux plaintes nous sont parvenues, en 2010 et 2011, pour maltraitances. Elles ont ensuite été classées parce que la femme, peut-être effrayée, a minimisé les faits. Mais nous sommes en train de vérifier s'il existe d'autres rapports”* ».

« *“Nous, nous n'avons pas sous-estimé le cas”, disent [les assistantes sociales]* ».

« *L'assistante sociale, les forces de l'ordre, tous – se défoule maman Teresa – savaient tout depuis longtemps. Maintenant ma fille est morte. Ça, ce n'est pas juste. Où est la loi ?* »

Outre le fait que les paroles et accusations de la mère à l'encontre des institutions sont dures, nous constatons que les verbes introducteurs choisis par le journaliste expriment la douleur et la colère de cette mère qui a perdu sa fille. Face au ton neutre avec lequel sont rapportées les déclarations du Ministère public et des services sociaux, le lecteur est davantage touché par les paroles chargées d'affect de la mère. Cela crée une proximité entre le lecteur et cette dernière (Lipani-Vaissade, 2007, p.67) et c'est d'ailleurs la mère qui semble avoir le dernier mot et imposer sa version après avoir été démentie et avoir démenti à son tour les propos du Ministère public et des services sociaux.

Finalement, il convient également de mentionner que la critique des institutions est renforcée par le rapprochement de situations qui démontrent, d'un côté, l'inefficacité en matière de prévention et de l'autre, l'efficacité dans l'intervention après-crime. Par exemple, le journaliste souligne le déploiement de techniques et la rapidité avec laquelle les recherches ont été lancées après que l'homme ait avoué

avoir tué son ex-fiancée (« les recherches ont commencé à l'instant, les carabiniers ont utilisé un hélicoptère pendant que le Ministère public autorisait l'utilisation du système informatique pour localiser le téléphone portable ») alors que cette dernière avait été menacée, harcelée et avait déposé plainte, mais la mesure n'a pas été appliquée à temps (*annexe 12 Marta*). Le contraste est d'autant plus frappant lorsque la police « sauve » – c'est le mot employé par le journaliste – l'assassin d'une tentative de suicide alors que les demandes d'aide de la victime sont restées sans réponse (*annexe 7*). En conclusion, nous constatons que ces faits divers ne sont pas seulement une manière de soutenir les institutions, mais ils participent également à en dénoncer les faiblesses et incohérences.

2. La médiatisation du féminicide

Après avoir évoqué de manière détaillée les résultats de l'analyse de discours et donné un aperçu du traitement médiatique du féminicide, il convient de nous intéresser à comment ce phénomène a trouvé sa place dans les faits divers en abordant, dans cette seconde partie, le lien entre le féminicide et les médias, et en particulier la presse. La médiatisation de ce phénomène est toute récente : il est donc intéressant de tenter de retracer l'apparition du terme « féminicide » dans la presse et de comprendre le pourquoi de l'utilisation de cette appellation, puis de mentionner deux particularités liées au traitement médiatique de ce phénomène : sa propension à devenir un fait de société et l'ambiguïté qu'il met en évidence entre sphère publique et sphère privée.

2.1 Un phénomène nouveau dans les médias ?

Le terme de « féminicide » est un néologisme dans le domaine des médias. Il ne faut toutefois pas penser que ce mot ait été inventé par les journalistes : il est apparu premièrement dans la littérature scientifique bien que, comme le soulignent les sociologues et féministes Diana Russell et Jill Radford (1992, pp.25-26), le phénomène lié à cette notion est, lui, bien loin d'être une nouveauté. En effet, du XVI^{ème} siècle à aujourd'hui, de la chasse aux sorcières au « meurtre conjugal », le féminicide, tout comme les autres formes de violence contre les femmes, a été utilisé et continue à être utilisé par les hommes comme un moyen de punir et de contrôler socialement des femmes qui sortent des schémas habituels, c'est-à-dire qui ne remplissent pas les rôles socialement attribués aux femmes dans les sociétés patriarcales. Il existe en réalité deux mots pour nommer ce phénomène : « femicide » (fémicide en français) pour les Etats-Unis et « feminicidio » (traduisible par féminicide) pour le Mexique, ainsi que d'autres pays d'Amérique Latine. Il est question dans un premier temps d'explorer les origines de ce terme et de comprendre, dans un deuxième temps, quand et pourquoi les médias italiens se sont progressivement réappropriés cette notion.

Le terme de « femicide » a été employé pour la première fois en 1976 par la féministe Diana Russell lors d'un meeting à Bruxelles du tribunal international des crimes commis contre les femmes. Dans son discours, elle dénonçait toutes les formes de discriminations et d'oppressions subies par les femmes (Karadole, 2012, p.17). Elle utilisera par la suite cette notion en 1992 dans son livre « Femicide : The Politics of Woman Killing » (Russell et Radford, 1992). Le terme de « feminicidio », quant à lui, a une portée plus politique et voit le jour dans un contexte social particulier : celui des disparitions et des homicides de filles et de femmes à Ciudad Juárez. Dans les années 90, des chercheuses militantes avaient relevé ce phénomène sans toutefois réussir à lui donner la visibilité nécessaire. Ce n'est que dans les années 2000 avec la création d'une « Commission spéciale traitant des homicides de femmes et de filles » que ce grave problème social acquiert une visibilité, et ce en particulier avec l'élection comme députée en 2003 de l'anthropologue et sociologue Marcela Lagarde. S'inspirant des travaux de Diana Russell, elle va alors proposer de changer le nom de cette commission spéciale dont elle a la charge en y introduisant le terme de « feminicidio ». La commission s'appellera alors « Commission spéciale pour la connaissance et le suivi des enquêtes de féminicides dans la république mexicaine ainsi que pour la promotion de la justice »¹³ et élargira son champ d'action de lutte contre le féminicide à tout le pays (Lagarde, 2006, pp.216-217).

« Femicide » et « feminicidio » sont donc deux mots qui apparaissent dans des pays et contextes différents et bien qu'ils soient considérés comme interchangeables, il subsiste un détail qui les différencie. Le terme de « femicide » désigne le fait de tuer une femme, il serait alors l'équivalent de l'expression « homicide d'une femme » alors que le « feminicidio » désigne l'ensemble des violences contre les femmes ayant pour but de les détruire psychologiquement, physiquement, symboliquement, socialement et économiquement. Le femicide est donc considéré comme l'acte le plus extrême du féminicide (Karadole, 2012, p.18). Toutefois, comme nous l'avons vu dans l'analyse, les médias italiens ne font pas cette distinction et emploient le terme de « femminicidio » (féminicide) pour désigner les meurtres de femmes qui se produisent en Italie. L'appellation de « femicidio »

¹³ Traduction de "Comisión especial para conocer y dar seguimiento a las investigaciones relacionadas con los feminicidios en la república mexicana y a la procuración de justicia vinculada".

(féminicide) est, elle, rarement employée en Italie, et ce même dans la littérature scientifique.

Quand et pourquoi les médias italiens se sont-ils appropriés ce terme ? Il est difficile de répondre à ces deux questions, car il s'agit d'un phénomène relativement récent dans les médias. Comme le souligne Patrizia Romito (2006, pp.16-17), les faits divers relatant des meurtres de femmes par leurs conjoints ou compagnons pendant ou à la fin d'une relation sont apparus de manière plus fréquente dès le début des années 2000. Toutefois, aucun terme spécifique n'avait été attribué par la presse pour décrire ces crimes: ils étaient qualifiés de « meurtres » et « homicides », et de « tragédies familiales » quand les enfants et les proches étaient également impliqués. L'apparition du terme « femminicidio » a marqué un tournant dans la narration de ces faits divers. En effectuant une recherche par occurrence dans les archives en ligne du quotidien national italien « La Repubblica »¹⁴, il apparaît que ce terme a été employé pour la première fois en 2001 dans un article traitant des conditions de vie des femmes afghanes :

*« Les femmes [en Afghanistan] ne peuvent pas travailler, aller à l'école, aller dans des toilettes publiques, laver les habits au fleuve, marcher seules, voyager sauf si accompagnées par un homme adulte de leur famille, chausser des sandales qui fassent du bruit, être assistées par un médecin pendant l'accouchement. Ces interdits se traduisent en un **fémicide** prolongé, par faim ou par infection, mais pas toujours de manière indirecte. Des femmes présumées adultères ont été lapidées, des prostituées présumées fusillées dans les stades (probablement des veuves qui ne savaient pas comment nourrir leurs enfants)... »* (Rampoldi, Les prisonnières de la burqa – La Repubblica, 07/10/2001)¹⁵.

Nous sommes donc bien loin de la définition du terme « féminicide » dont font usage les médias italiens actuellement. Entre 2002 et 2011, on relève en moyenne six occurrences par année, sans pour autant que les articles se réfèrent à des cas d'homicides de femmes. Ils abordent d'un point de vue général la question de la

¹⁴ Les archives en ligne de « La Repubblica » : <http://ricerca.repubblica.it>, consultées le 16 avril 2014.

¹⁵ Traduction d'un passage de l'article de Guido Rampoldi en ligne sur : <http://ricerca.repubblica.it/repubblica/archivio/repubblica/2001/10/07/le-prigioniere-del-burqa.html?ref=search>, consulté le 16 avril 2014.

violence contre les femmes et des féminicides au Mexique. Ce n'est qu'en 2012 que le « boom » des occurrences se produit avec un total de 150 articles comprenant le mot « féminicide » pour atteindre le chiffre de 512 articles en 2013. Ces articles reportent, entre autres, les “premiers” cas de féminicides identifiés par la presse ainsi que des initiatives et campagnes sociales pour lutter contre la violence contre les femmes. On observe à peu près les mêmes tendances en consultant les archives en ligne d'un autre quotidien national, « Il Corriere della Sera »¹⁶ avec un passage de moins d'une occurrence par année entre 2001 et 2011 à 27 occurrences en 2012 et 232 en 2013. Il semblerait donc ressortir de cette recherche par occurrence que le terme « féminicide » ait commencé à être appliqué pour définir les meurtres de femmes par leurs conjoints ou compagnons pendant ou à la fin d'une relation qu'à partir de 2012 et qu'au fil du temps, cette appellation ait pris de plus en plus d'ampleur. En absence de littérature qui le confirme, cela reste toutefois qu'une hypothèse.

Mais pourquoi cette appellation? Il faut premièrement souligner qu'il s'agit d'un terme qui a été et reste très critiqué, notamment dû au fait qu'il comprend le mot « femmina » (qui peut être traduit par « femelle » en français) considéré comme dépréciatif. Toutefois, ce mot est retenu comme étant le plus inclusif (Karadole, 2012, p.18). En effet, le terme « uxoricidio » (uxoricide en français) désigne uniquement les femmes mariées tuées par leurs maris et exclurait donc tous les autres types de liens entre la victime et l'auteur. Il en va de même pour le mot anglais « muliericide » qui ne représenterait que les femmes adultes et laisserait de côté les jeunes victimes de féminicide, comme Fabiana assassinée à seulement 16 ans par son petit-ami de 17 ans.¹⁷ Si l'appellation « femminicidio » est considérée comme la plus appropriée pour décrire ces crimes (Karadole, 2012), pourquoi ne commence-t-elle à être utilisée de façon récurrente qu'en 2012? Comme déjà souligné par Patrizia Romito (2006) et précédemment par Diana Russell (1992), le féminicide n'est pas un phénomène nouveau. En Italie, des homicides de femmes se sont produits bien avant 2012. Est-ce que les meurtres de ces deux dernières années sont différents à ceux du passé ? La différence ne se trouve probablement

¹⁶ Les archives en ligne de « Il Corriere della Sera » : <http://sitesearch.corriere.it/forward.jsp?q=femminicidio#>, consultées le 16 avril 2014.

¹⁷ L'article sur le meurtre de Fabiana, 25 mai 2013 : http://www.repubblica.it/cronaca/2013/05/25/news/cosenza_trovato_il_corpo_di_una_sedice_nne-59643576/?ref=search, consulté le 18 avril 2014.

pas dans les homicides-mêmes, mais dans un changement de sensibilité de la société face à ce type de criminalité. Cela a par ailleurs été le cas des faits divers relatant d'abus sexuels sur enfants. Comme l'explique l'historienne Ambroise-Rendu (2007), ces affaires ont connu médiatiquement différentes phases et ce n'est qu'avec un changement de sensibilité de la société face à cette thématique que la presse est passée d'une phase d'occultation à une de dénonciation de ces crimes, les élevant même à un statut de faits de société. Il semblerait que la question de la violence contre les femmes, et plus particulièrement du féminicide, suive ce même processus (Romito, 2006). Toutefois, nous pouvons nous demander si les faits divers relatant de ces crimes à l'encontre des femmes sont également devenus des faits de société comme il a été le cas de ceux concernant les abus sexuels sur mineurs.

2.2 Le féminicide : un fait de société ?

Il n'existe pas de définition précise pour expliquer ce qu'est un fait de société (Dessinges, 2005, p.107). En effet, cette expression est un néologisme apparu à la fin des années 1980 (M'Sili, 2005, p.42) et désignerait une nouvelle, généralement un fait divers, qui, bénéficiant d'une mise en forme et d'un traitement médiatique particulier, permettrait de mettre en évidence et d'aborder un problème de société. Par exemple, un fait divers relatant de l'homicide d'une femme par son conjoint ou compagnon soulignerait le problème social du féminicide, et plus généralement de la violence masculine à l'encontre des femmes (Dessinges, 2005, p.114). Une place prioritaire est accordée au contexte : « l'événement [le fait divers] se métamorphose en symptôme, révélateur des dysfonctionnements de la société » (M'Sili, 2005, p.42). Il s'agit là de la caractéristique du fait de société. Il existe différents procédés employés pour mettre en avant un événement en tant que fait de société et ils se situent au niveau du rubricage et de l'iconographie des articles. Comme déjà énoncé auparavant, la rubrique permet de cadrer un événement. Un fait de société n'est pas présenté sous la rubrique « faits divers », mais dans les pages « société » ou « événement ». L'iconographie, elle aussi, peut contribuer à présenter la nouvelle comme un problème de société, notamment avec des illustrations qui vont au-delà de la singularité du cas évoqué dans l'article pour avoir une portée plus générale (Kervella, 2007, pp.288-289).

Est-ce que les articles sur le féminicide suivent ces mêmes procédés ? Sont-ils des faits de société ? Au niveau du rubricage, dans mon corpus d'articles, les cas de féminicides ne sortent pas de la rubrique « cronaca », l'équivalent en français de « faits divers criminels ». Il est intéressant de remarquer que même lorsque l'article porte sur une dimension politique comme, par exemple, l'adoption de la loi contre le féminicide et décrit le contenu de cette loi ainsi que la réaction des différents partis, il est toujours inscrit dans la rubrique « cronaca » au lieu de celle ayant trait à la politique. En soi, cet article n'est pas un fait divers. Toutefois, la brève d'un énième cas de féminicide comme insertion dans la nouvelle renforce l'ancrage dans ce genre journalistique (*annexe 17*). Du moment où un lien est effectué entre ces deux articles, tous les deux peuvent se côtoyer et il devient impossible de les séparer (Dessinges, 2005, p.114). Un autre exemple de ce genre, déjà mentionné dans l'analyse, concerne la double page de « La Repubblica » du 24 septembre 2013 (*annexe 12*) : la première page relate deux cas de féminicides tandis que la seconde porte comme titre : « 9 heures, leçon contre la violence. Les cours contre le féminicide arrivent à l'école ». Cette nouvelle ne relève pas en soi de la « cronaca », mais c'est en l'associant au féminicide qu'elle peut être traitée dans cette rubrique. De plus, l'illustration en haut de l'article qui représente une banderole alternant filles et garçons déborde sur la première page marquant encore plus un lien entre les articles. Il faut toutefois souligner qu'à deux reprises, lorsque le quotidien « La Repubblica » rapporte sur une double page l'approbation du décret-loi contre le féminicide et deux féminicides s'étant produits le même jour, il intitule la rubrique « violence contre les femmes » (*annexes 8 et 10*). Le problème de société auquel se réfèrent les deux faits divers sur ces pages est alors clairement identifié. Comme énoncé dans l'analyse, du point de vue de l'iconographie, en revanche, il y a divers éléments qui viennent souligner le contexte général de violence à l'encontre des femmes dans lequel s'inscrivent ces crimes. Bien que les photos représentent toujours la victime, l'auteur et/ou le lieu du crime, d'autres illustrations apportent une dimension plus générale à ces faits divers. Nous pouvons citer à nouveau des encadrés qui rappellent les précédents homicides de même nature, des schémas qui relatent le nombre de féminicides de 2005 à l'année en cours, des diagrammes en barres sur l'identité de l'auteur, ainsi que des pourcentages qui soulignent le caractère évitable, dans certains cas, du crime. La grande majorité des articles du corpus est accompagnée d'une ou plusieurs de ces illustrations.

Il semblerait donc qu'une partie des faits divers concernant des féminicides dans notre corpus puisse être considérée comme des faits de société, plus au niveau iconographique qu'à celui du rubricage. Comme le souligne Catherine Dessinges, spécialiste en communication (2005, p.114), « le fait divers n'a rien fait d'autre que servir de prétexte à la presse pour publiciser un fait de société qui lui préexiste et avérer la thèse selon laquelle la violence conjugale est un fléau de la société ». Une des caractéristiques des faits divers sur le féminicide serait sa propension à devenir un fait de société, une autre caractéristique serait la remise en question des frontières entre la sphère publique et celle privée.

2.3 Le féminicide : une remise en question de la frontière entre public et privé ?

Le féminicide, tout comme le phénomène plus général de violence contre les femmes dans lequel il s'inscrit, est concerné par la dualité entre sphère privée et sphère publique. La différence entre ces deux entités semble simple : « est "privé" ce qui est réservé à certains et fermé aux autres, alors que ce qui est ouvert à tous est "public" » selon les sociologues Maurice Blanc et Jean-Yves Causer (2005, p.8). Cette définition donne l'idée de deux "territoires" séparés par une frontière claire : le privé, lieu de l'intime, de la famille et du psychologique, et le public, le reste de la société, plus impersonnel et distancié. Toutefois, cette frontière est loin d'être déterminée de façon aussi nette : il existe des formes d'interpénétration entre ces deux "territoires" (Dubied, 2007, p.19). Nous pouvons évoquer, par exemple, les interventions étatiques au sein de la famille en matière de protection de la jeunesse (Giroud, 1992, p.21), ou encore la médiatisation de questions qui relèvent de la sphère privée. Les médias, en effet, contribuent à complexifier les rapports et la distinction entre ces deux sphères (Dubied, 2007, pp.19-20).

La médiatisation du féminicide est un exemple de remise en cause et de dissolution de la frontière entre la sphère privée et celle publique. En effet, la violence contre les femmes a été pendant longtemps associée au secret : il s'agissait d'une violence qui était cachée et qui faisait éprouver aux victimes une forte honte. Elle était considérée comme une « affaire privée » dans la mesure où ce type de violence se produit généralement entre les murs domestiques, dans la sphère privée

(Romito, 2006, p.11 et p.60). Il en va de même pour le féminicide bien que ce dernier ne soit pas totalement associé à la sphère privée, car il déborde souvent de ce cadre : en effet, un nombre non négligeable de cas se produit dans des lieux publics (Guérard et Lavender, 1999, p.164). Les médias, en narrativisant ces affaires à travers les faits divers, mettent en évidence un phénomène qui, de prime abord, ne semble pas d'intérêt public, mais qui pourtant en relève (Tremblay, 1996, p.3) : ce phénomène va alors progressivement acquérir une place importante dans la rubrique fait-diversière comme déjà vu auparavant.

Toutefois, le cadre privé de la famille et du couple dans lequel se produit le crime pose des contraintes au travail des journalistes qui rencontrent des problèmes pour rapporter et expliciter ces cas de féminicides (Tremblay, 1996, p.4). En effet, le couple et la famille sont des institutions avec une tendance à la privatisation qui s'est développée depuis la première Guerre mondiale (Tremblay, 1996, p.3). Ils ne font ainsi pas totalement partie de l'espace public ni de celui privé, ce qui pousse Giroux (1992, p.31) à situer la famille « aux confins du privé et du public ». Les médias doivent donc jongler avec cette tendance privatisante et les normes qui sont associées à cette institution comme le respect de la vie privée et de la personne lorsqu'ils veulent rendre compte de ces faits divers : ils ne peuvent alors que dépeindre une représentation partielle de ces féminicides. Par conséquent, nous remarquons qu'il y a, dans l'ensemble des articles, relativement peu d'informations sur les causes et les motifs de cet acte ou sur le milieu de vie de la victime et de l'auteur (Tremblay, 1996, p.12).

3. Les différentes facettes du fait divers en matière de féminicide

Les interactions entre fait divers et féminicide sont multiples : le fait divers est un « révélateur social », une « statistique » et un « mobilisateur d'action politique » en ce qui concerne le phénomène du féminicide. Ces différents aspects peuvent être vus comme des étapes qui surviennent à la suite de la médiatisation du féminicide : le phénomène est reconnu publiquement, il devient nécessaire ensuite de le quantifier en vue, finalement, d'une intervention institutionnelle. A ces trois niveaux, le fait divers intervient et c'est cette dimension-là qui va être approfondie dans cette dernière partie.

3.1 Le fait divers comme « révélateur social »

L'aspect "révélateur" du fait divers peut s'envisager de deux manières. Dans le premier sens, le fait divers est vu comme révélateur des représentations culturelles et de l'imaginaire collectif (Dubied et Lits, 1999, p.62). Tout récit est une sélection et une construction du réel. Le fait divers n'échappe pas à cette constatation : même « l'histoire la plus lisse qui soit dira toujours plus que les faits qu'elle raconte » (Dubied et Lits, 1999, p.69). A titre d'exemple, les faits divers relatant de crimes dits "passionnels" exposent, entre autres, les interrogations et contradictions de la société actuelle quant à l'évolution de la conception du couple (Mercader et al., 2003, p.135) comme nous avons pu le constater dans la première partie du travail portant sur l'analyse d'articles sur le féminicide dans des quotidiens italiens.

Le deuxième sens renvoie au fait divers comme révélateur des faiblesses et inadéquations de la société. Il devient alors un symptôme des problèmes de cette dernière (Dubied et Lits, 1999, p.62). Par la répétition de cas de féminicides, le fait divers donne des exemples d'une réalité sociale violente et inacceptable pour une société démocratique et met en évidence des dysfonctionnements au cœur de la société italienne, notamment en matière de protection des femmes. Cet aspect-là du fait divers rejoint les caractéristiques du fait de société, mentionnées auparavant. Faisons toutefois un pas en arrière en nous demandant comment un problème social

tel que le féminicide a-t-il réussi à accéder à la scène médiatique et révéler grâce à son statut de fait divers une réalité dérangeante de la société italienne ?

Les problèmes sociaux n'existent pas en soi : ils n'existent qu'à partir du moment où ils obtiennent une reconnaissance de la part de la société et des médias, devenant ainsi publics comme le souligne le sociologue Patrick Champagne (1991, p.64). Si aucun jugement de valeur n'est attribué par les membres d'une société à une situation qui semble problématique, il n'y a donc pas de problème social (Cefaï, 1996, p.45). Cette considération peut être liée à la notion de « déviance » d'Howard Becker (1966). En reprenant l'exemple du féminicide, ce dernier, ainsi que le phénomène plus général de la violence contre les femmes, est une déviance dans la mesure où il transgresse les normes de la société. Précisons toutefois qu'il s'agit d'une forme de déviance particulière : en effet, une déviance n'est pas obligatoirement criminelle (Kuhn, 2002, p.14). Le fait que ce phénomène soit considéré comme déviant ne suffit cependant pas à constituer un problème social : il faut qu'il soit également socialement perçu et étiqueté comme déviant pour reprendre la notion de Becker (1966). Dans le cas du féminicide, les médias ont contribué à la stigmatisation, et donc dénonciation, de ce phénomène qui, avant 2012, faisait rarement la Une des journaux et n'était pas identifié avec un terme spécifique comme déjà expliqué précédemment. Le processus d'étiquetage est donc une activité collective (Becker, 1966).

Il faut également mentionner qu'un grand nombre de situations pouvant être jugées problématiques ne fait pas l'objet d'une médiatisation et n'attire pas l'attention publique (Cefaï, 1996, p.46). L'attribution de l'appellation « féminicide » à ce type de crime a été cruciale dans l'identification et la reconnaissance publique du phénomène. « Nommer et narrer, c'est déjà agir » (Cefaï, 1996, p.49) : nous retrouvons là une certaine performativité du langage. Ce sont les mots qui poussent à l'action (Searle, 1989). Du moment où un terme précis a été donné pour qualifier ce type particulier d'homicides de femmes, le phénomène est reconnu publiquement, mais il active également la nécessité d'en mesurer l'ampleur pour l'identifier et s'interroger sur sa résolution (Cefaï, 1996, p.49). De plus, le féminicide a pu accéder au statut de fait divers dans la mesure où il possède les caractéristiques de l'événement pouvant faire la Une des médias (Champagne, 1991, p.65). Outre son caractère dramatique et hors de l'ordinaire, il s'adapte à une mise en discours et en

scène compatible aussi bien avec la presse que la télévision, en présentant des personnages principaux et secondaires, et une certaine dose de spectacularisation nécessaire pour capter le public (Dubied et Lits, 1999, p.28). Par leur médiatisation à travers les faits divers, ces cas de féminicides se constituent en un problème public. Les problèmes publics « sont l'enjeu d'opérations de sélection et de focalisation, d'argumentation et de dramatisation, qui les hissent à un certain "degré de généralité", leur confèrent un poids de réalité ou de légitimité. Des situations sont arrachées à leur particularité et leur concrétude, et acquièrent valeur d'illustration ou d'exemple » (Cefaï, 1996, p.54). Le féminicide devient alors l'expression d'un problème plus général, la violence contre les femmes. Ces problèmes publics sont mis en évidence par des acteurs collectifs de différents types : il peut s'agir des médias, mais également d'associations, de groupes de pression, de personnalités politiques. (Cefaï, 1996, p.54). Dans le cas du féminicide, nous pouvons avancer que les médias ont eu un rôle important dans ce processus, mais l'influence des nombreuses associations présentes sur le territoire italien qui luttent contre la violence à l'encontre des femmes ne devrait pas être sous-estimée. Nous pouvons citer l'exemple de l'association « Casa delle donne per non subire violenza » (« La maison des femmes pour ne pas subir de violence » en français) qui, depuis 2006, œuvre afin que le phénomène du féminicide soit reconnu publiquement.¹⁸

La scène médiatique est donc un lieu stratégique pour les événements qui veulent se constituer en tant que problèmes publics (Champagne, 1991, p.72) et devenir, par exemple, à travers le fait divers, révélateurs des dysfonctionnements de la société. Une fois le phénomène problématique identifié et rendu public, il faut le quantifier pour connaître son ampleur.

3.2 Le fait divers comme « statistique »

Les statistiques sont essentielles pour mesurer la portée d'un phénomène. Elles participent en effet à la description du problème en vue de formuler par la suite des propositions pour le résoudre (Cefaï, 1996, p.49). Les débats quant au choix de la meilleure méthode pour calculer la criminalité sont nombreux : les sources

¹⁸ Site web de « Casa delle donne per non subire violenza » : <http://festivalviolenzaillustrata.blogspot.it>, consulté le 25 avril 2014.

habituelles sur lesquelles se basent les statisticiens sont au nombre de trois comme l'explique le criminologue André Kuhn (2002, pp.19-23). La première concerne les statistiques pénitentiaires qui comptent le nombre de personnes qui entrent en prison pendant une certaine période et le nombre de détenus qui se trouvent en prison à un moment donné. Deuxièmement, il y a les statistiques de condamnations qui, comme leur nom l'indique, calculent le nombre de condamnations émises par le système judiciaire. Ces deux types de données se révèlent trop éloignés pour mesurer au mieux l'ensemble de la criminalité. L'auteur du crime n'est pas toujours identifié, par exemple, et par conséquent, cela ne débouche ni sur une condamnation, ni sur une peine privative de liberté. Troisièmement, les chercheurs utilisent les statistiques de police qui comportent les infractions connues par cette dernière, qu'elles aient été dénoncées ou découvertes par la police-même. Toutefois, ces statistiques se retrouvent confrontées, entre autres, au problème du « chiffre noir » dans la mesure où la police ne vient pas à connaissance de toutes les infractions commises. Pour combler certaines lacunes de ces statistiques, deux instruments supplémentaires ont été créés : les sondages de délinquance auto-révélée et les sondages de victimisation. Les premiers cherchent à savoir si les répondants ont déjà commis des actes criminels alors que les seconds demandent aux répondants s'ils ont été victimes d'infractions. Ces types de sondages présentent également des problèmes : les répondants peuvent, par exemple, mentir (en déclarant avoir commis des infractions alors que ce n'était pas le cas, ou en niant avoir été victime d'un certain acte criminel), ou encore refuser de répondre. Nous constatons finalement qu'aucune de ces méthodes n'est parfaite : il y aura toujours une part de la criminalité qui échappera aux instruments de mesure des statisticiens et qui restera cachée. Toutefois, les statistiques de police, malgré les failles qu'elles comportent, se révèlent être les plus adéquates pour la mesure de la criminalité (Kuhn, 2002).

Quelle méthode a été employée pour calculer le nombre de féminicides en Italie? Aucune de celles mentionnées auparavant. Contrairement à des pays comme les Etats-Unis ou le Canada, il n'existe aucune statistique officielle concernant le féminicide en Italie (Karadole, 2012, p.25). Cette absence de données contribue non seulement à occulter ce phénomène, mais elle révèle également un manque de volonté dans le recueil de ces données (Romito, 2006, pp.30-31). En effet, les statistiques de police sont la source la plus fiable pour les données concernant les homicides, et pourraient donc être exploitées pour dénombrer le nombre de

féminicides. Jusqu'à présent, cela n'a pas été effectué (Karadole, 2012, p.25). Nous retrouvons le même cas de figure avec la violence dite « domestique », un phénomène lié au féminicide dans la mesure où un nombre non négligeable de femmes assassinées est également victime de violence « domestique ». Là encore, les statistiques nationales sur ce type de violence sont quasiment absentes (Romito, 2006, p.40), si ce n'est que pour l'année 2006. Nous allons donc, dans un premier temps, aborder les rares études statistiques qui ont été effectuées concernant la violence « domestique » et le féminicide, puis nous intéresser au dénombrement des cas de féminicides à travers les faits divers rapportés dans la presse italienne.

La seule enquête présentant des statistiques officielles sur la violence à l'encontre des femmes est celle de 2006 faite par l'ISTAT qui est l'Institut national de statistique. C'est un organisme public de recherche et dans le cadre de cette étude sur la violence physique et sexuelle contre les femmes à l'intérieur et à l'extérieur de la famille, cet institut a été financé par le Ministère de l'Égalité des chances (« Pari Opportunità » en italien). Il s'agit de l'unique sondage de victimisation réalisé sur cette thématique : les répondantes de ce sondage, au nombre de 25'000, ont été contactées téléphoniquement entre janvier et octobre 2006 et sont âgées de 16 à 70 ans. Ce sondage porte sur trois types de violence de gravité variable : physique, sexuelle et psychologique : il est alors estimé qu'en Italie, 31,9% des femmes entre 16 et 70 ans sont victimes de ces types de violence au cours de leur vie. Malgré l'importance des chiffres mis en évidence dans ce rapport, aucune autre étude sur le sujet n'a été conduite jusqu'à présent. Précisons que, du fait qu'il s'agisse d'un sondage de victimisation, le féminicide est évidemment exclu de l'enquête (ISTAT, 2007). Il faut également mentionner que l'ISTAT, en parallèle à l'enquête précédente, a élaboré des statistiques sur les homicides volontaires de 1992 à 2006 qui ont été publiées dans le rapport du Ministère de l'Intérieur de 2007.¹⁹ Ces dernières se distinguent en homicides volontaires communs et homicides liés à la criminalité organisée. Parmi les homicides volontaires communs, nous retrouvons une catégorie nommée « famille et passions amoureuses » qui a été approfondie selon le sexe de la victime et les rapports de parenté entre victime et auteur (mari/compagnon, père ou mère, fils, autres membres de la famille et relations sentimentales ou

¹⁹ Rapport sur la criminalité en Italie du Ministère de l'Intérieur de 2007 : http://www.interno.gov.it/mininterno/export/sites/default/it/assets/files/14/0900_rapporto_criminalita.pdf, consulté le 27 avril 2014.

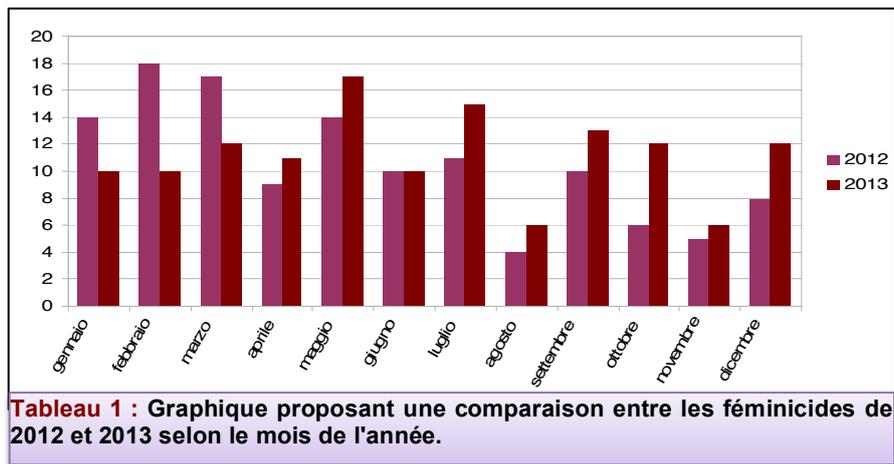
extraconjugales). Il apparaît que, dans la majorité des cas (plus de 60%), c'est le mari ou compagnon qui a tué la femme. Le féminicide est donc implicitement mentionné, mais les données ne sont pas davantage approfondies. Comme pour l'enquête précédente, il n'y a pas eu d'autres études dans le temps qui se sont penchées sur ce type particulier d'homicide.

Les recherches présentant des statistiques non officielles sont elles plus nombreuses, notamment au niveau régional. Pour presque chaque région italienne, un décompte du nombre de féminicides est effectué. Nous pouvons citer l'exemple de l'ONVD : cet acronyme signifie « Observatoire national de la violence domestique » et contrairement à la dimension nationale évoquée dans le nom de cet institut, les études sur la violence domestique et le féminicide se concentrent à l'échelle régionale de la Vénétie – qui finance l'ONVD – et de la Lombardie²⁰. Il existe toutefois des enquêtes à l'échelle nationale et ces dernières ont la particularité de se baser partiellement ou entièrement sur la presse, et en particulier sur les faits divers. C'est le cas de l'EURES, un institut de recherche privé qui utilise comme sources les statistiques de police et l'archive « DEA » de l'agence de presse nationale ANSA, ou encore d'associations comme « Casa delle Donne per non subire violenza » qui effectuent leurs statistiques en se basant uniquement sur les cas de féminicides rapportés par la presse. Cette dernière justifie son choix de recourir uniquement à cette méthode par le fait qu'en absence de statistiques officielles, la presse demeure l'unique source facilement accessible bien qu'incomplète pour repérer les cas de féminicides (Karadole, 2012, p.28).

Prenons l'exemple de cette association qui mène ces études d'année en année depuis 2006 dans le but d'amener à une prise de conscience de l'ampleur de ce phénomène. Les résultats sont présentés sous la forme de schémas et de graphiques comme celui-ci ²¹:

²⁰ Site de l'ONVD : <http://www.onvd.org/index.php?>, consulté le 27 avril 2014.

²¹ Graphique tiré du site : http://femicidiocasadonne.files.wordpress.com/2014/03/scheda-femicidio_sintetica_2013.pdf, consulté le 27 avril 2014.



Ce graphique permet de comparer le nombre de féminicides entre 2012 et 2013 selon le mois de l'année. La première constatation qui peut être faite est que le nombre de ces homicides est légèrement plus élevé dans la presse en 2013 (134 contre 126 en 2012). De plus, nous remarquons qu'il y a des pics d'homicides dans certains mois de l'année : si février (18 meurtres) et mars (17) semblent être les mois les plus meurtriers de l'année 2012 selon la presse, ce sont mai (17) et juillet (15) qui le sont en 2013. Cette association propose également un graphique similaire, mais calculant le nombre de féminicides par région, ce qui permet de souligner une certaine uniformité du phénomène touchant aussi bien le Nord que le Centre et le Sud de l'Italie (Karadole, 2012, p.29), et d'autres schémas résumant l'âge moyen de la victime et de l'auteur, le type de relation entre auteur et victime, le lieu du crime ainsi que l'arme utilisée²².

Le problème de l'étude précédente est qu'elle se base justement sur les faits divers pour établir le décompte des cas de féminicides. Or, le fait divers n'a pas vocation de représentativité (Dubied, 2004a, p19). Il est un mauvais indicateur de la réalité statistique : ce n'est pas parce que les récits de féminicides se sont multipliés dans la presse et qu'ils donnent une impression de menace constante qu'ils ont effectivement augmenté dans la réalité. Si nous nous basions uniquement sur la soudaine apparition de ce phénomène dans la presse en 2012, nous serions portés à croire que ce type d'homicide a augmenté brusquement alors qu'en réalité, le nombre de cas depuis 2008 est relativement stable (Karadole, 2012, p.28). Le manque de fiabilité du fait divers comme indicateur statistique se retrouve également

²² Graphiques et schémas tirés du site : http://femicidiocasadonne.files.wordpress.com/2014/03/scheda-femicidio_sintetica_2013.pdf, consulté le 27 avril 2014.

dans le fait que les chiffres mentionnés dans l'étude précédente sont une sous-estimation du chiffre réel de féminicides. En effet, toutes les affaires de féminicides ne sont pas rapportées dans la presse. Certains meurtres ne sont d'ailleurs pas identifiés comme des féminicides et ce pour différentes raisons : l'enquête n'a pas été résolue et aucun coupable n'a été désigné, certains de ces homicides ne sont pas découverts et peuvent se cacher derrière la disparition mystérieuse de la femme (comme il avait été le cas de Samanta – *annexe 5*) ou être classifiés différemment dans les statistiques. Pour cette dernière hypothèse, Romito (2006, p.42) rapporte les interrogations de chercheurs quant au nombre élevé de femmes décédées dans des « accidents domestiques » (plus du double de victimes que lors d'accidents de la route en 1998). Ces différentes considérations viennent donc souligner le fait que les données récoltées à travers les faits divers sont partielles. Cela n'empêche toutefois pas la presse de reprendre le décompte effectué par « Casa delle Donne » et de publier ces données dans les pages des quotidiens lorsqu'un nouveau cas de féminicide survient. Ces données sont par ailleurs présentées comme « officielles » : « Casa delle Donne » est indiquée comme source et il est précisé que les chiffres ont été réélaborés graphiquement en vue de les adapter à la page du quotidien dans lequel ils seront publiés (*annexes 10 et 12*).

Nous constatons donc que la question des statistiques sur le féminicide est loin d'être réglée bien que la nécessité d'avoir des données claires sur ce phénomène fasse partie des recommandations faites à différents pays dont l'Italie dans le rapport de l'ONU de 2012 de Rashida Manjoo, la Rapporteuse spéciale des Nations Unies en matière de violence contre les femmes. Elle souligne que le manque de données n'est pas seulement un obstacle majeur pour la description et la compréhension du féminicide, mais également pour le développement de stratégies de prévention (Manjoo, 2012, p.26).

3.3 Le fait divers comme « mobilisateur » d'action politique

Les dysfonctionnements sociétaux révélés par la médiatisation d'un phénomène particulier peuvent mobiliser, dans certains cas, la politique qui va prendre en charge le problème en question et proposer des solutions (Dubied et Lits, 1999). De nombreuses études se sont interrogées sur l'influence des médias sur

l'agenda politique et selon ces dernières, l'agenda politique se trouverait affecté, dans certains cas plus que d'autres, par la couverture médiatique (Walgrave et Van Aelst, 2006, p.89). Nous allons premièrement décrire comment les médias incitent les acteurs politiques à se réapproprier un événement particulier, et nous intéresser deuxièmement aux mesures politiques mises au point en Italie pour lutter contre le féminicide.

Une des réflexions les plus intéressantes en la matière concerne la fonction d'agenda setting selon laquelle les médias ont la capacité d'influencer l'opinion publique. En insistant sur un événement particulier, et dans notre cas, en exposant presque quotidiennement des cas de féminicides à travers les faits divers, le public va alors retenir ce sujet comme étant important et comme étant l'un des problèmes principaux de la société qu'il faut résoudre (Walgrave et Van Aelst, 2006, p.89). Ce problème est d'ailleurs présenté comme nouveau (du moins sur la scène médiatique) et urgent, et cela tend à accélérer son inscription dans l'agenda politique (Knoepfel et al., 2006). En effet, face à cette urgence, les acteurs politiques vont être sommés d'intervenir: ils ne peuvent pas rester longtemps indifférents face à des sujets qui font l'objet d'une importante couverture médiatique : leur inaction pourrait être considérée par le public comme signe d'incompétence (Walgrave et Van Aelst, 2006, pp.100-101). Ils vont alors se saisir de l'événement mis en avant par les médias et lancer un débat politique (Knoepfel et al., 2006). D'une manière plus détaillée, la réaction politique face à un problème particulier peut être de deux types : symbolique ou concrète, et à deux vitesses : lente ou rapide. La plupart du temps, la réaction est symbolique : les acteurs politiques soulignent leur engagement sans que de réelles mesures (qui ont un coût !) soient mises en place et cela suffit à rassurer l'opinion publique. Comme le souligne Romito (2006, p.76), l'Italie est considérée comme l'un des pays les plus lents en ce qui concerne l'adoption de mesures législatives pour lutter contre la violence à l'encontre des femmes. Dans le cas du féminicide, la réaction politique sera lente, mais concrète. La réponse institutionnelle italienne au problème du féminicide est représentée par deux mesures concrètes : la signature, puis ratification de la Convention d'Istanbul et l'adoption d'une loi contre le féminicide.

La « Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique », plus connue sous le nom

de Convention d'Istanbul (lieu où elle a été ouverte à la signature en mai 2011), a pour but d'établir des normes globales pour prévenir et lutter contre tous les types de violence à l'encontre des femmes. Elle insiste en particulier sur quatre aspects : la prévention, la protection, les poursuites et le suivi. En matière de prévention, elle demande, entre autres, que des mesures soient prises pour former des professionnels qui puissent venir en aide aux victimes, que des campagnes de sensibilisation soient effectuées et que les médias contribuent également à éliminer les stéréotypes de genre. En ce qui concerne la protection, la Convention appelle, par exemple, à des mesures pour informer clairement les victimes, ou encore pour créer des centres antiviolences et des refuges facilement accessibles. Afin d'assurer les poursuites des auteurs de violence, elle souligne l'importance d'introduire de nouvelles infractions dans le Code pénal telles que le féminicide, le stalking (actes d'harcèlement et de persécution), ... Finalement, le suivi permet de contrôler que les Etats parties respectent cette Convention, ce suivi sera à la charge d'un groupe d'experts indépendants. Pour que cette Convention entre en vigueur, il faut qu'elle soit ratifiée par dix pays, dont huit doivent être membres du Conseil de l'Europe²³. L'Italie l'a signée le 27 septembre 2012, et ratifiée l'année successive, le 10 septembre 2013, suite à l'approbation à l'unanimité de la Chambre des Députés et du Sénat. Elle deviendra alors le cinquième Etat à l'avoir ratifiée. La Convention n'a rejoint son nombre minimum de ratifications pour entrer en vigueur que le 23 avril 2014 avec l'adhésion de l'Espagne et de l'Andorre. Elle sera donc appliquée aux Etats parties à partir du 1^{er} août 2014²⁴.

En tenant compte des recommandations de la Convention d'Istanbul, une loi intitulée « violence de genre et sécurité » va être proposée en Italie. Cette loi est plus connue sous le nom de « legge contro il femminicidio » (traduisible en français par « loi contre le féminicide ») bien qu'elle ne se centre pas exclusivement sur ce problème, mais aussi sur le phénomène plus général de la violence contre les femmes en proposant des mesures contre la violence sexuelle, domestique et le stalking. Prévenir la violence, punir les auteurs et défendre les victimes : voici les trois objectifs de cette loi. Le préambule du texte législatif commence ainsi :

²³ La Convention complète sur : <http://conventions.coe.int/Treaty/FR/Treaties/Html/210.htm>, consultée le 28 avril 2014.

²⁴ Signatures et ratifications de la Convention sur : <http://www.conventions.coe.int/Treaty/Commun/ChercheSig.asp?NT=210&CM=&DF=&CL=ENG>, consultée le 29 avril 2014.

« Considérant que la succession d'événements d'une grave cruauté à l'encontre des femmes ainsi que l'alarme sociale qui en découle rendent nécessaires des interventions urgentes destinées à durcir, par des finalités dissuasives, le traitement punitif des auteurs de tels actes, en introduisant, dans certains cas, des mesures de prévention ayant pour but la tutelle anticipée des femmes et de chaque victime de violence domestique... » (Loi « violence de genre et sécurité »)²⁵

Ce premier paragraphe du préambule ne contribue pas seulement à résumer les trois objectifs principaux de cette loi énoncés précédemment, mais il souligne également d'une manière implicite l'influence des médias sur l'agenda politique. Avec l'expression « alarme sociale », nous retrouvons l'idée que, par la médiatisation de féminicides dans les faits divers, le public a intégré cette thématique comme étant problématique et demandant à être résolue, d'où la nécessité pour les acteurs politiques de s'y intéresser. Ce problème a d'ailleurs été inscrit dans l'agenda politique notamment pour son caractère urgent (Walgrave et Van Aelst, 2006, p.101) : cette idée de l'urgence se retrouve dans la nécessité de mettre en place « des interventions urgentes ». Cette loi va premièrement faire l'objet d'un décret-loi approuvé par la Chambre des Députés le 8 août 2013 (*annexe 8*). Le système italien étant un cas de bicaméralisme égalitaire, c'est-à-dire que la fonction législative est exercée par la Chambre des Députés et le Sénat, ce décret-loi doit donc être transmis au Sénat pour l'approbation définitive entre 60 jours à partir de la publication dans le Journal Officiel, sous peine de le rendre caduque. Avant cela, ce texte va subir des modifications en introduisant, entre autres, des nouvelles mesures pour tenir à distance les hommes violents de leurs victimes comme le bracelet électronique ou l'écoute téléphonique en cas de stalking, ainsi que des peines plus sévères quand les actes de violence sont commis devant un mineur, alors que la victime est enceinte ou que l'auteur est le conjoint ou compagnon (*annexe 16*). Une fois ces modifications effectuées, le décret-loi passe au Sénat pour l'approbation finale in extremis et devient ainsi une loi le 11 octobre 2013 (*annexe 17*). Elle entrera en vigueur quinze jours après la publication dans le Journal Officiel.

²⁵ Traduction d'un extrait de la loi contre la violence de genre en ligne sur le site du Sénat : <http://www.senato.it/service/PDF/PDFServer/BGT/00719847.pdf>, consulté le 29 avril 2014.

Conclusion

« Attribuer la responsabilité à la victime nous rend moins vulnérables : si elle a subi la violence parce qu'elle a fait une faute, on peut continuer à croire en un monde juste, ou du moins prévisible, et se rassurer en pensant que, si l'on se comporte correctement, il ne nous arrivera rien de mal » (Romito, 2006, p.103).

Dans ce travail, nous avons essayé de montrer comment le fait divers a participé à la révélation du problème du féminicide en Italie, en effectuant premièrement une analyse de discours d'articles relatant des cas de féminicides et en nous intéressant deuxièmement à l'apparition de ce phénomène dans les médias et à ses spécificités afin de comprendre, finalement, comment le féminicide est parvenu à s'imposer sur la scène médiatique et quelles sont les interactions entre ce dernier et le fait divers. En effet, le fait divers intervient, en matière de féminicide, à trois niveaux : il est un « révélateur social », une « statistique » et un « mobilisateur d'action politique ». Il convient toutefois de préciser qu'il existe relativement peu de bibliographie sur le féminicide, notamment sur le cas italien qui a été porté à la lumière du jour que récemment et n'a fait l'objet, à présent, que d'un nombre limité de recherches. Ces recherches, entre autres, proviennent de différentes disciplines comme la psychologie et la criminologie. Une des difficultés consistait donc à savoir tirer profit de ces différents domaines sans toutefois perdre de vue la dimension sociologique de ce travail. La plupart des auteurs cités étant par ailleurs des militants, il était également nécessaire de distinguer les affirmations scientifiques de celles qui étaient plutôt engagées.

La citation de Patrizia Romito énoncée précédemment permet de revenir sur la première partie de ce travail et en particulier sur les résultats mis en évidence par l'analyse de discours des articles relatant de cas de féminicides dans les quotidiens italiens. Nous pouvons apprécier le fait que, contrairement aux conclusions énoncées par Mercader et al. (2003), Guérard et Lavender (1999) ou encore Romito (2006), les résultats obtenus dans ce corpus d'articles semblent plus nuancés. Il subsiste toutefois des discours ayant tendance à culpabiliser les femmes et à déresponsabiliser les hommes dans les faits divers traitant de féminicides. Un autre

élément intéressant relevé lors de l'analyse est relatif au double discours – d'une part élogieux, de l'autre critique – concernant les institutions policière et judiciaire.

L'analyse de discours d'articles de quotidiens a également permis de mettre en évidence d'autres questions qui mériteraient d'être creusées. La première concerne la tendance du fait divers à donner des leçons évoquée par Guérard et Lavender (1999, p.172). En effet, ces nouvelles sur des féminicides soulignent une série de comportements à adopter et d'autres à proscrire afin que les femmes se préservent du risque d'être victimes de féminicide. Dans notre corpus, nous avons repéré quelques unes de ces indications comme par exemple éviter de se disputer avec le conjoint ou compagnon, de le rendre jaloux ou encore de le tromper. Toutefois, notre corpus de documents étant restreint, ces indications étaient peu nombreuses et insuffisantes pour faire l'objet d'une analyse plus détaillée. Une autre question, davantage centrée sur le journalisme, s'intéresse au rôle des réseaux sociaux dans la pratique journalistique. Lors de l'analyse des photos des victimes et auteurs du crime, nous avons remarqué que certaines provenaient de réseaux sociaux comme Facebook (*annexes 3, 12, 13 et 14*). Dans certains cas, des statuts écrits par les victimes ou les auteurs du crime sur Facebook étaient cités dans les articles (*annexes 3 et 12*). En Italie, ce recours aux réseaux sociaux comme sources semble avoir gagné de l'importance ces dernières années et il est relativement courant que des journalistes de presse ou de téléjournaux illustrent leurs articles ou reportages par des photos tirées de Facebook, ou qu'ils décrivent la personnalité d'une victime ou de l'auteur d'un crime en faisant appel aux publications faites sur les réseaux sociaux. Cette pratique nous invite donc à nous interroger sur le traitement journalistique des données personnelles en lien avec les normes déontologiques de protection de l'individu et de la vie privée.

Finalement, rappelons que s'agissant d'une étude exploratoire, les résultats mis en avant lors de l'analyse de discours ne se prêtent pas à une généralisation, mais ils offrent toutefois des pistes de recherche qui pourraient être approfondies dans une étude plus conséquente avec des critères de sélection du matériel plus systématiques et un corpus d'articles à analyser plus important. Ceci permettrait d'observer si les quelques tendances décrites dans ce travail sont confirmées par un échantillon d'analyse plus grand et donc plus généralisable.

BIBLIOGRAPHIE

Ambroise-Rendu Anne-Claude (2007), Les récits d'abus sexuels sur enfants depuis le 19e siècle jusqu'à aujourd'hui : du fait divers au problème de société, *Les Cahiers du Journalisme*, n.17, pp. 240-253.

Becker Howard (1966), *Outsiders. Studies in the sociology of deviance*, New York : Free Press.

Blanc Maurice et Causer Jean-Yves (2005), Privé-public : quelles frontières ?, *Revue des Sciences Sociales*, n.33, pp.8-11.

Cefaï Daniel (1996), La construction des problèmes publics. Définitions de situations dans les arènes publiques, *Réseaux*, vol.14, n.75, pp.43-66.

Champagne Patrick (1991), La construction médiatique des "malaises sociaux", *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol.90, pp.64-76.

Ciula Simonetta (2006), Italie : consensus émotionnel et maintien des antagonismes critiques, *Hermès*, n.46, pp.125-129.

Coppola Vincent (2007), Mise en scène du discours rapporté dans une chronique judiciaire et effet sur le jugement de culpabilité, *Les Cahiers du Journalisme*, n.17, pp.38-61.

Dessinges Catherine (2005), Lady Diana, Marie Trintignant : faits divers ou faits de société?, *Les Cahiers du Journalisme*, n.14, pp.106-121.

Dubied Annik et Lits Marc (1999), *Le fait divers*, Paris: PUF.

Dubied Annik (2004a), *Les faits divers*, Lausanne : Centre romand de formation des journalistes.

Dubied Annik (2004b), *Les dits et les scènes du fait divers*, Genève : Librairie Droz.

Dubied Annik (2007), La fin d'une dichotomie, *Louvain. Bimestriel de l'Université catholique de Louvain*, vol. 166, pp.18-20.

Fragnon Julien (2007), Le fait divers dans la PQR : fenêtre ou miroir sur la violence?, *Les Cahiers du Journalisme*, n.17, pp.254-269.

Giroux Guy (1992), La place de la famille aux confins du privé et du public, in : Pronovost Gilles (dir.), *Comprendre la famille*. Ste-Foy: Presses de l'Université du Québec, pp.21-36.

Guérard Ghislaine et Lavender Anne (1999), Le fémicide conjugal, un phénomène ignoré : Une analyse de la couverture journalistique de trois quotidiens montréalais, *Recherches féministes*, n.2, pp.159-177.

Karadole Cristina (2012), Femicidio: la forma più estrema di violenza contro le donne, *Rivista di Criminologia, Vittimologia e Sicurezza*, vol. VI n.1, pp. 16-38.

Kervella Amandine (2007), Du fait divers au fait de société : l'affaire du RER D, *Les Cahiers du Journalisme*, n.17, pp.284-295.

Knoepfel Peter et al. (2006), *Analyse et pilotage des politiques publiques*, Zurich : Verlag Rüegger.

Kuhn André (2002), *Sommes-nous tous des criminels ?*, Charmey : l'Hèbe.

Lagarde Marcela (2006), Del femicidio al feminicidio, *Desde el Jardín de Freud*, n.6, pp. 216-225.

Lipani-Vaissade Marie-Christine (2007), La parole du témoin dans les écrits journalistiques : un acte performatif, *Les Cahiers du Journalisme*, n.17, pp.62-71.

Mercader Patricia et al. (2003), *Crime passionnel, crime ordinaire*, Paris : Presses universitaires de France.

M'Sili Marine (2005), Du fait divers au fait de société (XIX^e - XX^e siècles) : le changement de signification de la chronique des faits divers, *Les Cahiers du Journalisme*, n.14, pp.30-45.

Romito Patrizia (2006), *Un silence de mortes. La violence masculine occultée*, Paris : Editions Syllepse.

Russel Diana and Radford Jill (1992), *Femicide : The politics of woman killing*, New York : Twayne Publishers.

Searle John (1989), How performatives work, *Linguistics and Philosophy*, vol.12, n.5, pp.535-558.

Tremblay Daniel (1996), La représentation médiatique d'un problème social : les violences conjugale et familiale, Université du Québec.

Walgrave Stefaan et Van Aelst Peter (2006), The contingency of the mass media's political agenda setting power : toward a preliminary theory, *Journal of Communication*, n.56, pp.88-109.

SOURCES :

ISTAT (2007), *La violenza e i maltrattamenti contro le donne dentro e fuori la famiglia – Anno 2006*, Rapport.

Manjoo Rashida (2012), *Report of the Special Rapporteur on violence against women, its causes and consequences*, Rapport de l'ONU.

Annexes

Annexe n°1 : Grille d'analyse de contenu utilisée pour une première approche des articles.

Annexe n°2 : Grille utilisée pour l'analyse de discours.

Annexe n°3 : Article de « La Repubblica » du 4 mai 2013.

Annexe n°4 : Article du « Corriere della Sera » du 15 juin 2013.

Annexe n°5 : Article du « Corriere della Sera » du 20 juin 2013.

Annexe n°6 : Article du « Corriere della Sera » du 26 juin 2013.

Annexe n°7 : Article de « La Repubblica » du 11 juillet 2013.

Annexe n°8 : Double page de « La Repubblica » du 9 août 2013.

Annexe n°9 : Article de « Il Giornale » du 13 août 2013.

Annexe n°10 : Double page de « La Repubblica » du 14 août 2013.

Annexe n°11 : Article du « Corriere della Sera » du 18 septembre 2013.

Annexe n°12 : Double page de « La Repubblica » du 24 septembre 2013.

Annexe n°13 : Articles du « Corriere della Sera » du 24 septembre 2013.

Annexe n°14 : Article de « Il Giornale » du 24 septembre 2013.

Annexe n°15 : Article du « Corriere della Sera » du 27 septembre 2013.

Annexe n°16 : Article de « La Repubblica » du 27 septembre 2013.

Annexe n°17 : Articles de « La Repubblica » du 12 octobre 2013.

Annexe n°18 : Article de « Il Giornale » du 13 février 2014.

Annexe n°1 : Grille d'analyse de contenu utilisée pour une première approche des articles

GRILLE DE CODIFICATION ET D'ANALYSE

NUMÉRO DE LA FICHE (unité): _____
 TITRE: _____

 SURTITRE: _____

 SOUS-TITRE: _____

JOUR ET DATE: _____
 CAHIER: _____
 PAGE: _____
 SECTION: _____
 GENRE RÉDACTIONNEL: _____
 AUTEUR (nom et statut si possible): _____
 SURFACE DU TEXTE (nombre de par.) : _____
 SUITE DE LA UNE (autre page); SURFACE DU TEXTE (nombre de par.): _____

NOMBRE ET TYPE(S) D'ILLUSTRATIONS (reliées à l'unité): _____

COULEURS QUI PRÉDOMINENT DANS L'ILLUSTRATION OU LES ILLUSTRATIONS (ordre décroissant):
 1 _____ 2 _____ 3 _____
 L'ILLUSTRATION EST < OU = OU > QUE LE [TEXTE+TITRE]: _____
 NOMBRE D'ILLUSTRATIONS (non commerciales) SUR LA PAGE: _____
 SUR CETTE PAGE, L'ILLUSTRATION EST la + petite •---•---• la + grande

LA SURFACE DU TITRE EST < OU = OU > QUE CELLE DU TEXTE: _____
 NOMBRE DE TITRES SUR LA PAGE: _____
 SUR CETTE PAGE, LE TITRE EST le + étroit •-----•-----• le + large
 SUR CETTE PAGE, LE TITRE EST le + maigre •-----•-----• le + gras
 NOMBRE DE TEXTES SUR LA PAGE: _____
 SUR CETTE PAGE, LE TEXTE EST le + court •-----•-----• le + long
 LOCALISATION DE L'UNITÉ CONCERNÉE SUR LA PAGE: _____
 SUITE DE LA UNE; NOMBRE DE TITRES SUR LA PAGE (plus surface): _____

SPECTACULARISATION/BANALISATION (ex. couleur des caractères, forme géométrique, couleur du fond): _____

TYPE(S) DE VIOLENCE (conjugale, intergénérationnelle, fratrie): _____
 TYPE(S) D'ACTE VIOLENT (violence connexe = []) : _____

OBJET OU ARME UTILISÉ: _____
 LIEU ET CONTEXTE GÉOGRAPHIQUE (<): _____

CIRCONSTANCES TEMPORELLES (<): _____

DESCRIPTION DU MILIEU FAMILIAL: _____

CAUSES DE L'ACTE (incluant le mobile): _____

FACTEURS ASSOCIÉS À L'ACTE: _____

CONSÉQUENCES DE L'ACTE POUR LA VICTIME: _____

CONSÉQUENCES DE L'ACTE POUR SON AUTEUR: _____

CONSÉQUENCES DE L'ACTE POUR LA FAMILLE: _____

SUITES SOCIO-JUDICIAIRES: _____

TRAITEMENT PONCTUEL OU SÉQUENTIEL DE L'ACTE (ordre): _____
 NUMÉRO DE LA FICHE PRÉCÉDENTE (même journal): _____
 NUMÉROS DES FICHES RELATIVES AU MÊME ACTE (autres journaux): _____

AUTEUR RÉEL OU PRÉSUMÉ DE L'ACTE: _____

VICTIME DE L'ACTE: _____

AUTRES ACTEURS FAMILIAUX IMPLIQUÉS: _____

RÔLE DE CHAQUE AUTRE ACTEUR FAMILIAL: _____

STATUT ET RÔLE DE CHAQUE ACTEUR EXTRA-FAMILIAL: _____

ORDRE DE PRÉSENTATION DE CHAQUE ACTEUR (titre): 1 _____ 2 _____
 3 _____ 4 _____ 5 _____

ORDRE DE PRÉSENTATION DE CHAQUE ACTEUR (texte): 1 _____ 2 _____
 3 _____ 4 _____ 5 _____ 6 _____ 7 _____
 8 _____ 9 _____ 10 _____ 11 _____ 12 _____

FRÉQUENCE DES OCCURRENCES RÉFÉRANT À CHAQUE ACTEUR (titre + texte):
 1 _____ 2 _____ 3 _____ 4 _____ 5 _____
 6 _____ 7 _____ 8 _____

DISCOURS RAPPORTÉ (auteur, type et fréquence): 1 _____
 2 _____ 3 _____ 4 _____
 5 _____ 6 _____ 7 _____
 8 _____ 9 _____ 10 _____

COMMENTAIRES: _____

Annexe n°2 : Grille utilisée pour l'analyse de discours

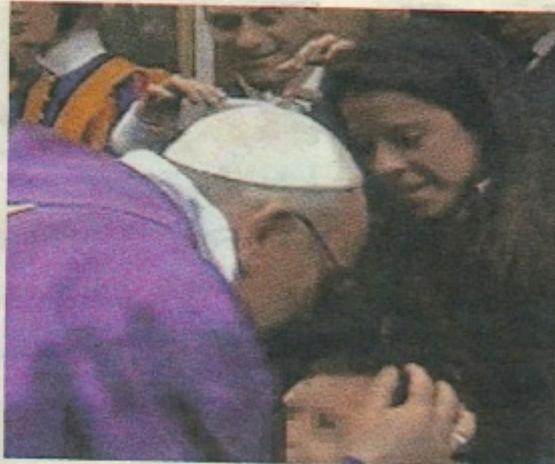
	Exemples	Interprétations
Marqueurs d'embrayage		
Indices de personne : <ul style="list-style-type: none"> • <i>Pronoms personnels (je, tu, il, ...)</i> • <i>Adjectifs possessifs (mon, ma, ton, ta, son, sa ...)</i> • <i>Personnages principaux comme sujets de la phrase</i> 		
Indices d'ostension : <ul style="list-style-type: none"> • <i>Spatiaux</i> • <i>Temporels</i> 		
Marqueurs de modalité		
Modalités d'énonciation : <ul style="list-style-type: none"> • <i>Exclamations</i> • <i>Interrogations</i> • <i>Assertions</i> • ... 		
Modalités d'énoncé : <ul style="list-style-type: none"> • <i>Substantifs subjectifs (un monstre, une bête, ...)</i> • <i>Adjectifs subjectifs (jeune, dangereux, passionnel, ...)</i> • <i>Verbes (d'action, expressifs, épistémiques, de perception...)</i> 		

<ul style="list-style-type: none"> • <i>Adverbes (peut-être, vraisemblablement, probablement...)</i> 		
Champs lexicaux récurrents		
Vocabulaire technique		
<ul style="list-style-type: none"> • <i>Criminologique</i> • <i>Médical</i> • <i>Balistique</i> • ... 		
Figures de style		
<ul style="list-style-type: none"> • <i>Analepses</i> • <i>Comparaisons</i> • <i>Ellipses</i> • <i>Métaphores</i> • ... 		
Types de discours rapporté		
<ul style="list-style-type: none"> • <i>Style direct (citations)</i> • <i>Style indirect</i> • <i>Style indirect libre</i> 		
Représentations et stéréotypes		
<ul style="list-style-type: none"> • <i>De l'acte (comment l'homicide – voire l'homicide-suicide – est-il décrit ?) et de l'arme utilisée ?</i> • <i>De la victime</i> • <i>De l'auteur</i> • <i>Du couple</i> 		

<ul style="list-style-type: none">• <i>Des forces de l'ordre</i>		
« Problèmes rédactionnels »		
<ul style="list-style-type: none">• Illogismes• Répétitions• Erreurs		

la Repubblica
SABATO 4 MAGGIO 2013

PER SAPERNE DI PIÙ
http://vicini.globo.it/tema/locata/omicidio
http://www.repubblica.it/ronaca/2013/05/03/news



UOMO DEVOTO
A sinistra, Christian Agostini alle spalle della moglie Chiara e del figlio saluta papa Francesco all'uscita della chiesa di Sant'Anna, in Vaticano, lo scorso 17 marzo. A destra, un'altra foto che testimonia la religiosità di Agostini: l'incontro con Ratzinger, a fianco, Christian e Chiara al mare



La storia

Porta la famiglia a salutare il Papa poi spara alla moglie e si suicida

Vigilante accecato dalla gelosia. Un mese fa alla prima messa di Bergoglio

FEDERICA ANGELI
GABRIELE ISMANI

ROMA — Un mese e mezzo fa aveva portato la famiglia dal Papa, alla prima messa di Francesco nella chiesa di Sant'Anna, dove nove anni fa aveva sposato la donna a cui si era rivolto la prima volta prima di suicidarsi. Era il 17 marzo: su Facebook sia lui che la moglie avevano postato quelle immagini, con il figlio di 7 anni in prima fila. E il pontefice che benedice il piccolo tra gli sguardi ammirati dei genitori. A guardare quell'istantanea e le espressioni taggianti dei coniugi, nulla lasciava presagire una tragedia. Invece ieri Christian Agostini, una guardia giurata di 39 anni, in preda ad un raptus di gelosia, dopo aver scoperto dei messaggi sul cellulare della moglie, ha impugnato la sua pistola d'ordinanza, una calibro 9c21, e ha sparato due colpi contro la giovane consorte, Chia-

ri Agostini, dopo aver scaricato la pistola contro la ex, dalla quale aveva avuto due figli, con l'ultimo colpo in canna temè il suicidio. Ma il proiettile non lo uccise.

Agostini invece, poco prima che il loro unico figlio di 7 anni tornasse da scuola dove era andato a prenderlo il nonno materno, per paura di perdere la mo-

glie, alla quale era legato dal 2004, e sospettando un tradimento, in un minuto ha bruciato una vita passata insieme: l'ha uccisa e si è tolto la vita, nell'ampio apparta-

mento in cui vivevano anche i genitori di Chiara. Erano passate da poco le cinque del pomeriggio. Movimento passionale: non hanno dubbi gli investigatori della squadra mobile diretta da Renato Cortese. Un dramma della gelosia, al termine di un litigio, l'ennesimo, che andava avanti dalla scorsa domenica, il giorno in cui Agostini ha scoperto quei messaggi sul telefonino della moglie. Questo ha stroncato le vite della giovane maestra di una scuola materna della città e della guardia giurata che l'amava da nove anni.

Neanche la sua grande fede in Dio l'ha salvato da un gesto folle, improvviso e inaspettato. Sui profili Facebook di entrambi, oltre alle foto dell'incontro con papa Francesco, anche quelle con benedetto XVI, dietro le trasparenze a pochi centimetri dalla Papamobile su cui passava Ratzinger. «Entrambi erano molto religiosi,

Su Facebook le foto col pontefice a Sant'Anna, chiesa dove la coppia si era sposata

si erano sposati a Sant'Anna, nel Vaticano, e lui era amico del parroco», racconta Andrea, fratello di Christian. È proprio la sua fede a fargli scrivere nel suo profilo del social network di aver lavorato come collaboratore pontificio, un trascuro professionale che non risulta agli investigatori.

«Problemi economici non ne avevano, davvero non so cosa sia potuto saltargli in testa», dice ancora Andrea tremando. «Una coppia normalissima, lei lo vedevamo qui fuori la sera al cellulare» raccontano i vicini. Nella villetta rosa di via Aurelia entrano altri parenti, poi arrivano un prete francescano e altri due sacerdoti, ma nessuno parla. Anche al bar vicino casa raccontano di quella coppia giovane e molto unita, edacata e riservata. «Davvero non so cosa sia potuto accadere. Io avevo detto a mio fratello di parlare con lei di quegli insulti tormento Andrea. Ma la gelosia ha prevalso sul buon senso.

Tragedia a Roma, il raptus di follia dopo aver scoperto messaggi sospetti sul telefonino di lei

ra Di Vita, 27 anni. Un proiettile le ha trapassato la nuca. Poi ha rivolto l'arma a sé e ha fatto fuoco per la terza volta, uccidendosi.

L'omicidio-suicidio è avvenuto nel salone del seminterrato della loro casa, un appartamento in via Aurelia, periferia est della capitale e accade a poco più di due settimane da un altro femminicidio, sempre a Roma. Era il 18 aprile quando un'infermiera dell'ospedale Grassi di Ostia, inseguita in macchina dall'ex marito, pure lui vigilante, fu cinghiata da sei proiettili. Scenario della sparatoria un cavalcavia di Acilia, hinterland del litorale romano. L'ex marito, Guglielmo Berrettini, che la tormentava da mesi, non avendo accettato la fine del loro rapporto, era stato denunciato per stalking dalla vittima. Ma il tribunale di Roma aveva negato gli arresti domiciliari lasciandolo in libertà e non ritenendolo una persona pericolosa. Una morte che forse si poteva evitare. Anche Berrettini, come

I numeri



Baria Leone

- 48%**
I RESPONSABILI
Nel 48% dei casi il killer è il marito, nel 12% il convivente, nel 23% l'ex
- 84%**
LE VIOLENZE
La maggior parte delle violenze (84%) avviene in casa all'interno di una relazione
- 18%**
LA DEBOLEZZA
Sale la percentuale di donne che ammettono di aver accettato le violenze per debolezza

L'E IL NUOVO NUMERO

L'Espresso

LE SPESE PAZZE DELLA DIFESA

CHI È IL MINISTRO PIÙ COMPRIMATO ALTELLI
SOLLETTI SPER IN ITALIA 600 MILIARDI
PER UN MISSILE E CHE NON TERRA
PER PRODOTTORE È BEN 22 MILIARDI
PER DIGITIZZARE L'ESERCITO.
INCARICATA SU ACCESSI E SPERTE
DELLA FORZA ARMATA

LA PUNTA DI CHOC
A SPINGERE SU BARILE NEL
CONTO DI ACCOGLIERE IL 3-31

GOVERNO
CON UNO E ALTRI TERMINI
I RESPONSABILI 3-32

NUOVE DATE
PER IL MINISTRO
LAVORARE IN RETTA 3-33

www.espressonline.it
IN EDICOLA E SU IPAD

È stata picchiata da Emerson D'Esposito, 38 anni, che si era innamorato di una amica di Xhuli, anche lei prostituta. Voleva convincerla a cambiare vita e c'era riuscito, ma Tonia si opponeva, non è chiaro il perché. Lui è andato a parlarle per convincerla a farsi i fatti suoi, ma la discussione è sfociata nel pestaggio. Convinto di aver ucciso la donna, D'Esposito l'ha chiusa nel sacco per poi liberarsi del corpo, ma una telefonata al 118 ha fatto scoprire la vicenda e salvato la vita alla ragazza.

Terni

L'ex moglie si rifà una vita La uccide e si suicida

Un altro femminicidio. Una storia d'amore finita male, la donna che cerca di ricominciare, cambia città, ma l'ex marito la tormenta e poi la uccide a coltellate. Erano stati sposati, la ragazza uccisa ieri con due coltellate alla gola a Poligno, e Terni-Oste. L'uomo, 43 anni, viveva a Roma mentre la donna, Sandita Mosolesima, lavorava come badante. Virgilio era un violento, denunciato anche per stupro. Ieri è partito da Roma, con l'intenzione di uccidere. Poco dopo il delitto, la Renault Scenic condotta dal romano è stata intercettata dai carabinieri vicino a Terni. Ma l'uomo ha fermato l'auto sulla corsia di scappato e si è colpito al petto con il coltello, lo stesso con cui aveva ucciso l'ex moglie.

Salerno

Monsignore indagato È accusato di riciclaggio

Un sacerdote salernitano, monsignor Nunzio Scanzano, 61 anni, è indagato con l'accusa di aver riciclato 560 mila euro di provenienza illecita attraverso una serie di operazioni finanziarie che avrebbero coinvolto oltre cinquecento persone. Il prelato si è già presentato in Procura per rendere la sua versione dei fatti e ha sostenuto che la cifra era il frutto di donazioni legate alla sua attività pastorale e che sarebbe servita per l'istituzione di un museo. Dopo la sua iscrizione nel registro degli indagati, monsignor Scanzano sarebbe stato sospeso dall'incarico che ricopriva in Vaticano, e cioè quello di responsabile del servizio di contabilità analitica dell'Apsa (Amministrazione del patrimonio della Sede apostolica), l'organismo che gestisce i beni della Santa Sede.

Energia e vitalità.

ARGININA

BETA-ALANINA

CREATINA

SALI MINERALI e VITAMINE

SUSTENIUM PLUS
Integrative Formula
Beta Alanina

Con Vitargo
frutto d'arancia

22 TABLETTE

www.menarini.it

A. MENARINI

Un sostegno all'energia con **SUSTENIUM PLUS**. Aiuta a contrastare la sensazione di affaticamento grazie all'apporto di **CREATINA, ARGININA, BETA-ALANINA**, ed al sostegno di **SALI MINERALI** come Magnesio, Ferro e Zinco, e delle **VITAMINE B1 e C**. Una bustina al giorno, al gradevole sapore di arancia, ti aiuta ad affrontare di slancio le sfide di ogni giorno.

Leggere le avvertenze riportate nella confezione.

Annexe n°5 : Article du « Corriere della Sera » du 20 juin 2013.

Bari

Blitz in Puglia con sedici arresti contro le mafie dell'ex Urss

BARI - Sei gennaio 2013. Ecomandato Bezzi, detto «Rezzo», 51 anni, viene ucciso con 4 colpi di pistola alle braccia, alle gambe e in fronte davanti alla stazione ferroviaria di Bari. La sua morte è l'inizio di un'indagine internazionale che ieri ha consentito di smantellare i vertici del clan «Auranti», di cui la vittima era ritenuta un'autorità. Il gip di Bari, su richiesta della Dda, ha emesso un provvedimento restrittivo a carico di 26 persone. Ma solo 16 sono state arrestate. Un'unica indagine condotta dalla squadra mobile della Questura di Bari in collaborazione con la Sso, confluita in sei diverse ordinanze di comparizione nei confronti di 16 persone, 15 uomini e una donna, tutti affiliati al clan rivale del «Buzanti»; la seconda nei confronti di 24 presunti affiliati al clan «Kuriala» (10 latitanti e 14 arrestati in Italia, Ucraina,

sono continuate senza sosta: al lavoro le squadre dei vigili del fuoco, truppe specializzate per il ricambio delle finestre, il ricambio dell'isolamento termico, il ricambio delle porte, il ricambio delle serrande, così come la infestazione arci-vista da Milano: «I vigili si sono calati negli attici, nei terrazzoni, al soffitto, al soffitto in ferro, ma nulla, riferisce Francesco D'Amelio, funzionario del vicario del fuoco. Che ammicca: «L'area è sotto sequestro. Le condizioni non sono sicure». A una detta specialista è stato chiesto di presentare un progetto per mettere in sicurezza la finché si possa procedere con la rimozione dei massi più grandi. Il dove potrebbe essere sgombrati. Si dovrebbe restare già stamattina, ma i tempi si allungano. Il caso è in corso. La sorella Lucia, che in serata si è recata al cantiere, è andata in un appartamento del centro. Ma senza ripartire una stanza, e un abito, agli ospiti.

Mara Rodella

Il Senato ha approvato all'unanimità la ratifica della Convenzione del Consiglio d'Europa sulla violenza contro le donne siglata a Istanbul nel maggio 2011. La Convenzione, già ratificata dalla Grecia, diventa legge nel nostro Paese. «Con questo voto l'Italia vuole ripagare un debito, ineliminabile, nei confronti delle tante donne uccise da mariti, fidanzati, partner o ex», ha detto il ministro per le Pari opportunità Josefa Idem. È il presidente del Senato Pietro Grasso. «Tutte le forze politiche hanno riconosciuto l'importanza di questo primo passo per garantire una maggior tutela e sicurezza delle donne e per dare avvio a un cambiamento culturale nel nostro Paese».

Il sì del Senato

La Convenzione di Istanbul sulla violenza contro le donne diventa legge

Il Senato ha approvato all'unanimità la ratifica della Convenzione del Consiglio d'Europa sulla violenza contro le donne siglata a Istanbul nel maggio 2011. La Convenzione, già ratificata dalla Grecia, diventa legge nel nostro Paese. «Con questo voto l'Italia vuole ripagare un debito, ineliminabile, nei confronti delle tante donne uccise da mariti, fidanzati, partner o ex», ha detto il ministro per le Pari opportunità Josefa Idem. È il presidente del Senato Pietro Grasso. «Tutte le forze politiche hanno riconosciuto l'importanza di questo primo passo per garantire una maggior tutela e sicurezza delle donne e per dare avvio a un cambiamento culturale nel nostro Paese».

Lazio

Il cadavere di Samanta Fava, un figlio e un ex marito, ritrovato da un cane poliziotto. Fermato il 42enne con il quale aveva una relazione

ROMA - Addestrati a seguire la verità degli odori, oltre la pista della simulazione, i cani hanno fiutato la morte nella nicchia ricavata in cantina. Il corpo di Samanta Fava, 36 anni, un figlio, un ex marito, un compagno, era stato rinvenuto nella casa del suo tutore. Un manovale della provincia di Sora con un caso nella campagna di Fonticelli.

prigionosa compariva sulla scena di qualche esortazione di alto bordo in appartamenti messi a disposizione nel pieno centro di Palermo. Ma fra molte voci e tante inevitabili chiacchiere compare solo uno scarno richiamo a 3 mila euro elargiti alla southview Sava Tommasi per un servizio fotografico nelle carte dell'inchiesta proseguiva ieri anche con un blitz delle Finanze giuste al Palazzo dei Normanni. Un modo per presidiare gli uffici di alcuni indagati come l'ex presidente dell'Assemblea regionale Francesco Casco appunto rilasciato a sera dopo un interrogatorio chiarificatore con i pm Gaetano Paci e Alessandro Piscicelli. «Sono convinto di aver chiarito tutti i dubbi e di aver dato un contributo alle indagini. Sono sereno, mi concentro solo il resto di finanziamento illecito al partito. Nessuna esortazione, per me, non ho un rapporto di amicizia fraterna che non rinnegherò mai...». Si dichiarano estranei ai fatti altri deputati indagati come Nino Diia dell'Udc, Giuseppe Vitano del Pd o Nino Santoro di Forza Italia. Il caso è in corso. La sorella Lucia, che in serata si è recata al cantiere, è andata in un appartamento del centro. Ma senza ripartire una stanza, e un abito, agli ospiti.

La Convenzione di Istanbul sulla violenza contro le donne diventa legge

Il Senato ha approvato all'unanimità la ratifica della Convenzione del Consiglio d'Europa sulla violenza contro le donne siglata a Istanbul nel maggio 2011. La Convenzione, già ratificata dalla Grecia, diventa legge nel nostro Paese. «Con questo voto l'Italia vuole ripagare un debito, ineliminabile, nei confronti delle tante donne uccise da mariti, fidanzati, partner o ex», ha detto il ministro per le Pari opportunità Josefa Idem. È il presidente del Senato Pietro Grasso. «Tutte le forze politiche hanno riconosciuto l'importanza di questo primo passo per garantire una maggior tutela e sicurezza delle donne e per dare avvio a un cambiamento culturale nel nostro Paese».

Il sì del Senato

La Convenzione di Istanbul sulla violenza contro le donne diventa legge

Il Senato ha approvato all'unanimità la ratifica della Convenzione del Consiglio d'Europa sulla violenza contro le donne siglata a Istanbul nel maggio 2011. La Convenzione, già ratificata dalla Grecia, diventa legge nel nostro Paese. «Con questo voto l'Italia vuole ripagare un debito, ineliminabile, nei confronti delle tante donne uccise da mariti, fidanzati, partner o ex», ha detto il ministro per le Pari opportunità Josefa Idem. È il presidente del Senato Pietro Grasso. «Tutte le forze politiche hanno riconosciuto l'importanza di questo primo passo per garantire una maggior tutela e sicurezza delle donne e per dare avvio a un cambiamento culturale nel nostro Paese».

Lazio

Il cadavere di Samanta Fava, un figlio e un ex marito, ritrovato da un cane poliziotto. Fermato il 42enne con il quale aveva una relazione

ROMA - Addestrati a seguire la verità degli odori, oltre la pista della simulazione, i cani hanno fiutato la morte nella nicchia ricavata in cantina. Il corpo di Samanta Fava, 36 anni, un figlio, un ex marito, un compagno, era stato rinvenuto nella casa del suo tutore. Un manovale della provincia di Sora con un caso nella campagna di Fonticelli.

Lazio

Il cadavere di Samanta Fava, un figlio e un ex marito, ritrovato da un cane poliziotto. Fermato il 42enne con il quale aveva una relazione

ROMA - Addestrati a seguire la verità degli odori, oltre la pista della simulazione, i cani hanno fiutato la morte nella nicchia ricavata in cantina. Il corpo di Samanta Fava, 36 anni, un figlio, un ex marito, un compagno, era stato rinvenuto nella casa del suo tutore. Un manovale della provincia di Sora con un caso nella campagna di Fonticelli.



Arrestato un pensionato. Non aveva mai accettato il divorzio Ammazzata a colpi di pistola in piazza dall'ex marito

Ferito in modo lieve anche il nuovo compagno della donna

«Sei un infame... hai avuto il coraggio di rubarmi la moglie». Gli ha urlato frasi di questo tenore, lo ha strattonato, preso a pugni, gli ha sparato in faccia. Sembrava una furiosa lile tra due anziani signori, ma era solo il prologo della tragedia. All'oggetto del «urto», l'ex moglie, l'aggressore ha dedicato poche parole di disprezzo, cercando di colpirla mentre lei scappava in macchina. Poi si è girato di scatto, ha estratto una pistola e ha sparato. La donna, Giovanni Longo, 60 anni, non ha nemmeno tentato di ripartire. Non avrebbe mai immaginato che il suo ex marito, un tipo mite e tranquillo, potesse arrivare a tanto.

L'assassino ammucchiò in un istante la sua pistola, consumata in pieno giorno, in un parcheggio assai tranquillo. Il marito di Ravenna (Agrigento), qui ieri mattina Luigi Gallo,

pensionato di 63 anni, ha ucciso l'ex moglie e aggredito il suo nuovo compagno Luigi Avarello di 62 anni. Ha sciolto per gelosia, impazzita con un malinteso senso di possesso nei confronti di quella donna con la quale aveva vissuto per trent'anni mettendole al mondo tre figli ormai adulti. L'ex e il divorzio sarciato ufficialmente qualche mese fa non sono bastati a curare quel morbo.

L'assassino era rientrato dalla Germania pochi giorni fa, forse proprio per chiudere a modo suo quello che riteneva un conto ancora aperto. Luigi Gallo non aveva mai accettato il divorzio e la sua donna, impazzita, era stata sapere che lei si era fatta un'altra vita. Ma a spragere a uccidere sarebbero state una relazione extraconiugale cominciata molti anni fa, ancor prima che la coppia decidesse di se-

gridare «vittoria». Per uno sparo ucraino dalla donna, pure lei, vigile urbana, che scendeva dall'altro capo del cellulare. Quindi, il silenzio. La donna ha chiamato la polizia ma per Vicari, 38 anni, non c'è stato scampo. Un proiettile esplose probabilmente dalla sua pistola «calibro 9» ordinando durante la coltellata con i ladri l'ha colpito mortalmente al petto. A pochi passi dalla porta dell'abitazione sono stati abbandonati il televisore del vicario, in un sacchetto, una macchina fotografica e altri oggetti di valore. Gli investigatori stanno tentando di capire se, come sembrerebbe, si sia trattato di una rapina finita male o se qualcuno lo abbia atteso a casa per assassinarlo. Vicari era separato e aveva due figli di 9 e 11 anni. Di solito eseguirà i controlli nei mercati regionali della città ed era noto per il suo rigore.

di F. DI CARO / CONTRASTO

Il delitto



Quattro colpi
Luigi Gallo (foto in alto), 63 anni, ha ucciso l'ex moglie, Giovanni Longo, 64, con quattro colpi di pistola. È successo a Ravenna

I moventi
Fra i due pare di essere scoppiati a causa degli interessi di alcune proprietà. Gallo sarebbe stato anche geloso del nuovo compagno (foto qui sopra) di Giovanni Longo, il marito della sparatoria

quasi a giustificarsi — dopo una vita serena. Il resto sta nel racconto dei testimoni richiamati dalle forze dell'ordine che indagano vicino al mercato. Qualcuno ha pure pensato che si stesse parlando di un delitto. Ma dagli incidenti si è parlato di morte passiva alla rissa, quindi gli spari. Quattro colpi recchi che hanno stritolato il petto tra le caudine. C'è accorso in spesa tra le bancarelle. Gente in fuga a cercare riparo dietro le insegne, fino a quando non sono intervenuti dei passanti e i vigili urbani di servizio al mercato. Gallo è stato immobilizzato mentre Luigi Avarello (foto in basso) cercava di scappare. L'assassino ha invece continuato a insistere sulle ragioni che lo hanno spinto ad armarsi e uccidere la donna della sua vita. Dopo anni a fare l'operato, emigrando in Germania, dopo anni dedicati solo a lavoro e famiglia, «Nulla lasciava prevedere che potesse essere tanta rabbia di disamore. Un uomo tranquillo, che ritorna la moglie roba sua che nessuno poteva e doveva rubargli».

di F. DI CARO / CONTRASTO

Alfio Sciacca

In Campania

Un'ucraina trovata sgozzata nel letto di casa Giallo a Salerno

SALERNO — Una donna ucraina di 50 anni, Olena Tonkoshkurava, è stata uccisa nella sua abitazione a Polta, nel Salernitano. Nell'appartamento poi è scoppiato un incendio, o qualcuno lo ha appiccato dopo il delitto. I vigili del fuoco hanno trovato il corpo senza vita della donna, con una profonda ferita da arma da taglio alla gola. Esena, come la chiamavano le sue amiche, viveva sola da alcuni anni e svolgeva l'attività di massaggiatrice, ma aveva lavorato anche come erborista e indente di letto, senza altri. L'incendio è divampato intorno alle 3,30 per cause da chiarire. Gli inquirenti hanno ascoltato una trentina di persone: tra loro ci sarebbero anche due testimoni. Non si esclude nessuna ipotesi e si indaga pure tra gli ambienti frequentati dai tossicodipendenti. Indizi utili potrebbero arrivare oggi dopo l'esame dell'autopsia, che sarà eseguito nell'ospedale locale «Luigi Curcio». Il corpo senza vita di Olena è stato trovato con un taglio alla gola lungo quattordici centimetri, sfoderato da sinistra verso destra.

di F. DI CARO / CONTRASTO

la Repubblica
GIOVEDÌ 11 LUGLIO 2013

CRONACA

PER SAPERNE DI PIÙ
palermo.repubblica.it
www.repubblica.it

19

Denunce ignorate, e lui ammazza la ex la madre: ce l'avete sulla coscienza

Palermo, due anni di stalking. E alla fine quindici coltellate davanti al figlio

ROMINA MARCECA

PALERMO — Il figlio di due anni è rimbalzo e vegliare la madre uccisa dal papà davanti ai suoi occhi, con quindici coltellate. Rosi Benanno è stata massacrata in cucina dall'ex convivente al culmine dell'ennesima lite dopo la separazione. Benedetto Conti, pregiudicato per rapina, è arrivato mattina in casa dei suoceri, nella bergata di Villagrazia alla periferia di Palermo, dove la giovane donna si era trasferita dopo la rottura con quell'uomo troppo violento. Lui, 40 anni, disoccupato, ha aderito un coltello da un cassetto e si è accanito sul corpo della sua ex compagna davanti al bambino, che è scappato a piangere. Poi ha gettato l'arma a terra ed è scappato via. Maltrattamenti, stalking, minacce. Rosi Benanno, 25 anni, aveva denunciato per un anno e mezzo a polizia e carabinieri quell'uomo che non amava più, ma lui continuava a perseguirla.

L'accusa della famiglia: "È un delitto annunciato: per sei volte aveva chiesto aiuto"

«L'attacco con le tre mani è un assassinio. In un senso e mezzo sono state sei le denunce presentate. Tutto per niente. Qualcuno si porterà sulla coscienza la morte di mia figlia. Questo è un delitto annunciato, lo sapevamo che sarebbe finita così. Nessuno ha fatto nulla per evitarlo, si è disprezzata e della vittima, Teresa Matassa. Confermo le assistenze sociali. Ma dalla Procura di Palermo precisano: «Qui di denunce ne sono arrivate solo due, nel 2010 e 2011, per maltratta-



I numeri del

68 GLI OMICIDI Le donne uccise nei primi sei mesi di quest'anno sono 68. Nel 2012 124 delitti	45% GLI AUTORI L'omicida è il marito nel 45% dei casi, l'ex nel 23%, il convivente nel 12%	70% EVITABILI Il 70% dei femminicidi poteva essere evitato perché i casi segnalati "a rischio"
--	---	---



LA VITTIMA E IL CARNEFICE
A sinistra Rosi Benanno con il figlio, accanto a Benedetto Conti, l'ex convivente. Sopra il dolore della madre di Rosi, Teresa Matassa

menti. Poi sono state archiviate perché la signora, forse impaurita, ha minuziosamente fatto, ma stiamo verificando l'esistenza di altri esposti».

A scoprire il cadavere ieri mattina sono state le forze di polizia di Rosi, che poco prima la strada

aveva incrociato l'ex genero che fuggiva a bordo di una Panda rossa. L'assassino è stato arrestato dalla squadra mobile poco dopo il delitto. Benedetto Conti era tenuto a piedi nel suo paese di origine, Villabona, a dieci chilometri dal capoluogo siciliano. Ha sostenuto

il suicidio bevendo un veleno per topi, ma è stato salvato dalla polizia. Il ora ricoverato all'ospedale Civico nel "reparto detentivi". «È stato un rapina di folle», ha cercato di giustificarsi l'uomo che sarà interrogato dai magistrati

nelle prossime ore. Ma la famiglia di Rosi ha trascritto un quadro fatto di violenze che si sarebbero trascinate per anni. «Mia figlia è stata violentata, picchiata, minacciata e costretta a chiedere l'elemosina per strada — dice Teresa Matassa — Per questo un anno e

mezzo fa avevamo presentato la prima denuncia. Poi era venuta a vivere da noi». Era gennaio. Lui aveva poi ricorrevano un provvedimento di allontanamento dal domicilio del benanno, poteva incontrare il figlio solo due volte a settimana. La coppia da due anni era seguita dagli assistenti sociali del Comune. «Noi non sono valutavamo il caso», dicono. Infatti il 19 giugno scorso dai servizi sociali era partita una richiesta di ricovero in una casa-famiglia per Rosi e il suo bambino. «L'assistente sociale, le feroce della Teresa — sapevano tutto da tempo. Ora mia figlia è morta. Questa non è giustizia, dov'è la legge». La madre mentre parla non riesce a fermare il pianto: «Era un inferno, mia figlia era in pericolo. Nonostante le nostre grida d'aiuto non è accaduto nulla. Quelli sono chi ha bruciato la macchina e ci ha lasciato una benzina piena di benzina davanti alla por-

La versione della procura: "Qui di esposti ne sono arrivati solo due"

ta di casa. Una vita impossibile. Volere che Rosi tornasse con lei, la ricattava usando il bambino». Il delitto ha scosso la città, «quello di ieri il quarto femminicidio a Palermo in nove mesi in un'escalation di violenze contro le donne che attraversa l'Italia. Le denunce del coniugato comunale di Palermo hanno inviato una lettera alla presidente della Camera, Laura Boldrini, chiedendo un disegno di legge che inasprisca le pene per il delitto di femminicidio».

La storia

Tragedia a Gorgonzola, alle porte di Milano. L'appello al guidatore fuggito: consegnati

Sedicenne in bici uccisa da un'auto pirata lo shock del padre alla guida dell'ambulanza

SIMONE BIANCHINI

MILANO — Uccisa a 16 anni in bicicletta davanti a casa da un'auto pirata, una monovolume, forse una Citroën. Raccolta sulla strada dal padre, che in quel momento era alla guida di un'ambulanza, in servizio da volontario del soccorso del 118. È accaduto intorno alla mezzanotte tra martedì e mercoledì sulla strada provinciale Padana Superiore, a Gorgonzola, pochi chilometri da Milano.

«Mi ha telefonato la mia ex moglie e mi ha detto che cosa era successo — spiega Nerio Papetti, il papà di Beatrice, che avrebbe compiuto 16 anni il 25 luglio — ero di ritorno da un servizio a Vimercate e sono arrivato in pochi minuti. C'ero già i carabinieri. Sono sceso e l'ho vista sull'asfalto, era morta. La sua olandesea bebè era finita sull'erba. Lontanamente dalla posizione del corpo e dalle condizioni in cui era, ho capito subito che non c'era nulla da fare».

Papetti, titolare di un'impresa di servizi per le aziende, è un uomo di 51 anni, appassionato motociclista, che dodici ore dopo la tragedia improvvisa sbraccia decine di parenti e amici e della figlia che arrivano a casa, dovrebbe doverla avviare anche

INSIEME
Qui a fianco, Nerio Papetti con la figlia Beatrice fotografati insieme durante una gita a Roma. Sotto, il luogo dello schianto. A destra, un primo piano di Beatrice



Beatrice faceva il liceo artistico e avrebbe compiuto sedici anni a fine luglio

Sulla strada i frammenti di un fanello, la macchina forse ripresa dalle telecamere

Beatrice, la notte precedente. Il nome della figlia è stato avvertito su un'avvicinamento sinistro. «Non sarebbe cambiato niente per lei se si fosse fermato, però non si può investire una persona e scappare. Se è un uomo dovrebbe condonarsi, perché chiunque può sbagliare ma ci si deve ragionare sopra». Ha trovato sulla strada i frammenti di fanello: sono quelli di una Citroën, «però non sono sicuro che appartenga-

no all'auto pirata, potevano essere gli altri». L'auto sarebbe stata ripresa da alcune telecamere di videosorveglianza presenti prima e dopo il punto dell'incidente: i carabinieri di Cassano d'Adda guidati dal capitano Camillo Esposito sono al lavoro. Beatrice rientrava dopo la serata in compagnia di una decina di amici tra una gelateria e un bar attento alle due piazzette di Gorgonzola. Suo cugino Giovanni

Robostelli, 18 anni, la accompagnava pedalando in mountain bike. «Glorio avevo chiesto io — spiega Nerio — Non mi andava che tornasse da sola». La ragazza, studentessa al liceo artistico Caravaggio a Milano, era praticamente arrivata. Doveva superare la strada a due corsie nell'unico attraversamento percorribile a 200 metri da casa, una cascinella ristrutturata dove viveva con la sorella e la mamma Roberta, 49 anni. All'altezza del chilometro 164, la Padana Superiore in quel punto è buia perché non ci sono lampioni e pericoloso perché la strada, dopo una curva, si distende e



l'auto arrivano in accelerazione. Beatrice attraversa in sella e Giovanni è dietro di lei quando la ragazza viene centrata in pieno da un'auto che arriva a forte velocità dalla destra. La macchina procede in direzione di Gossio e quindi arriva da Cassina de' Predieri, o dall'abitazione di Sant'Agata. Il cugino di Beatrice sente «un gran botto» e vede lei che vola e perde una scarpa, la bicicletta che si schianta sull'erba e la ragazza sulla strada, cento metri più avanti. Il ragazzo chiama con il suo cellulare il 118, che informa i carabinieri di Cassano d'Adda. La madre di Beatrice telefona di speranza all'ex marito

I militari si lasciano all'ingestimento di un'auto che viene loro segnalata, invano. Arrivano un'auto ambulanza e due auto mediche. Beatrice viene trasportata all'ospedale di Milano, senza vita. Ha una frattura cervicale, base cranica e fratture di costole, femori rotti, lesioni interne. Il cugino, sono shock, viene assistito in ospedale. «Nei pomeriggio la Regione ha pensato bene di chiedere l'attestato di morte davanti alle nostre case perché è pericoloso — spiega Nerio Papetti — promemmo che faranno una rotonda o un sottopassaggio. Prementono. Da un anno e mezzo».

la Repubblica
VENERDÌ 9 AGOSTO 2013
12

LA VIOLENZA SULLE DONNE

-  **LE PENE**
Pena aumentata di un terzo se alla violenza assiste un minore, se la donna è incinta o se l'autore è il coniuge o partner
-  **LO STALKING**
Per lo stalking, come già accade per la violenza sessuale, la denuncia una volta presentata è irrevocabile
-  **L'ALLONTANAMENTO**
Il coniuge violento potrà essere allontanato con urgenza da casa se c'è un rischio per la vittima
-  **L'ARRESTO**
Per lo stalking e i maltrattamenti in famiglia è previsto l'arresto obbligatorio da parte delle forze dell'ordine

Le novità

Femminicidio, via da casa i mariti violenti e per gli stalker carcere obbligatorio

Si al decreto: la denuncia sarà irrevocabile, stretta anche sul web

ALBERTO CUSTODERO

ROMA — «È lotta senza quartiere al femminicidio». Parola di Enrico Letta che così ha commentato il decreto legge approvato ieri dal governo. Il premier ha ricordato, ringraziandola, che il lavoro per il varo dei provvedimenti a tutela delle fasce deboli fu avviato dall'ex ministro per le Pari Opportunità Josefa Idem, dimessasi il 24 giugno.
Il decreto legge fornisce nuove e più efficienti armi a forze dell'ordine e magistratura per la repressione dei maltrattamenti in famiglia, delle violenze sessuali e dei reati di stalking. Insomma, si tratta di un forte segnale politico affinché non si verifichi più la tragedia «delle ferite a morte», per dirla con il progetto teatrale dedicato al femminicidio di

Serena Dandini. È il ministro dell'Interno a spiegare lo spirito della norma che tutti si aspettavano visto il dilagare del femminicidio.
«Gli obiettivi sono tre — ha detto Angelino Alfano — prevenire la violenza di genere, punirla in modo certo e proteggere le vittime». Come? «Intervenendo tempestivamente prima — ha aggiunto il titolare del Viminale — proteggendo la vittima, punendo il colpevole. E, infine, agendo perché la catena persecutoria non arrivi all'omicidio».
Fra le misure varate dall'esecutivo, ci sono l'aggravante per il cyberbullismo, ovvero la violenza esercitata con i mezzi del web. Quindi, l'arresto obbligatorio per delitti di maltrattamento familiare e per gli stalker, l'irrevocabilità della querela per le violenze. E l'allontanamento

del marito violento dai luoghi domestici con la forza pubblica. Per fermare l'escalation della violenza domestica (che in molti casi sfocia nell'omicidio), sarà possibile togliere la patente allo stalker — potente anche attraverso il rilascio di un apposito permesso di soggiorno umanitario. L'approvazione del decreto è stato accolto con un plauso bipartisan e unanime di tutte le forze politiche. Ma, inaspettatamente, ha incontrato le critiche degli avvocati.
Di misure «demagogiche» hanno infatti parlato i penalisti. «La materia dei rapporti familiari — spiega l'Unione della Camere Penali — si presta anche ad accuse strumentali sulla base delle quali domani si andrà direttamente in galera senza alcun filtro preliminare». «E, questo, uno scenario preoccupante — aggiungono i legali — che, se accanto le istanze dei forcaioli equamente distribuiti tra maggioranza ed opposizione, certamente imbarbarisce il sistema».

Letta: "Lotta senza quartiere, ringrazio la Idem". Alfano: "Prevenire, punire, difendere le vittime"



L'intervista 1

La scrittrice Michela Murgia: dubbi sul divieto di annullare l'esposto

“Un grande passo avanti ma le donne siano libere anche di cambiare idea”

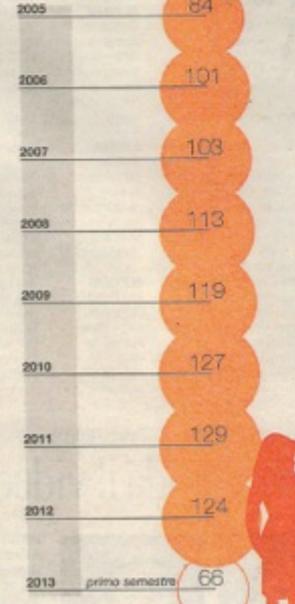


Gli abusi
Chi impedisce di ripensarci deve essere anche in grado di garantire che non ci sia un'escalation di abusi

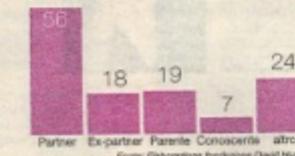
IMPEGNATA
Michela Murgia è coautrice del libro "L'ho uccisa perché l'amavo"

ROMA — «Credo sia un passo avanti significativo per difendere le donne». Questo il commento della scrittrice Michela Murgia. «L'unico dubbio che mi rimane è quello sulla revocabilità della denuncia».
Per quale motivo?
«Perché spesso davanti alla ribellione della donna, e quindi davanti alla sua denuncia, assiste a un'escalation della violenza. È una grande responsabilità che lo Stato si assume perché chi impedisce alla vittima di revocare la denuncia deve poter garantire che l'inasprimento degli abusi non ci sarà. O che se ci sarà, la donna verrà protetta. Io dico perché nella stragrande maggioranza dei casi dal momento della querela le cose per chi ha subito violenze cominciano a peggiorare».
Quali per le vittime dovrebbero poter ritirare la querela?
«Io ho sempre creduto che una donna debba avere la libertà di decidere se vuole o meno denunciare. Per questo non sono molto d'accordo con la procedibilità d'ufficio che prevede anche che possa essere il pronto soccorso a inviare una segnalazione a polizia e carabinieri. Questo vale ancora di più oggi: se una donna, a un certo punto, non se la sente di continuare l'iter processuale, deve poter fare un passo indietro. Non è giusto trasferire questo diritto alle forze dell'ordine. È un'ulteriore sottrazione che si fa a chi di violenze già ne ha subite parecchie».
Le nuove disposizioni prevedono anche altre cose, ad esempio l'arresto in flagranza per stalking e maltrattamenti in famiglia.
«Sono d'accordo con tutto il resto del provvedimento approvato dal governo. Le nuove norme sono una buona cosa. Era ora».

I numeri
Le donne uccise



L'autore del delitto
(donne uccise nel 2012)



L'intervista 2

La regista Francesca Comencini: affrontata un'emergenza del Paese

“Oggi mi sento felice finalmente si è capito quanto vale la prevenzione”



Le immigrate
Mi pare molto significativo dare il permesso di soggiorno alle migranti che hanno subito aggressioni

IN PRIMA FILA
Francesca Comencini è tra le fondatrici di "Se non ora quando"

ROMA — «La mia è una felicità quasi intima, personale. Come fondatrice di "Se non ora quando" ma anche come donna. È un cambio di passo importante che arriva in giorni in cui ci si ritrova a chiedersi cosa è uno Stato perché ci sono rappresentanti dello Stato che insultano donne rappresentanti dello Stato. Ora, finalmente, questa misura spunta come una risposta».
E un frase in piena la regista Francesca Comencini.
Una buona notizia, dunque.
«Il comportamento che ci si aspetta da uno Stato per risolvere quella che ormai è un'emergenza del Paese: la violenza sulle donne. Storie sempre più frequenti che, finora, ci hanno raccontato che le misure preventive sono insufficienti. Molte volte la denuncia c'era già stata. Ora forse qualcuno ha capito che è il caso di attrezzarsi un altro modo».
Ci sono diverse novità. Qualcuna la colpisce in particolare?
«Trovo importante il fatto di dare il permesso di soggiorno alle donne migranti vittime di violenza. Perché siamo di fronte a una complicazione maggiore rispetto all'essere "solo" una donna vittima di violenza».
Che già di per sé non sarebbe poco.
«Il concetto che vorrei che passasse è che le donne picchiate hanno bisogno di essere sostenute e tutelate, ma non sono deboli. C'è un sistema che questa campagna contro il femminicidio faccia prevalere una visione della donna come soggetto debole. Si deve invece raccontare la forza della donna. Anche di quelle che subiscono violenza e denunciano, intraprendendo il loro cammino politico, dicono la loro con autorevolezza. Donne che parlano anche di violenza ma che raccontano anche la forza delle donne e la debolezza degli uomini».



LA PROTESTA
Nella foto, una manifestazione contro la violenza sulle donne

I PROCESSI
A questi reati i tribunali daranno una corsia preferenziale. Previsto anche il patrocinio gratuito

LE STRANIERE
Alle donne migranti vittime di violenza sarà concesso un permesso di soggiorno per motivi umanitari

I TESTIMONI
Se a testimoniare saranno chiamati minori o maggiorenni vulnerabili sarà loro garantita una protezione

I CYBERBULLI
Il decreto prevede anche norme più severe nel caso di molestie messe in atto via Internet

Il caso

ROMINA MARCECA

PALESMO — Tra le mani stringe la foto della figlia e dice con la voce rotta dall'emozione: «Un mese, bastava solo un mese e Rosi si sarebbe potuta salvare. Questa legge è arrivata troppo tardi. Rosi è sotto terra e nessuno potrà più restituirmela. Spero però che si salvino altre donne». Teresa Matassa accoglie così la notizia dell'approvazione del decreto anti-femicidio. È arrabbiata, stanca di soffrire e nella sua casa della borgata di Villagrazia non trova più pace. La donna è la mamma di Rosi Bonanno, la venticinquenne di Palermo uccisa il 10 luglio scorso con sedici coltellate dall'ex convivente davanti al loro figlio di due anni. Lui, Benedetto Conti, è stato arrestato dopo il delitto, ma in un anno e mezzo era stato denunciato sei volte dalla sua ex.

Rosi aveva denunciato e poi ritirato quattro delle sei querele

Parla la madre di Rosi Bonanno, uccisa dall'ex convivente a Palermo davanti al figlio di due anni

“Mia figlia ritirò quattro querele con questa legge ora sarebbe viva”



Troppo tardi

Bastava decidere un mese prima e l'avremmo salvata. Spero che ora si riesca a fermare la strage



LA TRAGEDIA

A sinistra, Teresa Matassa e la figlia Rita

presentate. Adesso la legge prevede che la denuncia non si potrà più ritirare, proprio per evitare le minacce del partner violento.

«È esattamente quello che è successo alla mia Rosi. Ogni volta che lei presentava denuncia, lui tornava, la minacciava, si prendeva il bambino, e lei per riuscire a conquistare un po' di serenità ritirava tutte. Noi le avevamo im-

pedido di rivederlo, le dicevamo di non aprire la porta di casa. Lei si era trasferita da me da qualche mese. Quella mattina maledetta io e mio marito eravamo fuori e Rosi ha aperto la porta perché lui voleva vedere il figlio».

Adesso la polizia potrà allontanare un marito violento senza attendere un provvedimento della Procura.

«Sotto casa nostra carabinieri e polizia arrivavano ogni giorno.

Tutte le telefonate sono registrate. In un anno e mezzo dalla prima denuncia è stato un delirio di segnalazioni. Rosi sarebbe stata salvata se le forze dell'ordine avessero potuto allontanare quell'assassino. Invece lui faceva quello che voleva e nessuno lo ha mai mandato via».

Cos'è desiderato per il futuro della sua famiglia? Avete un'assistenza legale?

«Siamo seguiti da due avvocati donne, Paola Rubino e Daniela Bulloce, che stanno curando gli aspetti penali e civili. Usufruiamo del gratuito patrocinio. Per la mia famiglia chiedo solo giustizia. Giustizia per Rosi, per il mio ripotino rimasto orfano, per me e per mio marito. Quell'uomo non deve più uscire dal carcere. Solo così Rosi potrà riposare in pace».

Accanto alla donna arriva il figlio di Rosi, guarda la foto della madre e con un sorriso dice: «Ciao mamma, buon riposo».

88/Foto: G. M. / A3

Offerta valida per immatricolazioni fino al 31/08/2013 per Fiesta 5 porte 1.0 EcoBoost 80CV a fronte di esitanazione e gratuita di vetture immatricolate entro il 31/12/2013. Solo per vetture in stock, grazie al contributo dei Ford Partner. IPT e contributo per lo smaltimento pneumatici esclusi. Fiesta: consumi da 4,1 a 7,7/95/100 km (ciclo misto); emissioni CO₂ da 107 a 129 g/km. Messaggio pubblicitario con finalità promozionale. Le immagini presentate sono a titolo puramente illustrativo e possono contenere accessori a pagamento.

Ford
EcoBoost 1.0
Motore dell'Anno
2012 e 2013

“Piccolo quanto
sorprendente
per potenza
e consumi”

Quattroruote.it



FORD FIESTA 1.0 80CV € 9.950
5 PORTE, Clima e Sound System con USB



Go Further

Martedì 13 agosto 2013 | Il Giornale

CRONACHE | 17

DRAMMA A GENOVA La vittima è un'italiana di 46 anni

Sfigurata con l'acido da uno sconosciuto

Agguato nello spogliatoio di una ditta di pulizie. La donna rischia di perdere un occhio: «Mai ricevute minacce»

Stefano Vedevidich

■ L'ha aspettata in persona, nascosto dietro gli armadietti dell'ospedale. Quando D.F., una donna di 46 anni, arriva, lui balza in avanti e getta addosso una sostanza velenosa.

Un liquido ancora non identificato, probabilmente acido mariano, che le brucia il volto e le braccia della povera, ferendole gravemente un occhio. I medici hanno ricostruito alcuni gravi

alla corsa. L'ennesima storia di vendette al vertice è accaduta a Genova, nell'ospedale Galliera dove la vittima lavora come addetta alle pulizie. «Sono stata sorpresa alle spalle da un uomo con il volto coperto. Mi ha spruzzato dell'acido mariano ed è fuggito» le poche

ORRORE
L'aggressore aveva il volto coperto. Una collega: «Urla terribili»

parole messe a verbale dai carabinieri. Una sua collega ha aggiunto: «Ho sentito delle urla terribili e sono corsa ad aiutarla».

La Procura di Genova ha aperto un fascicolo contro ignoti per il reato di lesioni gravi. Il pm ha dato incarico di

analizzare la sostanza utilizzata per ferire la donna. Un medico legale, inoltre, valuterà l'esatta entità delle lesioni riportate alla corsa, al volto e alle braccia. D.F., separata dal marito, vive con i suoi tre figli (due minorenni) nell'abitazione del compagno, in zona San Teodoro.

Il marito, in un primo momento il sospetto numero uno, sarebbe escluso al fatto: il cavaliere sembra attendibile. Avrebbe raccontato che al momento dell'aggressione, ave-

nuta alle 6 di ieri, si trovava a casa con i figli. L'uomo avrebbe anche problemi di deambulazione. Il medico legale dovrà chiarire la natura delle lesioni sconosciute, tanto da impedire agli di fuggire di corsa come in certi tentativi di infellicione abbia fatto l'aggressore.

La donna, dopo esser stata accolta dai medici di Mora delle Cappellette, è stata ricoverata nella clinica oculistica del San Martino. «Non so nulla, non riesco a immaginare chi possa essere stato» chiosa l'ex marito agli investigatori che lo hanno ascoltato come persona indiziata dei fatti.

I carabinieri cercano di ricostruire la vita sentimentale della donna per arrivare all'autore del gesto.

Il marito da tempo la assillava. Come è certo che il crimine, lech'è ha ferito conosceva bene le sue abitudini, aspettando il suo arrivo sul posto di lavoro, negli spogliatoi riservati all'impresa di pulizie.

Fra gli ultimi episodi di vendetta al vertice quelli accaduti a Pesaro e a Roma la scorsa primavera. L'avvocato Lucia Arcobaldi di Urbino, 36 anni, è stata aggredita con l'acido al volto ad un momento della

CORPO NEL BAGAGLIAIO

Uccisa a coltellate in manette l'avvocato stalker: era il suo ex

■ Espugnazione del corpo coltellante Lucia Bellucci, il cui corpo è stato trovato nell'auto dell'ex fidanzato a Verona, nel girage della madre dell'uomo.

Lui, Vittorio Ciccolini, è un noto avvocato veronese di 44 anni; ha lasciato alcuni messaggi, anche nello studio legale, con la parola «aperta».

La vita dei carabinieri che lo conoscevano Vittorio Ciccolini si è messa a correre e l'avvocato Vittorio Ciccolini, 44 anni

LA VITTIMA È L'INGAGATO
Lucia Bellucci, 31 anni - da qui la prima versione, secondo la

quasi parzialmente crollando pagging - ma è stato fermato. La vittima aveva fatto ricorso a un'agenzia di massa per stalking.

la presenza di Trento, dopo la fine dell'investimento avvocato durato due anni.

Braccatore di Lucia era chiuso nel bagagliaio dell'auto dell'ex fidanzato Lucia Bellucci, 31 anni, marchigiana, originaria di Perugia, in provincia di Pesaro-Urbino, era scomparsa da Pinerolo, la provincia di Trento verso il, dopo aver cenato con l'ex fidanzato. La vittima si sarebbe incontrata con l'ex fidanzato, con il quale avrebbe trascorso proprio la serata di venerdì, come hanno testimoniato anche i vicini del ristorante.

Secondo quanto accertato finora dai carabinieri la vittima si sarebbe incontrata con l'ex fidanzato, con il quale avrebbe trascorso la serata di venerdì mandando un sms ai servizi di Spazio Roma e venendo poi picchiato a bastonate dal marito del secondo. La coppia è stata attentamente sorvegliata dai carabinieri, finché l'auto dell'uomo, una Bmw serie I giriga, non è stata ritrovata nel girage della mamma della. A quel punto i carabinieri e i vigili del fuoco hanno aperto e ci sono troppi di fronte alla macchina scoppiata.

«Conoscevo bene Lucia, una ragazza che qui era amata da tutti - ha detto il sindaco di Perugia, Francesco Bellucci, appena la notizia - È una ragazza che ha colpito il cuore della città».

VENTENNE IN VACANZA IN GRECIA



Sciarpa nell'ingranaggio Finisce strangolata dalla moto da spiaggia

Potrebbe arrivare a trovarsi in Italia la salme di Giulia Grassi, 22enne di origine palermitana, residente da tempo a Napoli con la madre, iscritta alla Facoltà di medicina e chirurgia, morta a Mykonos, isola greca in un incidente causato da un pareo usato come sciarpa, impigliatosi nel motore del quad su cui viaggiava. Infranto su



dolore di amici e conoscenti affranta una persona splendida, sempre sorridente, simpatica, disinvolta, scivola gli amici. È ancora «non deciso a non pensare, non riesco a credere», la mia morte sa a 32 giorni fa quando non aspettavi altro che partire per le vacanze. Giulia Grassi aveva trascorso una settimana nell'isola greca e poco prima di partire aveva fatto sapere le amiche che partiva per una breve escursione sul mezzo a quattro ruote, andata come passeggiare. Il solito pezzo di stoffa era stato usato per proteggere dal sole. Una bagagliaio italiana che è costata la vita a una ragazza solare e ben voluta da tutti. Amici e parenti sono distrutti dal dolore

Due tragedie nel fiume Tra Veneto e Trentino

Per salvare il cane cade nel torrente e muore

■ È morta nell'ospedale Santa Chiara di Trento una ragazza di 19 anni della provincia di Trento caduta in un torrente per recuperare il proprio cane. La tragedia è avvenuta in Val di Susa, in Trentino. Diana Marzetta, di via Vedevidich (Trento), secondo un'ipotesi ricostruita è stata travolta dal filo del canino che si era agganciato al braccio di una ragazza che si era acciacciata per recuperare il proprio cane. Il torrente Chiese ma è però abbastanza scivolato rocciosi. Il cane è stato recuperato e il proprietario è stato informato prima del fidanzato e poi del soccorritore conosciuti loro di trovare il corpo della ragazza una cinquantina di metri più a valle. Recuperata e trasportata con l'elicottero a Trento, la ragazza è morta nonostante i ripetuti tentativi di rianimazione.

È sempre stati tre ragazzi di origine marocchina, due quindicenni e un diciannovenne, sono scomparsi dopo essersi tuffati nel fiume Adige a Carzano

Aveva 19 anni. E tre ragazzi si tuffano nell'Adige e vengono travolti dalla corrente

re, nel Veneto, dove abitavano. Le ricerche dei vigili della Guardia di finanza ripresero ad essere frenate da un solo donna in località Marzetta dove i tre stavano facendo il bagno. Secondo le prime ricostruzioni, pare che uno dei due quindicenni fosse in difficoltà e che gli altri due stiano scesi ad aiutarlo. L'ul-

time è stato dato dal bagnante attorno alle 14.30. Alle operazioni di ricerca partecipano anche i soccorritori, la polizia, i carabinieri e i soccorritori, le nautiche sono pericolose. Il fiume in alcuni tratti è molto profondo e pare che due ragazzi abbiano osato scendere. Solo due giorni fa un'altra tragedia

due al posto di morti dopo un solo vertiginoso di 600 metri. Una guida francese è stata ferita e estratta in un'operazione di salvataggio sul massiccio del Monte Bianco. Dopo numerose scorse, l'equipaggio dell'elicottero del soccorso alpino è saldato due giorni ha individuato i corpi di Francesco Bellucci, di 53 anni e del suo cliente Xavier Chamber, di 34 anni. Sono venute a scendere 3.200 metri di altezza all'interno del parco, al piede delle pareti bianche, una zona impervia che ha reso difficile per le operazioni di recupero durante più di due ore. Di loro non si sapeva più nulla dalle 5 di sabato scorso quando, con le prime luci dell'alba, hanno lasciato il rifugio Monzino che sovrasta la Val Vey, diretti verso la cresta del Broccard che avevano scelto come impegnativo itinerario di salita verso i 4.110 metri di quota della cima del Monte Bianco.

GENOVA
Diana Marzetta, 19 anni, in una foto tratta dal suo profilo Facebook. La ragazza è morta nel tentativo di salvare il suo cane



la Repubblica
MERCOLEDÌ 14 AGOSTO 2013
12

LA VIOLENZA SULLE DONNE



- LA CENA**
Venerdì sera Vittorio Ciccolini invita Lucia Bellucci al ristorante a Spiazzo "per chiarità"
- L'ASSASSINO**
A mezzanotte, in una strada di campagna, la uccide dentro la Bmw con quattro coltellate
- LA FUGA**
L'avvocato lascia nel box il corpo, vaga nel Veronese due giorni, pensa al suicidio
- LE MISSIVE**
All'ex marito e al padre di lei, due volte? agosto, parla di due omicidi: «Io ho subito quello morale»

Le tappe

“Lucia mi ha ucciso moralmente ora ci sarà un altro omicidio”

il delitto annunciato in due lettere

L'avvocato aveva scritto al padre e all'ex marito: mi prende in giro



DAL NOSTRO INVIATO MASSIMO PISA
TRENTO — Ci sono due lettere e una lama troppo lunga per essere quella di un coltello da fanghi a inchiodare il pentito Vittorio Ciccolini. Che la procedura e le prove per omicidio volontario premeditato, occultamento di cadavere e porto abusivo di arma — i casi per cui il procuratore capo di Trento, Giuseppe Amato, ha firmato l'atto fermo — le conosce bene, e sa che non basta la sua lunga eccelsa confessione del massacro di Lucia Bellucci per scagiarlo l'ergastolo. L'omicidio era annunciato in quei due fogli A4 stampati al computer che il difensore avvocato venisse assente dal tribunale e del porcino dice di aver spedito a Paolo, l'ex marito della ex fidanzata, e papà Giuseppe Bellucci, e che finora non risultano recapitate. Sono datate "7 agosto" ed

La confessione senza lacrime: "Ho fatto un'oscenità". Prima di morire la ragazza ha lottato

erano nella Bmw coupé di Ciccolini, lì dove i carabinieri del capoluogo veneto hanno trovato il cadavere pugnalato della 31enne estetista pesarese dopo due giorni e mezzo di scomparsa. Dunque, scritte prima e non il sabato sera, a esempio avvenuto, quando l'avvocato sostiene di averle buttate di getto nello studio dell'avvocato Guarente Guarente che ora lo difende.

I numeri
Le donne uccise



era nella Bmw coupé di Ciccolini, lì dove i carabinieri del capoluogo veneto hanno trovato il cadavere pugnalato della 31enne estetista pesarese dopo due giorni e mezzo di scomparsa. Dunque, scritte prima e non il sabato sera, a esempio avvenuto, quando l'avvocato sostiene di averle buttate di getto nello studio dell'avvocato Guarente Guarente che ora lo difende.

gandosi sulla sua relazione con Lucia Bellucci. Tutto era cambiato da quel viaggio in Thailandia della ragazza di fine 2012, da quella schizilla scoccata con Marco, candidato sindaco catanese, ma mai confessata a Ciccolini che una ragazza della fine della storia faticosa a lungo a darsela. Ma è la seconda lettera quella che petrifica. «Ci sono due omicidi in questa storia», scrive Ciccolini a Giuseppe Bellucci — e il primo è quello morale che tua figlia ha fatto a me, mi ha ucciso come uomo». E gli altri insulti per le presunte mancanze di rispetto subite.

na, Lucia Bellucci: gli esiti dell'autopsia, effettuati ieri, sono chiari. Ha capito, quando la Brw non l'ha accompagnata verso lo Chalet del Brenta dove avrebbe dovuto lavorare da sabato scorso, ma si è appartata in una stradina dalla parte di Carisolo. Si è difesa con le braccia, è stata morsa a un polso ed è stata strangolata ma non così forte da ucciderla. Perle quattro coltellate, le tre profonde ai polsini e quella che le ha squarciato il cuore, vibrato con una lama che non si trova. Ciccolini, nell'interrogatorio di lunedì dove ha ammesso: «Ho fatto un'oscenità» ma non ha versato una lacrima,

non ha dato elementi per trovarlo, né documenti e il proprio cellulare che dice di aver gettato. Ha vagato fino a un dirupo sul monte Lessini, dove ha pensato di buttarsi giù col cadavere ma non ne ha avuto il fegato. Ha dormito la prima notte nella madre contesa di Lucia nel box, la sera dopo era in hotel nel veronese, poi è tornato a piedi la domenica mattina a Verona e ha vagato nell'angoscia pensando di gettarsi. Infine ha dormito in pantaloni all'aperto prima di essere catturato. Veniti Fantasio per imbrodolare le acque? «Noi — taglia corto il colonnello Massimo Ciriaci, comandante del carabinieri di Trento — cerchiamo trisconti». Certi erano gli sms mandati a Lucia nei mesi scorsi in cui Ciccolini minacciava. Ma di suicidarsi, non di farle del male. «Tanto che Lucia», spiega l'avvocato Giulia Beugnot che difenderà i Bellucci — si sentiva in colpa». A Perugia la famiglia fa sapere che prima presto per chiedere giustizia. Per ora si sentono solo i singhiozzi del gemello Carlo e l'urlo di mamma Maria Pia: «Me l'hanno ammazzata». Attendendo la salma oggi vorrebbero celebrare subito i funerali, ci sarà il lutto cittadino al posto delle feste di Ferragosto.

Il caso

GIUSEPPE CAJOPALE

PESCARA — Quando le chiedi se ha paura, ora che il suo ex compagno violento, dopo appena un giorno di carcere e una condanna per direttissima di sei mesi (con pena sospesa e che per il momento non dovrà scontare in galera) è già libero, Simonetta F., 35 anni, ex operaia oggi aiuto-cuoca, non risponde subito. Lascia passare diversi secondi, tira un lungo sospiro, guarda i suoi bambini e poi, quasi dispiaciuta, dice "sì".

Simonetta adesso si è chiusa nella sua casa di Copagani, alle porte di Pe-

tra 35enne di Pescara racconta: "Il mio ex compagno scarcerato lunedì dopo il processo per direttissima, eppure lo avevo già denunciato"

“Domenica mi ha aggredito ed è già libero: vivo nel terrore”

scara e non vuole uscire. «Io sono dentro, chiat fuori...», dice sommerso amaro e trattenendo le lacrime. Con lei, a fare coraggio ci sono anche il fratello e il veneto — chiamati dai suoi genitori — per porre rimedio all'ultimo assalto subito. A verificare che quella porta blindata che questa volta le ha salvato la vita, regga, fregga ancora. I danni all'appartamento (vetri rotti, porte divelte, due auto e tre motorini distrutti) sono profondi come i segni che porta sul volto per le tante volte che è stata picchiata.

«In casa ci sono ventimila euro di danni — dice sconziata — ma non è

“Adesso lo sono prigioniera in casa mia e lui è fuori. Chi mi difenderà la prossima volta?”

quello. Tema invece al sol pensiero che la furia del suo ex compagno (M.P. 38 anni, meccanico che domenica notte ha trovato tuta, possa esplodere di nuovo, ora che è libero. «Non si è fermato nemmeno quando ha avuto il divieto del giudice di avvicinarsi a me.

Questa volta però mi uccide», dice abbassando lo sguardo. Il non ridi pacchi come il tribunale di Pescara non abbia tenuto conto della sua situazione, del suo disagio. «Chi mi difenderà la prossima volta? Lei i carabinieri del paese mi hanno detto: se ritorna chiamano il 112. E solo polizia, dicono». Anche loro faticano a credere che l'uomo del quale si era innamorata fin da quando frequentava le elementari, dopo 20 anni di vita insieme, è diventato il suo "mostro", l'uomo violento capace di puntarla a sangue per una parola non gradita, per lo sguardo di lei di un passante. Per una sciocchezza. «An-

che per un fremito...», racconta — con le lacrime che scendono sul viso. Mi era permesso di fargli notare che aveva lasciato il finestrino della mia auto aperto, e che con la pioggia l'acqua era entrata in macchina. Solo per essermi permessa di avvertirlo che non mi ha pestato: sono finita al pronto soccorso con un occhio nero e piena di lividi». Il quel giorno ha trovato il coraggio di sporgere denuncia e poi di andare all'Anas, al centro antiviolenza: «E lì mi hanno insegnato a dire di no. Ho trovato la libertà ma sono andata incontro alla sua furia».



LA VITTIMA E IL KILLER
A sinistra, Lucia Belluco, 31 anni, la donna uccisa a Tronto. A destra, l'assassino Vittorio Cioppini, 46 anni. Sopra, l'auto nella quale l'uomo ha tenuto il cadavere per tre giorni. Sotto, il corpo recuperato dai carabinieri



La tragedia

Avola, la donna mora sul colpo. Negli ultimi venti giorni lo aveva denunciato per stalking due volte

“Ti ammazzo davanti ai nostri figli” poi spara alla moglie e si toglie la vita

DAL NOSTRO INVIATO
ROMINA MARCECA

AVOLA — Aveva caricato con tre colpi il fucile a pallottole calibro 12 comprato al mercato Italepis. Voleva essere sicuro di uccidere la moglie che aveva chiesto la separazione: se stesso e i quattro avevano tentato di fermare quel progetto di morte. Lo aveva detto qualche giorno fa proprio ad Antonella Russo, una donna ormai sfiancata da anni di botte e soprusi: «Ammazzo te e me davanti ai nostri figli». Antonio Mensa, comunista di Avola di 58 anni, padre di tre figli e pregiudicato, era stato denunciato due volte negli ultimi venti giorni per stalking. A denunciare era stata proprio la moglie più giovane di lui di dieci anni. L'uomo non voleva rassegnarsi alla separazione e aveva perfino piazzato di nascosto un registratore nella casa dei suoi cari dove la donna si era trasferita di qualche mese. Poi, lunedì sera la tragedia in un rione alle periferie della cittadina in provincia di Siracusa. Un colpo alla gola della moglie e uno alla sua. Un omicidio-suicidio davanti ai figli di 4 anni, che Antonella Russo teneva in braccio: la donna è riuscita a far scappare il bambino, salvandolo. «Papà ha ucciso la mamma», ha urlato il bimbo. In strada è arrivata di corsa una delle sorelle della Russo che si è vista puntare il fucile al petto. «Sparami, uccidimi», ha urlato sotto shock la donna. Mensa non ha avuto il coraggio e ha



IL DRAMMA
A destra, Antonio Mensa e Antonella Russo. Sopra, il luogo della tragedia



rivoltato l'arma verso sé stesso. Quello di lunedì sera è il decimo femminicidio in Sicilia dall'inizio dell'anno. Anche stavolta la famiglia aveva denunciato. «Il 29 luglio e il 3 agosto mia madre ha denunciato minacce e botte ai carabinieri» — racconta la figlia maggiore della coppia, Denise — ma non è valso a nulla. I carabinieri dicevano che dovevano caglierlo sul fango. Già dieci anni fa lui aveva tentato di ucciderla, voleva spararle e poi ha cercato di strangolarla. Nel 2004 era finito ai domiciliari perché aveva avuto una lite con nostro fratello». «Si stava procedendo d'urgenza per tutelare quella donna, non ne abbiamo avuto il tem-

po», dicono dalla procura. Nella casa di campagna dove abitava Mensa la polizia trovò diversi biglietti sui quali l'uomo aveva segnato tutte le targhe delle auto dei parenti e degli amici della moglie. Per sfuggire alla violenza del marito, Antonella Russo, che lavorava come addetta alle pulizie in una clinica, aveva deciso di anticipare il turno alle quattro del mattino per di entrare che lui la pedinasse. Tutte precauzioni che non le hanno salvato la vita. Ieri alla camera mortuaria di Avola non c'era nessuno per Antonio Mensa. «Per lui nemmeno un funerale, deve marciare», dice una delle figlie.

L'intervista

“Io, ridotta sulla sedia a rotelle dal mio ex eppure in paese continuano a dare ragione a lui”

La storia di Filomena: sognavo di fare il carabiniere, mi scaricò il caricatore addosso

CORRADO ZUCCO

ROMA — Si avvicina al tavolo del salotto sulla sedia a rotelle, la usa con confidenza. Filomena De Genaro ha 35 anni e ha appena mandato i due gemellini fuori a giocare con il papà, capitano dei carabinieri. Non ha l'uso delle gambe, dal 13 gennaio 2006. Gliel'ha tolto l'ex fidanzato. Non accettava di essere lasciata da una donna con cui si era fidanzata in casa. L'ex, colpevole di tentato omicidio premeditato in tre gradi di giudizio, dallo scorso marzo è un uomo libero. «Io, ridotta da lui su una carrozzina, sono stata riformata dai carabinieri». Sognava di diventare maresciallo da quando era bambina.

Chi è il suo ex fidanzato, Filomena?

«Marcello Monaco, 38 anni, cresciuto in un paese di cinque mila abitanti in provincia di Foggia, la ridotta Stomacella. Due fratelli, una sorella e un padre che non ha mai consentito alla moglie di uscire di casa, neppure per fare la spesa».

Perché si è fidanzata con Marcello Monaco?

«Perché avevo sedici anni, perché vivevo dietro casa di mia nonna. Siamo cresciuti insieme e sembravo un bravo ragazzo».

In dieci anni da fidanzata ha mai avuto le mani?

«Mai. Mi ha solo confinata più volte, l'ho saputo dopo».

Lei, diplomata, decide di salire a Roma per laurearsi.

«Sì, e Marcello non mi lascia. Mi ha dato il permesso di salire, ma l'avevo



PRIMA E DOPO
A sinistra, Filomena De Genaro al corso per carabinieri nel 2006. A destra, sulla sedia a rotelle e con il marito e i figli

fatto lo stesso. Ho sempre avuto le idee chiare, in casa mi chiamavano la marescialla».

Dopo quattro anni, lei psicologa, Marcello la raggiunge.

«Contro voglia. Roma non gli piaceva, aveva nostalgia. A Stomacella la sua è una delle famiglie più numerose. Per due anni ha fatto la guardia giurata, ma non voleva lavorare di notte. Il sabato, la domenica. Dopo due anni è tornato a casa, inizia a capire che i nostri sogni sono destinati».

A Roma parte il primo concorso per carabinieri donne.

«Migliaia di candidati, ce l'ho fatta il secondo anno. Inizio a frequentare la scuola di Velletri».

Deve conoscere il suo attuale marito.

«Sì, è il mio istruttore. Allora un incontro».

Ottobre 2005, al suo fidanzato cosa dice?

«Che non posso più amare, che

volevo una vita diversa».

Come la prende?

«Non l'ho mai accettato. Mi chiamava tutti quei sudistiare come me».

Non sopportava di essere stato lasciato. Con sua madre aveva programmato il fidanzamento, il matrimonio. Mi avrebbe voluto in casa, ad accudire».

La situazione precipita.

«Sotto le frasi di Natale faccio una telefonata che mi spaventa».

Marcello mi racconta di una visione arcaica di Sicilia, una regione. Mi parla di un'oscura presenza al mio fianco».

Il capluogo dei carabinieri?

«Non so cosa è, ma lo conosco poco».

Per?

«Il sei gennaio, l'Epifania, lui è di nuovo a Roma. Scema al cittadino, non gli apro. Al telefono lo convinco a tornare a casa».

Una settimana dopo è di nuovo a Roma. Arrivato.



La pena ridotta

È stato condannato a 11 anni e 8 mesi, ne ha scontati sette. Per mia madre vederlo ogni giorno è un dolore immenso

L'ultimo incontro

Quando lo lasciai lui la prese male. Mi convinse a salire in auto. Disse: “O mia o di nessun altro”, poi comincio a sparare

La nuova vita

Fu un uomo dell'Arma a salvarmi, fermandolo prima che mi uccidesse. Quell'uomo poi è diventato mio marito



«Mi voleva parlare un'ultima volta. Ho accettato di salire in auto con lui, vicino alla fermata della metropolitana. Il mio istruttore era appostato vicino a casa, dietro l'angolo».

Per un'ora Marcello mi dice che devo sposarlo, rispondo che è gratis. Apro la portiera e corro via. Mi segue con un piede bloccato al portellone e tira fuori la pistola. Mi scarica addosso i primi colpi, credo sanguinante. Gli dico: “Il prego, fermati”. Lui: “O mia o di nessun altro”, finisce il caricatore».

Un proiettile buca i due polmoni e lesiono il midollo».

«Da allora vivo su una sedia a rotelle, da dove cresco due bambini. Il mio istruttore viene a trovarmi in ospedale tutti i giorni. E lì, in una corsia di ospedale, che ci siamo innamorati. Mi racconto come quel giorno, sull'uscio di casa, intervenne e fermò Marcello sparandogli alla schiena».

Che successo, poi?

«Il mio è stato condannato a undici anni e otto mesi, ne ha scontati sette. Il giorno dopo la scarcerazione, il 21 marzo, si è presentato a Stomacella. Si vede, tranquillo, con gli amici. Lo vede con dolore mia madre, lo vede mio fratello. E lui non ha mai detto una parola che somigliasse a pentimento».

Lei?

«Ho sposato il mio istruttore, ho incassato il mio muro di divorzio con i tre del 1982 e ora è presso a Velletri l'imprenditore Totò mi ha regalato questa casa. A Stomacella, sì, le donne danno che lo faccio la star in tv. E lui, il bravo ragazzo che voleva uccidermi, per colpa mia è finito pure in carcere».

gale che si occupa prevalentemente di diritto di famiglia e amministrativo. Anche lui praticante, anche lui ventotenne, anche lui appassionato di lunghe e scritte come lei al gruppo marciatori udinesi. «Io ero andato avanti, poi mi sono fermato ad aspettare sulla provvisoria ma lei non arrivava e allora sono tornato indietro...» dirà poi ai carabinieri di Udine, coordi-

Macerata
Uccide l'ex
L'aveva
minacciata

Anni di liti e contenziosi, frutto di una separazione difficile. Un emulio ammucchiato, quello di Maria Pia Rigoni, 66 anni, titolare di una rivendita di pesce a Chiavariya Marche, accoltella dall'ex marito Graziano Palumbo, 46 anni. L'uomo ha straso la donna sotto casa: questo è uscito poco dopo le 9 per andare all'alta del mercatoatico. Una aggravia e accoltella, poi è rimasto nel luogo del delitto saccon con i ferma inseguita in mano.

I primi rilievi
Il medico legale che ha effettuato i primi rilievi sul posto ha potuto constatare che la vittima è stata colpita più volte con una lama, probabilmente un coltello.

Ripeto, siamo tutti increduli. I carabinieri hanno ascoltato anche l'ex fidanzato della vittima ma il mistero rimane: è come se dai prati del Combrò sia comparso improvvisamente un mostro che ha preso, ucciso e nascosto Silvia nell'erba, dove amava correre con Giacomo.

La storia

Crohn, 66 anni, artista, scrittore e giornalista, dal 1978 si è preso cura del compagno Jerry Green, una delle prime vittime del virus

La solitudine di Stephen, immune all'Aids
Suicida l'uomo che stupì la scienza
«Ha visto morire tutti gli amici»

DAL NOSTRO AVIATO
NEW YORK — «È difficile vivere con questo dolore, quest'angoscia continua: ogni anno perdi persone care. Sei, sette. Anche la settimana scorsa: sfoggio un giornale e trovo il necrologio di un amico carissimo. È dura quando l'Aids si porta via amici così giovani e la cosa va avanti per decenni. Come in una guerra senza fine. Finì il 1999 quando Stephen Crohn, l'artista gay diventato famoso in tutto il mondo con l'uomo immune all'Aids, raccontava in un'intervista televisiva la fatica di vivere — o meglio di sopravvivere — agli amici che morivano intorno a lui.

La scheda
Il defunto
Stephen Crohn aveva un raro difetto genetico, una sorta di maltrattamento di un ricettore del Ccr5, che rendeva le sue cellule «intramucabili» al virus dell'Hiv, impedendo all'invasore di legarsi ai recettori scaturiti dal feto. Il famoso paziente morì di un'infiammazione del pancreas che bloccò il ricettore Ccr5 e questo difetto in alcuni soggetti che hanno reso l'Aids cronizzabile e quindi curabile.

po anno veniva risparmiato dal virus. Il motivo lo scoprì quando andò a raccontare il suo caso agli scienziati che stavano studiando il nuovo flagello. Ci volle poco a scoprire che un raro difetto genetico rendeva le cellule di Crohn impermeabili al virus: il maltrattamento di un ricettore, il Ccr5, teneva il virus dell'Hiv fuori dalle cellule, impedendogli di infettare l'Aids di scatenarsi. Lo spiegò, a suo modo, lo stesso Crohn: «Per attaccerti, il virus ha bisogno di infilare due chavi nelle due toppa che ci sono sulle tue cellule. Ma nelle mie una di queste due toppa non esiste proprio».

A New York
Stephen Crohn in una foto del 1996. È morto all'età di 66 anni (Nancy Siesel/The New York Times)

Stephen ha combattuto a lungo coi suoi fantasmi e i suoi rimorsi, ma alla fine ha ceduto e si è suicidato. Se n'è andato in silenzio, a 66 anni, qui a New York, la sua città. È successo il 23 agosto, ma i familiari hanno fatto trapelare la notizia solo in questi giorni. Deciso da un'invincibilità percepita come una garanzia, una condanna a vivere, analizzata una fortuna. Perseguitato dall'angoscia per non aver seguito il

desiderio di tanti suoi cari: anni, per l'impossibilità di seguirlo a causa di un difetto genetico che aveva reso i suoi globuli bianchi immuni al virus Hiv, quello che provoca l'Aids.

«Difficile comprendere le cause ultime di un suicidio. In questo caso, poi, ti puoi interrogare sul perché di un gesto così disperato a tanta distanza dagli anni in cui questo artista estroverso — allora un trentenne che si divideva tra la pittura e l'attività di editore delle guide di viaggi Podar's — aveva subito le perdite più dolorose. Il trattamento virus aveva colpito Crohn negli ultimi più cari quando ancora nessuno sapeva cosa fosse l'Aids: nel 1978 Jerry Green, il giornalista suo compagno di vita, perse all'improvviso 15 chili, diventò cieco e cominciò a contrarre ogni tipo di infezione. Morì nel 1982, due anni prima della scoperta di questa micidiale malattia del sistema immunitario.

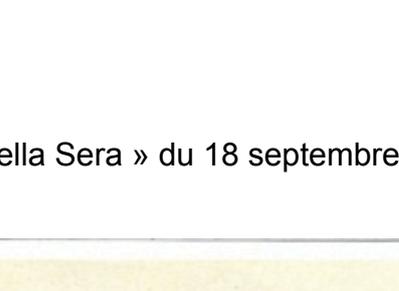
Guerra infinita
«È difficile vivere con questo dolore continuo: ogni anno perdi persone care, come in una guerra senza fine»

quasi mortale è ora finito in alcuni dei «cocktail» che hanno reso l'Aids cronizzabile e, quindi, curabile.

«Quella della ricerca deve essere una tradizione di famiglia», diceva Stephen, quando aveva ancora la forza di fare dell'ironia, sfoderando il finto di essere il nipote di Barilli Crohn, lo scottatore dell'annuncio morbo inestinguibile. Ma ormai Crohn non serviva più nemmeno alla scienza. E ha deciso di farla finita.

Massimo Gaggi

schwitz, Levi, che si tolse la vita nel 1987, dopo l'Olocausto trovò una ragione di sopravvivenza nella missione di lacerare con i suoi scritti terribile della storia dell'umanità.



© NEW YORK TIMES

la Repubblica
Venerdì 24 settembre 2013
n. 22

CRONACA

Strangolata dall'ex, da mesi chiedeva aiuto "Salvatemi, quel pazzo vuole uccidermi"

Shock a Villacidro, in Sardegna. L'assassino ai carabinieri: ho fatto una cavolata

MAURO LESSA

CAGLIARI — Lei Favera lasciato dopo quattro anni di litifuribonda, lui la pedinava, la tempesta di sms e di telefonate. La minacciava: «Ti ammazzo, prima o poi ti ammazzo» e un'ora dopo la rassicurava: «Tant'quella stellina mia, ti voglio bene». Si chiama Maria e Villacidro, un paese a quaranta chilometri da Cagliari, è accaduto questo Maria Deligia, 29 anni, temeva. Un timore estremo appena l'altro giorno ai carabinieri del paese: il suo ex, Giuseppe Pinna, 36 anni, l'ha aspettata sotto casa e quando lei è uscita per sollevare la saracinesca del bar-tabacchi dove lavorava l'ha strangolata, caricata su una Fiat Bravo e trasportata in campagna.

Erano le cinque e mezzo del mattino e pochi minuti dopo è stato lui stesso, l'assassino, a chiamare il 112: «Ho fatto una cavolata, ho ucciso Maria e adesso vado ad ammazzarmi». Le ricerche sono scattate all'istante, i carabinieri hanno usato un elicottero mentre la procura ha autorizzato l'uso del sistema informatico per rintracciare il suo cellulare.

**Lei 29 anni, lui 36
All'uscita della
caserma i parenti
della giovane
tentano di linciare**

mentale con una vedova s'era chiuso anni prima per le sue brutalità, fu minacciato e denunciato. Stessa storia con Maria: quattro anni insieme fra alti e bassi ma pagati a caro prezzo, finché la giovane donna era

riuscita a dire basta. Basta al fidanzamento, ma non alle conseguenze: «Mi pedinava, mi minacciava, vuole uccidermi» aveva denunciato Maria ai carabinieri di Villacidro. Più volte era andata in ca-

serina a chiedere aiuto: «Cosa devo fare? Non posso fuggire dal male, gli voglio bene. Vorrei solo che mi lasciasse in pace, devo ritrovare la mia tranquillità».

Il 6 settembre, all'ennesima

minaccia, i carabinieri erano riusciti a ottenere una misura: l'ammazzamento del questore. Procedure, lungaggini, non c'è stato il tempo di notificarlo con le formalità che la legge prevede a quell'uomo che ormai sembrava impazzito e che continuava a lanciare le sue minacce. Fino a ieri, quando il fratello di Maria ha sentito un urlo di primo mattino, veniva dalla strada: «Non ci ho fatto caso, ma poi mi ha chiamato il titolare del bar per chiedermi di Maria, la sua storia era vuota ma non era andata al lavoro». Era già morta da un'ora, quell'urlo è stato l'ultimo atto della sua disperazione.



IL CORPO IN AUTO
A sinistra, Maria Deligia, la ragazza uccisa a Villacidro. Dopo averla strangolata, l'assassino si è portato via il corpo in auto



Il caso

Il fidanzato le spara, lei non lo denuncia lui torna il giorno dopo e l'ammazza Taranto, vittima una ventenne. È morta dopo una settimana di agonia

MARIA CHIARELLI

TARANTO — «Perché sono al Sud se su a Como stavo bene, senza pensieri, senza paure e senza problemi? Voglio scappare via di qua». Era il 31 luglio, così scriveva Liria su uno dei suoi profili Facebook (ne aveva almeno tre). Occhi truccati, volto emaciato e stivali biondi, lei stupiva con Adorava Emma, cantava canzoni napoletane e litigava con il suo fidanzato Mimmo, 34 anni, già a Stabia, ex borgo di Taranto, lì dove l'Ilva deposita i suoi rifiuti.

Ma Liria Pagliarolo, vent'anni tormentata, è morta diversamente, uccisa dal proiettile di una pistola scacciata nei suoi piedi, una calibro 22, che Mimmo De Liso nascondeva ancora nei pantaloni quando il 15 settembre è stato fermato dai carabinieri. Una settimana di agonia, ricoverata nell'ospedale di Taranto, poi l'altra notte è deceduta. E per il suo fidanzato-assassino l'accusa si è trasformata in omicidio volontario.

Due volte, in 12 ore, ha puntato la pistola contro di lei, colpendola la sera prima ad un fianco e perforandole un rene. L'addosso mattina all'emittente sinistra. Nel mezzo, una notte di silenzio e dolore, che Liria ha tenuto per sé, senza chiedere aiuto a sua madre che viveva al piano di sopra e che l'ha soccorsa solo la mattina del 15 settembre, chiamando il 118 mentre il giovane sparava ancora contro la sua auto e contro l'ambulanza che portava via la



ragazza. Una palazzina a due piani nella zona residenziale di Stabia, fra eridine alberate e cortili spioventi, nel cuore di un giardino ben curato. Lì, al primo piano, viveva Liria con Mimmo, nato in paese come una "bestia calda", numerosi episodi di violenza sessuale, tossicodipendente con precedenti per spaccio di droga. Senz'alveo, sempre pronto ad aggredire. Di urla in casa se ne era

La prima volta il proiettile lo aveva colpito un fianco e perforato un rene: ma Liria era rimasta a casa a curarsi da sola

TRAGEDIA ANNUNCIATA

Liria Pagliarolo lavorava nella lavanderia della madre a Stabia, hinterland di Taranto

no sentite, soprattutto da quando sua mamma si era trasferita al piano di sopra. E non le credevano i vicini quando lei, con gli occhi gonfi e il viso graffiato, si giustificava: «È stato il gambo. L'ho pigliato tutto: non mi faceva dormire». Si è giustificato lui dimmi al gip del tribunale di Taranto, Pompeo Carone durante l'udienza di convalida del fermo — In quella casa mi trattavano come un nemico, non ero libero nemmeno di chiede-

re un caffè». Una personalità bipolar, così lo ha inquadrato il suo difensore durante la stessa udienza, chiedendo contrattualmente una perizia psichiatrica. «Ha dimostrato di essere soggetto portatore di una spiccata e assoluta inclinazione alla violenza — ha intrinsecamente il giudice — e di non avere scrupolo di utilizzare con disinvoltura armi da fuoco». Per la mamma di Liria, un animale.

Ogni giorno al lavoro con la mamma in lavanderia, e poi le frasi su Facebook: «Mi hanno detto che la vita è una puttana, ma veramente parlo». L'ultimo testamento di Liria, il 10 agosto. Perché lei si impallava i suoi amici di Como, che aveva lasciato un anno e mezzo fa, si faceva fotografare in pose stoniche, con le labbra tinte di finto sangue. Ma poi abbandonava la musica metal e scriveva sul suo profilo frasi di struggenti canzoni napoletane, dedicate a giovani mamme violente, ad amori impossibili, perché «si cambia nella vita».

www.larepubblica.it

1 NO AL SESSISMO
"Nuovi occhi per i media" è il progetto per scuole superiori della scrittrice Lorella Zanardo: analizzare il linguaggio dei media per scoprire sessismo e razzismo

2 I LIBRI DI TESTO
Nei testi per le elementari la ricercatrice Irene Biarnini dimostra che le donne sono sempre meno o streghe, i maschi fanno invece professioni importanti

3 MANUALE PER I LICEI
Giuseppina Prilla, docente di sociologia, ha pubblicato un manuale per le scuole superiori intitolato "C'è differenza" dove si raccontano le conquiste delle donne e il femminismo

4 NUOVO ALFABETO
In 500 scuole primarie francesi è partita "Abcd de l'égalité": il programma ministeriale per insegnare ai bambini a combattere omofobia e discriminazioni

5 L'ASILE NEUTRO
In Svezia l'asilo Egalia abolisce la distinzione tra maschi e femmine: per 40 bambini da 1 a 6 anni giochi uguali e pronomi neutri. Così la maestra insegna ai più piccoli la parità tra i sessi

6 GIOCATTOI SESSISTI
L'associazione di genitori "Let Toys be Toys" ha costruito il colosso "Toys 'R' Us" a cancellare le distinzioni di genere. Anche Harrold's e Marks & Spencer seguiranno



La storia

(segue dalla prima pagina)
MARIA BENVILLA DE LUCA
DIEGO LONGHINI

BAMBINI e ragazzi chiamati a capire e scoprire cosa vuole dire la parità tra i sessi. Perché di fronte alla tragedia del femminicidio, e di tutte le nuove forme di razzismo, è da loro che bisogna ricominciare. Nelle aule dei più piccoli e in quelle dei più grandi, in palestra, fuori dalle aule, nei campi di calcio, all'oratorio. In quell'età acerba in cui molto si scopre, molto si sperimenta, ma subito si sovrapporgono giudizi, stereotipi. Così nelle scuole elementari di Torino si svolgono lezioni e cartoni animati, e alle medie si discutono di storia, ma parlando, finalmente, dal punto di vista femminile. Educazione sentimentale 2.0. Se a Torino le "lezioni di genere" salgono in cattedra, il movimento si è radicato più ampio. È fatto di genitori, insegnanti, educatori che hanno deciso di agire, preoccupati dalla deriva "maschilista" delle generazioni più giovani. Quelle stesse che quando arriva l'adolescenza partecipano volentieri alle campagne su Facebook, dove il sesso è un'arma, e chian-

Torino la prima città a partire: l'esperimento alle elementari e alle medie

que sia differente viene emarginato, con conseguenze a volte irreparabili. Gli adolescenti saliti, il femminicidio, l'anonimo di una bellezza impossibile... Spiega Umberto Magnoni, direttore del settore formazione del Comune di Torino: «Se ho la giusta percezione della differenza, se riconosco il ruolo dell'altro sesso, so anche che quella persona non è infondata».

In Francia l'hanno chiamato "Abcd de l'égalité", un vero e proprio programma ministeriale per le scuole primarie. In Svezia sono ripartiti dagli asili, in Inghilterra dalle campagne contro i negozi di giocattoli troppo "sessisti", in Italia molti licei organizzano spon-

I numeri
Le donne uccise



Ore 9, lezione anti violenza a scuola arrivano i corsi contro il femminicidio

Così sale in cattedra la nuova educazione sentimentale

tenemente corsi di "educazione di genere". Gran parte di questi corsi, seguiti negli ultimi due anni da oltre sedicimila studenti, sono organizzati da un team coordinato da Lorella Zanardo, manager, scrittrice e autrice di alcuni dei più importanti manuali di educazione "Il corpo delle donne", visto online da 5 milioni di persone. «Dopo il successo di quel documento, in cui mostravo come i media mercificassero il corpo delle donne, ho ricevuto centinaia di richieste da parte di professori e professoressi, che mi chiedevano di incontrare i ragazzi proprio per parlare di questi temi, consapevoli di quanto la televisione in-



IN TV
Oggi alle 13,50 se ne parlerà anche nell'edizione di RNews

televisione e i rapporti tra i sessi». Da qui è nato un fortunato progetto, "Nuovi occhi per i media", con cui Zanardo e il suo team stanno girando le scuole d'Italia. «Mostrano ai ragazzi i programmi che seguono di più, e poi senza mai criticare le scelte, proviamo a far vedere come dietro una semplicistica e spesso infelice contrarietà,

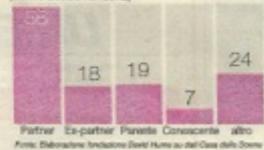
Uno dei tanti quiz di prima serata ad esempio: quando entra la candidata la telecamera prima inquadrava le gambe, poi risale verso il seno, si ferma sulla scollatura, e infine mostra la faccia. Quando entra il candidato sono le gambe a subito sul volto...».

Una decostruzione dell'immagine insomma, che dopo le prime resistenze, i ragazzi iniziano a seguire. Perché, paradossalmente, i figli delle mamme cresciute negli anni della lotta per la parità e del femminismo, stanno vivendo un salto all'indietro nel rapporto tra ragazzi e ragazze. Giuseppina Prilla, docente di Sociologia all'università di Catania, ha pubblicato

di recente un manuale per le scuole superiori dal titolo "C'è differenza". Un viaggio attraverso tutte quelle leggi, dal voto al divorzio all'aborto che hanno cambiato la vita delle donne. Ma un racconto anche della violenza maschile, e della strumentazione del corpo femminile. «Parlando con i miei studenti mi sono accorta che non sapevano nulla di tutto questo. Le ragazze cercano sempre di più di assomigliare a stereotipi tradizionali, i maschi si offendono se si chiede loro chi lava i piatti in famiglia...».

Da una parte la sessualità sempre più esibita e precoce, dall'altra una grammatica dell'amore mista di simboli che si pensano superati per sempre. «Nella mia classe ho delle studentesse brillantissime ma del tutto slegate alla ruota dei loro fidanzati coetanei», racconta Maria Mirani, prof di Matematica di Cagliari. «Negli ultimi anni ho visto affievolirsi il sentimento di autonomia delle ragazze e aumentare il senso di egoismo dei maschi in quanto maschi. Una vera regressione». Che ci sia ormai uno scarto inedito tra ciò che sono le bambine e le ragazze e la loro rappresentazione nella società è sempre più evidente. Lo sottolinea Irene Biarnini, ri-

L'autore del delitto
(donna uccisa nel 2012)



Fonte: Elaborazione Indagine Denti Nera sul Caso della Senna

Lo stalking

Dall'entrata in vigore della legge del 2009



Dalla Svezia alla Francia, all'estero già molte iniziative per promuovere la parità tra i sessi

omantica di Scienza dell'Educazione all'università di Firenze, che ha analizzato decine di libri di testo delle scuole elementari, per descrivere poi il ruolo femminile che ne emerge. «Un'analisi sconcertante — ammette Biarnini — i maschi fanno almeno 56 professioni diverse, e molte prestigiose, e le donne soltanto 13, e tra queste ci sono la mamma, la fata e la strega...». E naturalmente anche la maestra, visto che l'82% del corpo docente è femminile, ma purtroppo e paradossalmente, «sono le stesse insegnanti a vedere modelli di maschi, e infatti proprio dalla loro formazione che si dovrebbe ricominciare».

L'incontro
Donne nel mirino, in Senato ne discutono i direttori dei giornali

RICMA. — Per il rispetto e la dignità delle donne nella loro rappresentazione nei media e nell'informazione, e la prevenzione della violenza. Questa mattina al Senato (Sala Zuccheri di Palazzo Giustiniani) si terrà un incontro sulla Convenzione di Istanbul. Interverranno i presidenti di Camera e Senato, Grasso e Boldrin; Valeria Fedeli, vicepresidente del Senato; Anna Maria Tarantola, presidente della Rai; Mario Calabresi, direttore di La Stampa; Ferruccio De Bortolo, direttore del Corriere della Sera; Massimo Giannini, vicedirettore di Repubblica; Sarah Varetto, direttore di Sky Tg24; Luisa Betti, Articolista e Giulia. Concluderà Luigi Zanda, presidente del Gruppo Pd del Senato.

presidente del Senato; Anna Maria Tarantola, presidente della Rai; Mario Calabresi, direttore di La Stampa; Ferruccio De Bortolo, direttore del Corriere della Sera; Massimo Giannini, vicedirettore di Repubblica; Sarah Varetto, direttore di Sky Tg24; Luisa Betti, Articolista e Giulia. Concluderà Luigi Zanda, presidente del Gruppo Pd del Senato.



Taranto Ilaria aveva 20 anni. L'assassino: mi sentivo oppresso

Le spara due volte, lei non lo denuncia e muore dopo 7 giorni

La prima ferita a un rene: si era curata da sola

TARANTO — Sette giorni di agonia. Poi la morte che arriva nella notte tra domenica e lunedì nel reparto di Riabilitazione del Santissima Annunziata di Taranto. Ilaria Pagliarulo, 20 anni, era stata ferita una settimana fa dal suo convivente: due colpi di pistola sparsi a distanza di dodici ore l'una dall'altra in una villa di Marone, fra i comuni di Taranto e Grottole. Durante la loro convivenza, la ragazza aveva già subito — è la lettura dagli inquirenti — angosce e ansie. Poi, venne era stata picchiata, ma non aveva mai avuto il coraggio di denunciare il fidanzato. Forse per paura di alienarsi nei confronti della sua famiglia che vive nell'altra spon-



Ilaria Pagliarulo. In alto: la sua agonia è durata una settimana

dentale l'avvocato difensore di De Blasio (ora rinchiuso nel carcere di Taranto) ha chiesto una perizia psichiatrica per il suo assistito. Al momento dell'arresto il giovane

ha ammesso di aver sparato solo una volta perché diceva di sentirsi oppresso e la relazione, a suo dire, era diventata complicata.

Il giudice Pompeo Carboni, dopo la convocazione del termine di alcuni giorni fa, ha espresso nei confronti di De Blasio un'indignazione di rinvio in carcere sottolineando che il giovane è un «soggetto patologico di una spietatezza e assolutamente allarmante inclinazione alla violenza» e di non avere «alcuna remora di natura psichiatrica».

Angela Balanzano

Precedenti

17 settembre
Si trova la sua ex moglie, Maria Rita Ripani, 55 anni, sotto casa di lei non appena è scesa per andare al lavoro. Graziano Pizzardi, 76 anni, che sfilava con un grosso coltello da cucina impugnato sotto gli indumenti.

8 settembre
La rimessa Lancia Silvia di Gianni viene trovata morta in un campo vicino a Grottole, completamente nuda e accigliata a riprova il volto e strette le mani al collo, da fronte di polizia di «vittima di violenza sessuale». L'assassino, Andrea Pizzuto, 45 anni, viene arrestato. Aveva picchiato la vittima

Cagliari Stava per essere convocato dai carabinieri per stalking

Mesi di minacce poi la strangola

Il paese: datelo a noi

Caserma sotto assedio, assalto a un'ambulanza

VILLACERO (Medio Campidano) — Marta aveva un presentimento. Il domenica notte ha invitato un uomo a un aperitivo. Una sola parola: «Adesso». A Giuseppe, accusato dalla polizia e aggressivo, aveva detto «Adesso» all'inizio dell'estate. Ma lui l'ha tormentata, un'ossessione: regali, un anello (falsificato), messaggi d'amore («Mi dispiace»), perdimenti, insulti e minacce («Se non torni da me, ti uccido»). Così è stato: sapeva che ogni mattina sul davanzale di casa per andare al lavoro, si è nascosta per ore. Ha aspettato e nella primavera ha stretto il braccio intorno al collo, fino a toglierle il respiro. Poi è fuggito in au-



Marta Deligio. Vittima di un'aggressione più volte denunciata

to, con lei forse ancora viva e ha telefonato ai carabinieri: «Ho fatto una cavolata, mi scusi». Prima che lo fermasse un elicottero lo ha rintracciato seguendo i segnali del

telefono cellulare, poco lontano dall'auto dove lo raggiungeva, la testa reclinata sul sedile anteriore, era già morta. Marta Deligio aveva 41 anni e un lavoro da barista al «Cappuccino», locale di Villacero — il paese d'ombra dello scottone Giuseppe Dessì. Brava, gentile con tutti, sempre sorridente. A gennaio si era fidanzata con Giuseppe Pizzuto, 50 anni più grande di lei, disoccupato. Pochi mesi e già Marta confidava in un amore: «Mi è sempre addosso, al bar si rabbuia quando qualcuno mi fa un complimento. L'ho già, scemmo, qualche schiaffo, settimane d'attesa e infine storia chiusa: «Lasciami perdere».

Ma Giuseppe non si era rassegnato e insisteva. Stalker esemplare. Marta aveva chiesto consiglio ai carabinieri, ma senza fare denuncia. A fine agosto Giuseppe l'ha bloccata ancora per strada, l'ha strangolata. Si allora lei è rimasta in caserma e il 6 settembre ha firmato una richiesta di intervento.

«Forse se si fosse fatto qualcosa subito, questa tragedia poteva essere evitata: i il procedimento in questi casi prevede un primo provvedimento del questore, l'ammostrazione, che deve essere notificata alla vittima con la partecipazione dell'autore e scaricato dalla vittima. La misura è arrivata venerdì scorso. Giuseppe Pizzuto doveva essere convocato in caserma oggi o domani. «Mi non seppero ancora — dicono i carabinieri — e quindi la follia omicida non può essere stata innescata per reazione al provvedimento».

Dopo il delitto, ore di caccia all'uomo nelle campagne intorno a Villacero. Gli amici di Marta, un centinaio di giovani, hanno stretto l'assedio alla caserma per ore. «Già il l'assassino», hanno anche preso d'assalto un'ambulanza che si allontanava, convinta che a bordo ci fosse lo scottone. Scoppiato alla festa della gente, a sera su un'auto civetta Pizzuto è arrivato a Cagliari. «Pizzuto che andava in galera — l'ultima telefonata prima di essere catturato — mi tagliavo a un'offerta. In tasca aveva, posata, una grossa omela».

Alberto Pinna

La sera di domenica 15 settembre — secondo la ricostruzione — Ilaria, al termine dell'ultimo litigio, era stata ferita da un colpo di pistola al fianco sinistro che le aveva perforato un rene. Si era medicata da sola in casa senza chiedere aiuto, tempestando

dopo la coppia aveva litigato ancora e lei le aveva sparato di nuovo. Il proiettile la colpì al fianco. A quel punto Ilaria aveva chiesto aiuto alla madre che aveva telefonato al 112 e ai carabinieri. I soccorsi erano arrivati pochi minuti dopo e l'ira di De Blasio non si era placata neppure quando allontanato a casa aveva visto la compagna andare via verso l'ospedale. Sperò rinvenerire. Questa volta contro l'arresto della suocera che stava sorvegliando l'ambulanza. Il colpo andò a vuoto. I carabinieri scortarono il marito fino all'ospedale, dove Ilaria fu sottoposta a due interventi chirurgici. Le sue condizioni erano sembrate da subito gravi perché i due proiettili le avevano perforato un rene e un polmone.

Il giovane, sorvegliato speciale per reati contro il patrimonio, era stato arrestato poco dopo in una zona residenziale di Brindisi. La piratella l'aveva sequestrato negli slip. I carabinieri lo hanno trovato in possesso anche di alcune pallottole. Ora la contestazione di terrore omicidio sarà trasferita in qualche veterinario.

Lignano

Il pm: «Lisandra uccise i coniugi»

Il stato Lisandra Agusta Ripa a uccidere a Lignano i coniugi Paolo Bagnato e Rosetta Scatena nella notte tra il 18 e il 19 agosto 2012. Ne è convinta il pm Claudio Donato che ha chiesto l'ergastolo per la ventiduenne calabrese. Sua fratello Isidoro, già condannato a Cuba, guardò senza intervenire. Per il pm si killer era destinata e infine è mancata. «Chiude pochino», ha detto l'ispettore.

Cuneo

Pirata travolge cinque ragazzi

È stato poche settimane fa dalla Cina per intercettare con il padre, Zhanqiang, di 41 anni, è morto ieri dopo essere stato travolto da una dromedaria nelle mani di Sergio, mentre camminava con quattro costruzioni (due sono in ospedale). Il fratello, Gianni di Sergio, trovato con un tasso etilico nel sangue di 1,4, è stato arrestato e portato in cella.

Martedì 24 settembre 2013 | Il Giornale

Bepi Castellaneta

■ Lei ha sparato due volte indolci ore, ha indetto senza esitazione contro quella donna che per tutta la notte ha tenuto in tempone il sangue della primafesta, ha aggraffato il collo di quella prigione di silenzio che ha impredito alla sua convenienza di parlare e presentare denuncia. Ecco, si ha, Cosimo De Blasio, 24 anni, ha premuto ancora il grilletto scrivendo l'ultimo folle capitolo di una lunga storia di maltrattamenti tra le mura domestiche, divenute un inesorabile muro di gomma su cui sono rimbombati mesi di vessazioni. L'assassinio è stato arrestato. «Mi esasperava», ha mormorato ai carabinieri la sua compagna: è morta in ospedale dopo una settimana di agonia: Ilaria Pugliarulo, 20 anni, non ce l'ha fatta, i medici hanno fatto il possibile per strapparla a un destino atroce, ma le sue condizioni ormai erano disperate. Eccoci a Stante, poco meno di quindici chilometri da Taranto.

I carabinieri hanno ricostruito le fasi di un dramma esplosivo alcuni giorni fa ma rimasto sotto una coltre di silenzio per tanto tempo. Ilaria e il suo compagno vivevano insieme da un paio d'anni, da un mese erano stabiliti in una villetta divisa in due appartamenti in viale Tulluri, una zona residenziale della cittadina: un'esistenza scandita da continui litigi, più

VIOLENZA SULLE DONNE Amori maledetti, altre due vittime

Le spara e lei non denuncia Il fidanzato torna a finirla

A Taranto incredibile agonia di una ventenne: ferita, cerca di curarsi da sé. Lui le dà il colpo di grazia. In Sardegna ragazza strangolata dall'ex indagato per stalking

pitocila e la spara; il proiettile ha raggiunto la ragazza al fianco sinistro perforandole un rene. Ilaria ha preferito non presentarsi in ospedale: è rimasta a casa, non ha parlato perché temeva ritorsioni nei confronti di sua madre, ha tentato in qualche modo di medicare la ferita, ha trascorso la notte cercando di fermare il sangue, ha sperato che la mattina seguente tutto si potesse appassire, ha pensato che anche quell'istante di follia potesse essere superato e cancellato, forse l'ammagratore che ci fosse ancora spazio per tornare indietro. Ma così non è stato. E mentre le sue condizioni si aggravavano lei si spegneva lentamente, il litigio è andato avanti, la beva con il volto del fidanzato ha premuto nuovamente il grilletto, ha sparato per uccidere: la pallotto-



IN SILENZIO Ilaria Pugliarulo, 20 anni, è morta dopo 7 giorni d'agonia



PERSEQUITATA Marta Deligia, la giovane di Villacidro, uccisa dall'ex

PROCESSO SUL DISASTRO
L'impavido capitano Schettino: «Fu tutta colpa del timoniere»



forna a accusare il timoniere Jacob Rusi Bin, Francesco Schettino. Per l'ex comandante della Concordia, il naufragio al Giglio, senza l'errore appena prima dell'urto con gli scogli significativo o addirittura, sarebbe passata liscia. La procura generale di Firenze intanto ha impugnato i cinque patteggiamenti di altrettanti ex imputati

la ha colpito la ventenne al torace, lei è riuscita a chiedere aiuto ed è rivolta alla madre che abita nell'appartamento attiguo. È scattato l'allarme, sul posto è intervenuto il 118 e mentre i soccorsi si allontanavano De Blasio ha continuato a fare furore: contro l'ambulanza e l'auto della madre di Ilaria. I colpi sono andati a vuoto. Poi la corsa in ospedale, il ricovero al Santissima Annunziata di Taranto. Le condizioni della ragazza sono apparse subito gravi, i medici l'hanno sottoposta a due interventi chirurgici ma dopo una settimana è morta. L'assassinio è finito in carcere. Nell'ordinanza di custodia cautelare il gip scrive che «ha dimostrato di essere soggetto portatore di una spiccata fissità e assolutamente allarmante inclinazione alla violenza».

Dalla Puglia alla Sardegna. Un'altra ragazza, Marta Deligia,

ABBANDONATA
Marta Deligia si era rivolta alle autorità ma nessuno l'ha protetta

26 anni, è stata uccisa a Villacidro, provincia di Medio Campidano. I carabinieri hanno arrestato l'ex fidanzato, Giuseppe Pintus, 36 anni: da tempo la costringeva a telefonate, pedinamenti, messaggi sms e anche minacce di morte. Lei lo aveva denunciato più volte, ma non è servito a evitare la tragedia. L'uomo l'ha strangolata in auto, nella campagna del paese. Poi ha telefonato al 112. Ho fatto una chiamata, adesso vado ad ammazzarmi, ha detto. Non l'ha fatto e i militari lo hanno bloccato poco dopo.

Le richieste
«No al 41 bis»

I mafiosi avrebbero preteso l'attribuzione delle misure coercitive previste dall'articolo «41 bis» in cambio della fine della stagione stagista che aveva portato alla morte dei giudici Falcone e Borsellino.

Il «papello»
Gli imputati

Secondo Giovanni Brusca lo scolaro finì a scontare il carcere dopo aver fatto amicizia all'ora tarda con il fratello Mino Marra e il cugino Giuseppe. Dopo gli imputati di questi giorni, il giudice ha respinto l'istanza di scarcerazione di questi.

Piacenza Uccisa a 51 anni. In cella l'uomo che viveva con lei da 20 anni

La strangola e tenta il suicidio
«Un raptus dopo l'ultima lite»

PIACENZA — La storia dell'ennesimo femminicidio inizia con un sms: «Vieni qui con i carabinieri». Giuseppe Gilberti, 53 anni, ha scritto il messaggio a suo figlio e poi ha provato a togliersi la vita. Aveva appena soffocato Cinzia Agnoletti, due anni più giovane di lui, la donna con la quale conviveva da una ventina d'anni, la madre di suo figlio. «Ho avuto un raptus dopo l'ultima lite» ha detto ai carabinieri, ore dopo, in caserma. E i vicini raccontano di urla e scontri in quella casa di via Stazione 2, a Caltanissetta. Il giorno dopo, il fratello Piercristiano Gilberti era ricoverato in ospedale per problemi economici. Gilberti era disoccupato mentre

per Dell'Alba, che per conto della presidenza del Consiglio e della Regione Sicilia si oppone alla richiesta del pm. Verne alla recente sentenza della Corte costituzionale ha stabilito che un «principio di riservatezza assoluta» copre ogni attività, anche informale, del presidente della Repubblica. Il quale, secondo l'avvocato di Palazzo Chigi, avrebbe il diritto di tacere, e in ogni caso eventuale dichiarazioni del presidente su «sensazioni e impressioni» sarebbero «scarsamente pertinenti e superflue» rispetto alla materia del processo.

Costretti alla deposizione di Napoli sono pure i difensori di Mancino, imputato di mafia e omicidio. Gli avvocati hanno chiesto il rinvio a giudizio di Mancino e Nicolò. Per i giudici di Palermo, anche se il rinvio a giudizio è stato respinto, il rinvio a giudizio è stato respinto.

to di plastica sulla testa ha provato a suicidarsi. Ma il primo ad arrivare nella casa dove vivevano i genitori è stato il figlio omeone della coppia. E ha visto il cadavere di sua madre e il padre lì vicino che pareva morire anche lui.

Dell'inchiesta si occupa il sostituto procuratore Antonio Cocomma. Gilberti ha confessato raccontando i dettagli del delitto. Ha parlato del raptus, ha ricordato i litigi che scardinarono il tempo e i proclami di soldati. In attesa che il giudice convalidi il fermo, l'imputato è stato portato nel carcere piacentino della Nersate.

se qualcuno pensa che lo sia incompatibile con l'Italia, qualunque ruolo risulti. E in fondo il mio obiettivo è sempre lo stesso, cercare la verità.

L'iscrizione di Ingrada all'elenco degli avvocati del Foro di Roma risale ad altro ieri, come la notizia da parte dell'Associazione forentina. L'ultima polemica con il presidente della Repubblica Napolitano, invece, è della scorsa settimana. «Ha l'esempio ai magistrati facendo lui stesso autocritica — aveva scritto il kelder di Azone civile —, a cominciare dalla decisione di mischiare quel conflitto con la Procura di Palermo che ha calato una sanatoria sull'accertamento della verità sulla stagione degli stragi del '92-'93 e della trentava Stato-mafioso. Il caso vuole che il cambio di legge avvenga nel giorno in cui gli ex colleghi di Ingrada ti-

Doosan.
Costruire impianti energetici mirando al meglio.

Negli ultimi cinquant'anni Doosan Heavy Industries & Construction, società leader in Corea del Sud nella costruzione di impianti, ha collaborato alla realizzazione di numerosi progetti energetici e idrici in 32 paesi nel mondo. Con l'obiettivo di diventare leader mondiale nella realizzazione di impianti energetici e idrici, Doosan Heavy Industries & Construction si impegna, ogni giorno, nella costruzione di un futuro migliore mettendo a disposizione tecnologie all'avanguardia che creino un valore significativo per tutto il mondo.

DOOSAN POWER SYSTEMS
DOOSAN ENERGY & SERVICES
DOOSAN HEAVY INDUSTRIES & CONSTRUCTION
DOOSAN INFRA
DOOSAN M&P

Impianto di energia nucleare, Ukon, Corea del Sud
Impianto termico, Spal, India
Impianto di generazione elettrica a idrocentrali, Fujian, Cina

DOOSAN

la Repubblica
VENERDI 27 SETTEMBRE 2013

CRONACA

PER SAPERNE DI PIÙ
www.servizioclienti.it
www.repubblica.it

Braccialetto elettronico per gli stalker nuova stretta sugli uomini violenti

Si anche alle intercettazioni. Ieri a Piacenza un altro femminicidio

(segue dalla prima pagina)

MARIA ELENA VINCENTI

LE MODIFICHE prevedono la possibilità di usare le intercettazioni telefoniche anche per il reato di stalking ma soprattutto l'utilizzo di una serie di strumenti elettronici per tutelare le donne. I braccialetti, ma non solo. Nell'emendamento si fa riferimento anche ad altre forme di telecontrollo che possono essere applicate a chi è stato destinatario di un provvedimento cautelare di allontanamento dalla casa familiare (come previsto dall'articolo 282bis del codice di procedura penale).

Le violazioni che dichiarano guerra ai maschi "sentinella", quelli che spesso sono i famosi "cambiamenti di guardia", camera di ultrasuoni violente, sono state approvate all'unanimità dalle commissioni, ma va registrato che al momento del voto in aula c'era un solo deputato del Pdl. Soddisfatta la promotrice Alessia Morani (Pdl): «La norma risponde anche all'auspicio che il ministro Cancellieri aveva fatto all'inizio del suo mandato per l'uso dei braccialetti elettronici, quasi del tutto inutilizzati, anche per i reati di stalking. Ci sono esperienze già in Spagna e

I punti

BRACCIALETTI
Approvato l'uso del braccialetto elettronico per tenere sotto controllo gli stalker ed essere sicuri che stiano lontano dalle vittime

INTERCETTAZIONI
Le nuove modifiche approvate prevedono che si possono usare, nel caso di stalking, anche le intercettazioni telefoniche

PATROGGIO GRATUITO
Approvato anche un emendamento sul patrocínio gratuito alle vittime che devono essere costantemente informate

dell'articolo 2. Proseguiranno lunedì. L'approdo in Aula è previsto per mercoledì e si dovrà tenere conto del 15 ottobre la norma va convertita onde evitare che decada, ma deve prima passare anche al Senato.

«Buone notizie per la tutela delle donne che, però, arrivano nel giorno in cui un'altra donna viene uccisa dal partner. Cinzia Agnolotti, 51 anni, è stata soffocata dal compa-

gno e padre di suo figlio, Gianpietro Gilberti, 55, nella casa in cui vivevano in via Stazione a Castelvetro Piacentino. Stava in attesa da 25 anni. Dopo aver accettato di togliersi la vita ma senza riuscirci. A far scattare il raptus forse una lite per motivi economici, pare un sversivo avuto parecchie settimane fa. Quando l'uomo si è accorto di ciò che aveva fatto, ha chiamato il figlio 24enne

che, a sua volta, ha avvertito i carabinieri di Piacenza. Arrivati sul posto i militari hanno trovato il corpo della donna senza vita e il marito che stava cercando di strangolarsi ma che respirava ancora. L'uomo, fermato, ha confessato ma gli inquirenti sono ancora al lavoro per ricostruire la dinamica e per capire se l'abbia strangolato o soffocato con una busta di plastica.



LE MANIFESTAZIONI
Scorta: un'edizione delle manifestazioni (qui a Napoli) di questi mesi. Sopra: il braccialetto elettronico



Isola del Giglio



I resti recuperati arrivano sull'Isola del Giglio. (Foto Laura Letza)

Erano a 14 metri di profondità, nella zona del ponte 4. Sarà decisiva la prova del Dna. Oggi riprendono le ricerche

Concordia, sub recuperano resti umani Gabrielli: "Forse sono dei due dispersi"

DAI NOSTRI INVIATO
LAURA MONTARARI

ISOLA DEL GIGLIO — Li hanno trovati lungo lo scoglio, all'altezza del ponte 4, cioè proprio dove si aspettavano che fossero. Frammenti, pezzi di ossa, piccole taccole. Li hanno pescati a quattro metri di profondità, nel

punto in cui la nave porta evidenti segni della grande roccia su cui è rimasta schiacciata per più di vent'anni, davanti all'Isola del Giglio. Saranno le analisi del Dna, eseguite a Grosseto, ad indicare, nei prossimi giorni, se questi resti umani appartenevano davvero a Maria Grazia Treacchi o a Russell Bebo, o entrambi. Sol-

tanto così si potrà mettere la parola fine alla ricerca dei dispersi. Ma nessuno sbravava Concordia ha consegnato alcuni corredi e gli lettere che proseguono a caccia di altri frammenti, allargando il raggio delle ricerche. «Sono parti che devono essere composte e spietati al fine fare questi nomi — ha spiegato il capo della Protezione civile Franco Gabrielli che ieri era sull'isola — Dalla posizione in cui sono stati recuperati potrebbero appartenere alle due vittime, ma dovremmo approfondire gli accertamenti».

Da giorni i sub si immergono intorno alla nave per raggiungere le zone che prima del naufragio erano inaccessibili e che sono state viste soltanto con il "sonar". «Mi hanno chiamato dalla Protezione civile che ero a scuola — racconta Elio Vincenzi, professore di Matematica in una media scuola e marito di Maria Grazia Treacchi, 50 anni, la cro-

Gli emendamenti del Pd approvati all'unanimità. Corsa per portare il testo in Aula

In Francia in questo senso che hanno dato buoni risultati. E il viso che, tra l'altro, in Italia c'è una carenza di organico sia per quanto riguarda i carabinieri sia per la polizia, dare la possibilità di usare ogni modalità di controllo che fa riferimento alle nuove tecnologie sarà un aiuto per le forze dell'ordine che potranno monitorare le situazioni anche se in difficoltà di personale. Nel testo non si fa alcun riferimento all'attuazione pratica che verrà decisa in un secondo momento, dopo la conversione. Per quanto riguarda i detenuti, per i quali (anche se scarsamente utilizzati) il braccialetto è già previsto, la norma prevede che questa forma di controllo sia l'unico modo per escludere il carcere o i domiciliari. Ma il percorso per gli stalker è tutto da definire. L'unica cosa certa è che i braccialetti sono già disponibili, almeno in una prima fase: quelli per i detenuti, appunto, non sono stati usati molto spesso. Le commissioni, dopo aver bocciato gli emendamenti oppositivi dell'articolo 2 del decreto del governo sul femminicidio, hanno approvato altre due proposte di modifica, una che prevede il gratuito patrocinio e l'obbligo di informazione della parte offesa, l'altra che esclude la possibilità di applicare l'allontanamento dalla casa familiare nei casi di lesioni lievi, tema sul quale c'è stato un acceso dibattito. Le commissioni Giustizia e Affari Costituzionali non hanno ancora concluso l'esame

Candido Novello
Non potevano non saltare anche da questa pagina. Cioè papà. Iga Claudio e Federica uniti nel dolore, via Maria Rosa.
Roma, 27 settembre 2013
Ezio Mauri, imprenditore. Utico centenario ricorrido.
Candido Novello
a la sua preziosa e irripetibile collaborazione la Repubblica.
Roma, 27 settembre 2013
I colleghi dell'economia di Repubblica piangono il loro caro amico
Candido Novello
suo ricorrendo sempre per la sua generosità, la sua capacità professionale e soprattutto per la sua umanità. Ci sono ricorrendo sempre alla moglie e agli figli in questo momento di dolore.
Roma, 27 settembre 2013
La redazione di Repubblica Firenze addolorata per la morte di
Candido Novello
di sostegno alla famiglia, ricorrendo nei lavori pubblici alle conoscenze e lunghi anni di collaborazione.
Firenze, 27 settembre 2013
Gli amici di Aifa a Firenze ricorrono con affetto il loro caro collega
Candido Novello
Roma, 27 settembre 2013
Dopo una vita lunga e piena che ha toccato Stefano Petrovich e Njegosh.
Ciao papà, Tatiana, i funerali si svolgono oggi 27 settembre, alle ore 12.00, al Tempio Egitto, Cimitero del Vanto, Roma.
Roma, 27 settembre 2013
Per
Stefano Petrovich
un amico da sempre. Un abbraccio a Tatiana di Caterina, Riccardo e Stefano
Roma, 27 settembre 2013
Stefano Dal Re e Bruno Mandelto ricordano il magistero e l'umanità di
Stefano Petrovich
sono coliti, gentili, onesti
Roma, 27 settembre 2013
Il giorno 26, è venuto a mancare al 95°
Diego Casarini
Roma, 27 settembre 2013

Per
Federica Bondoni
corale adorata, oggi, ore 19, rinvio di Giuseppe Bagnato, via Fiamma 7527.
Roma, 27 settembre 2013
Giustiziano addio di Alessandro e famiglia per la perdita del papà.
Aldo Gavarrini
gli amici della Marconi
Nabucco, 27 settembre 2013
Il giorno 25 settembre di noi cari
Luigi Conzato
La piangono la moglie Flaminia, i figli Giulio e Laura con i bambini e il fratello Giuliano, i fratelli Antonio, Anna e Cristina e tutti gli amici. I funerali si svolgono nella Chiesa di Giuseppe (via Bellavista) sabato 28 settembre alle ore 15.
Bologna, 27 settembre 2013
C.F. Sergio Tel. 391-6640047 Bologna 27/09/2013
Sara Valerio
Se sempre con noi. I tuoi genitori
Bologna, 27 settembre 2013
La moglie Sandra, la figlia Letta ed i nipotini tutti annunciano la scomparsa del loro caro
Dott. Enrico Bocchi
I funerali avranno luogo nella chiesa di San Martino a Montepulciano, alle ore 10 di sabato 28 settembre.
Firenze, 27 settembre 2013
27/09/2013
Giuseppina Vidiana
in Pieve
di marchi immemorabili con amore Diana, Grazia, Silvia, Riccardo
Anno (Trento), 27 settembre 2013
L'28 settembre in San-Giorgio di Pieve è mancato
Gustavo Cipolli
Nella dolorosa annunciamo la famiglia. Si ricorda il Dottor Gustavo, la dottoressa Bocchi e la dottoressa (Bontempi) dell'ANT. I personale medico personale del Dr. Malgrini e la Cirurgia Toracica del S. Orsola. Le esequie sabato 28 ore alle ore 15 presso la cattedrale-cattedrale del Ospedale di Montepulciano.
S. Giorgio di Pieve, 27 settembre 2013
C.F. Anselmi e Bagni Tel. 361-74444

SUPERALOTTO
COMBINAZIONE VINCENTE
4 38 42 57 64 75
Numero Jolly Superstar
84 9
LE QUOTE
Concorrenza: 118 del 26.9.2013
Rappresentativo
Alfano vincibile con punti 318.000,000
Al 1 vincibile con punti 30.000,000
Al 2 vincibile con punti 371,414
Al 3 vincibile con punti 25,240
Superstar
Al 1 vincibile con punti 37.341,300
Al 2 vincibile con punti 3.000,000
Al 3 vincibile con punti 160,000
Al 4 vincibile con punti 16,000
Al 5 vincibile con punti 8,000
IL PREMIO JACKPOT CON PUNTI 8
14.600.000
LOTTO
SAFI 1 11 13 17 19
CAGLIARI 1 13 17 19 21
FIRENZE 1 13 17 19 21
GENOVA 1 13 17 19 21
MILANO 1 13 17 19 21
NAPOLI 1 13 17 19 21
PALERMO 1 13 17 19 21
ROMA 1 13 17 19 21
TORINO 1 13 17 19 21
VENEZIA 1 13 17 19 21
LAZIO 1 13 17 19 21
10 e LOTTO
COMBINAZIONE VINCENTE
4 7 9 11 13
15 17 19 21 23
25 27 29 31 33
35 37 39 41 43 45

Firenze
"Toma nella giungla con gli africani" Prof' insulta allievo è indagata: razzismo
FIRENZE — «Toma nella giungla». E ancora: «Tutti dovrebbero stare a casa loro: voi africani perché venite qui? Ve ne dovete andare a casa vostra». Sono queste alcune delle frasi con cui — tra il 2010 e il 2011 — un insegnante di 63 anni di una scuola media fiorentina approfittava di un allievo di dodici anni.
Offesa lanciata di fronte a tutta la classe dello studente e per le quali adesso la professoressa risulta indagata per ingiurie e maltrattamento psicologico aggravato dalla discriminazione razziale. A indagare sulla donna è la procura di Genova, competente perché il bambino offeso è figlio adottivo di un magistrato fiorentino. Contro l'insegnante, a marzo, era già stato presentato un esposto firmato da 35 genitori.

"Li aspettavano la scialuppa. Ma con la nave inclinata in quel punto non potevano andare"
ciena con la figlia e un'amica per festeggiare il compleanno — sono corso a casa da Stefania, non c'è stato bisogno di parole, ci siamo abbracciati e abbiamo pianto. Soltanto noi sappiamo cosa sono stati questi mesi. Ho la speranza che quei resti siano di Maria Grazia perché dalle testimonianze di quella notte, lei doveva essere proprio in quell'area. Chiedo soltanto di poter riportare a casa mia moglie, darle sepoltura in Sicilia, nel piccolo cimitero di Leonforte vicino a Enna. Le sono dispiaciuto che coliva, dalla notte del 13 gennaio 2012, Kevin Bebo, il fratello di Kevin dice: «Vorrei un posto dove poter piangere e pregare per Russell».

la Repubblica
SABATO 12 OTTOBRE 2013

CRONACA

PER SAPERNE DI PIÙ
www.repubblica.it

21

I CONTROLLI
Chi viene allontanato da casa sarà monitorato con un bracciale elettronico. Concesso le interselezioni nei casi di atti persecutori

LA VIOLENZA DOMESTICA
Nuova aggravante se il reato di violenza fisica viene commesso davanti a minori o nei confronti di donne incinte

LE QUERELE
Trattamento diversificato per la querela: irrevocabile nel caso di minacce ripetute e con armi, revocabile negli altri casi

I punti

Femminicidio, arriva l'ultimo sì "Oggi le donne non sono più sole"

Il dl approvato al Senato è legge. Letta: giorno importante

MARIA ELENA VINCENTI

ROMA — Nuove aggravanti, bracciale elettronico, patrocinio gratuito alle vittime, tutela speciale, irrevocabilità della denuncia e fondi per un piano d'azione straordinario. Con 143 voti a favore, tre contrari e nessun astenuto, il decreto legge sul femminicidio è legge. Il Senato, anche se con qualche malumore, ha deciso di convertire la norma che prevede una stretta sulla violenza contro le donne. Il premier Enrico Letta parla di «giornata de-ve-ro-ri-impor-tan-te». Risulta anche il vicepresidente e ministro dell'Interno Alberto Clivio oggi le vittime della violenza non sono più sole.

Tre le aggravanti previste: quando la violenza è commessa ai danni del coniuge (anche se diversato o separato) o del partner (anche se non convivente); quando la vittima è una donna incinta; quando il reato viene commesso

in presenza di minori. Ancora, la nuova legge prevede l'allontanamento urgente dalla casa familiare, con il divieto di avvicinarsi ai luoghi frequentati dalla persona offesa, per chi viene colto in flagranza. C'è di più: anche sullo stalking, via libera a intercettazioni telefoniche e irrevocabilità della querela nei casi di minacce

gravi e reiterate. Per di più, i persecutori allontanati da casa potranno essere controllati grazie al bracciale elettronico.

Repressione e tutela. La legge guarda anche alle vittime che potranno contare sul patrocinio gratuito su un'area di case-rifugio. Alle donne straniere maltrattate verrà rilasciato un permesso

di soggiorno speciale. Le segnalazioni potranno essere anonime ma i dati delle donne saranno operati almeno nella prima fase del procedimento per evitare ritorsioni. Deposito anche un piano d'azione straordinario che prevede, per il 2013, un incremento di 10 milioni di euro del fondo per le politiche delle Part

Opportunità.

Alla fine la lotta alla violenza sulle donne è diventata legge. La giornata non era partita nel migliore dei modi: i senatori erano indispetti per il fatto che i deputati hanno inviato a palazzo Madama il di a ridosso delle scadenze, quindi senza possibilità di modificare in alcun modo il testo.

Testo che, peraltro, contiene solo 5 articoli su 11 sul femminicidio. «Siamo davanti all'abbandono se compare un testo che si è votato 29 voti», ha esordito il 14 malgrado ci siano degli errori o lascio decidere - ha detto il presidente della commissione Giustizia Francesco Nitto Palma (PdL). La prossima settimana provvederemo ad inserire delle modifiche nel testo che stiamo esaminando sulla stessa materia in commissione. Qui siamo davanti al primo intervento di legislazione in materia penale fatto con un decreto legge». Mentre la presidente della commissione Affari Costituzionali Anna Finocchiaro (Pd) ha criticato «presenza di norme disomogenee in violazione dei principi della Costituzione. È l'ultima volta che accettiamo qualcosa del genere. Un'incongruenza che ha spinto la Lega e Sel a non partecipare al voto».



Stefania Maritano

Il caso Savona, non accettava la separazione: uccide la moglie e si spara

LOANO (SAVONA) — Lo ha persino lasciato scritto su due biglietti dove cercava di giustificare la sua follia: non sopportava l'idea della separazione. Per questo motivo l'eresantina Paolo Molise, 55 anni, geometra comunale, ha preso la sua pistola e ucciso la moglie, Stefania Maritano, 49 anni, vicinaccia e assessore al bilancio di Borghetto Santo Spirito. Poi si è tolto la vita nella casa in cui vivevano a Loano, nella provincia. Disgraziati accertamenti dei carabinieri della Compagnia di Albenga, sembra che

l'uomo abbia espulso due soli colpi, uno alla testa della moglie, uno alla sua tempia. Fatali, quando i parenti della coppia, dopo aver chiamato diverse volte entrambi, hanno dato l'allarme, era troppo tardi. Carabinieri e vigili del fuoco hanno trovato i corpi senza vita sul pianerottolo della scala esterna della villa. L'arma era ritrovata regolarmente da Molise. Pare che tra i coniugi ultimamente i rapporti fossero molto tesi, tanto che si parlava di separazione. Il marito, però, non era d'accordo.

THE
HYBRID
SACRIFICE

L'ALTERNATIVA È L'IBRIDO.

TOYOTA

ALWAYS A
BETTER WAY



NUOVA AURIS HYBRID TOURING SPORTS.
LA PRIMA TOURING SPORTS CHE È ANCHE IBRIDA.

85
km/h

27
litri/100km

5
anni di garanzia

5
anni di garanzia

Auris Hybrid tua da 19.750 € con cambio automatico e Toyota Touch.
Ti aspettiamo anche domenica 13.

f t+ @

vegtouralternativa.it

Auris Hybrid Active ECO berlina € 19.750. Prezzo promozionale chiavi in mano (inclusa IVA, esclusa IPT) e Contributo Promozionale Fisco (L. n. 30/2011) con il contributo della Casa e del Concessionario, anche senza rottamazione. Offerta valida fino al 31/10/2013. La vettura refrigerata è puramente indicativa. Valori massimi: massima combinata 25 km/h, emissioni CO₂ 92 g/km, nel ciclo combinato. **a segli abbattuti.

10 MILANO CRONACA

Giovedì 13 febbraio 2014 | Il Giornale

10 | MILANO CRONACA
L'INCREDULITÀ DELLA GENTE
Giussano, lacrime e rabbia
per i due bimbi uccisi dal padre

Valentina Nigro

Un collega: «Gli auguro di vivere l'inferno in terra»

Un sorriso che nasconde il cuore, gli occhi di una giovane mamma che con il suo bambino aveva avviato a sé una nuova vita. Tutto distrutto dall'agguato della omicida di un padre che ha ucciso i suoi due figli, devastando per sempre la vita delle loro due madri, suona compagna Antonia Corvino in ospedale dopo aver tentato il suicidio. Michele Galasso, un probabile mente scontro oggi dagli inquirenti e sottoposto a terapia psichiatrica. Tra i conoscenti della coppia marito, il sole rabbia e dolore.



BOLOGNE
Il piccolo
Thomas,
2 anni, ucciso
dal padre
insieme
alla sorella
Lena di 9

scipi nel negozio di Giussano, quando l'uomo era alla fine di una precedente relazione con un'altra Valentina, Cordilione, di 34 anni, madre della primogenita Elena, 9 anni. «Avevo il figlio in custodia, facevo a vedere i figli», commenta il legale di famiglia - ma i rapporti erano distesi, trattative. Le donne della sua vita, le due «Valentina», lavorano ancora nello stesso negozio, senza alcun appa-

to atteso a dividere, mentre Giussano si era trasferito a Padova. Dagnano e per lavorare aveva scelto il negozio di Giussano. Eppure, secondo voci di paese, Giussano non era sereno, pare avesse già pensato di tagliarsi la vita una volta. Martedì sera, dopo aver portato i due piccoli nell'appartamento che aveva diviso con la Neri, ha messo in pratica il suo intento. Ha accoltellato due bambini e, prima di volgere la la-

IL DRAMMA In piazzale Accursio

Vuole lasciarlo, muore accoltellata

Assassinata una donna di origine ecuadoriana. Arrestato il convivente, un piccolo imprenditore egiziano

Paola Fabbri

Chi lo conosce, anche ad occhi chiusi, è pronto a giurare che non amava molto. Tra alti e bassi avevano convissuto 18 anni. E anche se ormai la loro relazione era arrivata al pollaio, almeno avevano convissuto insieme. E non solo per ragioni economiche, per risparmiare, ma perché non-

meno ferite su tutto il corpo, provocate da un coltello da cucina con la lama lunga e affilata. Interrogato dai poliziotti del commissariato Quarto Oggiaro, però, il convivente ha negato tutto secondo la sua versione, ritenuta insostenibile dagli investigatori, la convivente si sarebbe ferita da sola, in un bagno di autolesionismo. E da so-

gli ultimi tempi, però, era andata che qualcosa era cambiato tra loro: ora le sue operazioni erano in bilico, in bilico. Incontro con il marito per strada mi ero accorta che sembravano due estranei», racconta Teresa, 46 anni, una vicina che abita nello stesso caseggiato di piazzale Accursio. Gli altri condomini, poi, lo avevano sentito lo

che qualcuno del palazzo recentemente si fosse sentito spinto a consigliare di denunciare, ma la donna non voleva sapere. Non voleva metterlo nei guai, capisce? Pensavo dopo una lite, per qualche tempo, lui era sparito, si doveva forse tentare per lei. «Vedi che magari te ne sei liberata?» invece

BREVI

Piazza Aspromonte
Irruzione e sparatoria
Uomo ferito in un bar

Un'agguato con sparaghe esplosive. Un uomo ferito in un bar in piazza Aspromonte. Potrebbe essere un regolamento di conti tra due famiglie.

no del suo stato di salute. E in un momento di crisi, si era arrenduto all'inevitabile conclusione di quel rapporto sfacciatato, stanco e spezzato di vivere in un appartamento in affitto. Martedì sera, infatti, si era già spogliato della relazione, ha espresso i fatti nel poliziotto popolare giallo e grigio di piazzale Accursio, ai Portella. Lui, Mohamed Anis Saadouni, un egiziano di 44 anni, ha ucciso con un coltello da cucina la sua donna, un'italiana di nazionalità di origini ecuadoriane, Teresa V. La poverina è morta per ra-

la, sempre secondo la versione dell'uomo - con gli arresti per omicidio aggravato dei fratelli SANGRE. Sono, l'arma del delitto. Qui accanto, il piazzale di piazzale Accursio dove è avvenuto l'omicidio

gli andavano più molto bene. Erano bastati occasionali, ma problemi con la giustizia. «Negli ultimi tempi, però, era andata che qualcosa era cambiato tra loro: ora le sue operazioni erano in bilico, in bilico. Incontro con il marito per strada mi ero accorta che sembravano due estranei», racconta Teresa, 46 anni, una vicina che abita nello stesso caseggiato di piazzale Accursio. Gli altri condomini, poi, lo avevano sentito lo

che qualcuno del palazzo recentemente si fosse sentito spinto a consigliare di denunciare, ma la donna non voleva sapere. Non voleva metterlo nei guai, capisce? Pensavo dopo una lite, per qualche tempo, lui era sparito, si doveva forse tentare per lei. «Vedi che magari te ne sei liberata?» invece



L'ALLARME
L'omicidio dopo una lite,
la polizia chiamata
dai vicini di casa

ormai 28enne da un'altra relazione. La ragazza ha spiegato agli investigatori di Quarto Oggiaro - disse così - di aver accettato la convivenza della madre con l'egiziano perché lo considerava un uomo diverso. Negli ultimi tempi però Teresa, che si confida con la ragazza, stava di minacce e boia, aveva manifestato la sua decisione di abbandonare per sempre il convivente. In particolare, di stivare da un viaggio in Sud America a trovare i genitori - e disse non accettata da sola, senza il compagno o la sorella aveva detto apertamente a Mohamed Anis che se ne voleva andare da casa. Lui non gliel'ha voluta dare il tempo. E ha preferito ucciderla.

La confessione del padre dei fratelli Cutri

«Se avessi saputo dell'evasione avrei chiamato i carabinieri»

Se avessi saputo che i miei figli volevano liberare Domenico, avrei cercato di fermarli in ogni modo anche chiamando i carabinieri», assicura Mario Cutri, padre dell'espulso fatto fuggire dopo un'agguato riuscito al fuggiasco dell'ipolitista pentito. Un'agguato concluso con una violenta sparatoria e la morte del fratello Antonio, ferito da un dei suoi complici. Dopo l'arrestazione, il nipotino è stato arrestato alle 14.30 nel salotto di un appartamento di viale Mazzini, 11. Furto lungo di qualche giorno, migliore scusa, Mario Cutri, 48 anni, parla ai

microfoni del Tg1 Lombardia, seduto nella cucina della sua abitazione in via Leopardi. Poche parole smozzicate per spiegare come lui e la moglie fossero completamente all'oscuro del colpo. Il fratello Antonio, 31 anni, insieme al fratello Daniele, 24 anni, e altri tre complici attese l'arrivo di Domenico, 32 anni, al tribunale di Gallarate. L'uomo, condannato all'ergastolo per aver fatto ammazzare un giovane polacco che aveva frodato la filadelfiana, doveva essere prigioniero per tre anni. Alle 15 riceveva l'inferno. I Cutri risarcirono a strapazzo il fratello agli agenti della peniten-



CELLA Domenico Cutri è tornato in carcere

portato dalla madre Maria Antonietta, 48 anni, all'ospedale di Magenta dove però giunse ormai senza vita. Nel giro di una settimana i carabinieri arrestarono tutti i componenti la banda, compreso lo stesso Domenico. «Se avessi saputo cosa stavano riuscendo a fare, avrei chiamato i carabinieri», dice il padre. «Potrei pensare di ottenere? Domenico mi poteva andare in giro come nelle feste, sempre in laziare sarebbe rimasto. Ora però sono preoccupato perché, qualunque cosa succedeva, avevo paura che mi avrebbero fatto un processo».

In questura
Tenta di sfilarla
la pistola a un agente

Fermato per aver tentato di sottrarre la pistola di un agente, è stato poi arrestato per aver tentato di sfilarla la pistola a un agente mentre si trovava in questura. I poliziotti erano intervenuti l'altro giorno alle 12.30 in via del Sile, all'indietro dal barbiere o meno. Gli agenti di giorno sono tornati 20 anni fa fuoco: regolarmente denunciato e una bombola di spray urticante legata, hanno portato fuori, pugnalato il 22 anni, in questura dove ha provato a impossessarsi della pistola, tentando di uccidere il poliziotto.